



Étude S2-1a

**État des lieux des communautés d'accueil**  
***Tableau de bord pour le suivi des incidences du***  
***changement***

**Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques**

**Août 2013**

**Développement durable,  
Environnement,  
Faune et Parcs**

**Québec** 

### **Auteurs**

Maryse Chapdelaine<sup>(1)</sup>, Mathieu Leclerc-Pelletier<sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> M.ATDR., Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques

<sup>(2)</sup> M.ATDR., Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques

Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs

### **Photo de la page couverture**

Le village de Sainte-Perpétue, Centre-du-Québec (Québec, Canada)

Source : <http://www.mrcnicolet-yamaska.qc.ca/decouvrir-la-mrc/sainte-perpetue/>

### **Dépôt légal**

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013

ISBN : 978-2-550-68879-2 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2013

### **Avertissement**

Le présent document a été réalisé dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur le gaz de schiste. Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits. Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et n'engagent aucunement le Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste.

## **Mandat**

L'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste tente avant tout de fournir toutes les informations nécessaires concernant les impacts de l'exploration et de l'exploitation de cette ressource. Pour ce faire, il importe donc de mener des études présentant divers aspects de cette industrie. L'étude S2-1 porte sur l'« Élaboration de l'état des lieux des communautés d'accueil en détaillant leurs dimensions environnementale, sociale et économique ainsi que leur gouvernance. »

Il est en effet nécessaire de bien connaître les milieux d'accueil et de dresser un portrait des communautés susceptibles de recevoir des installations industrielles. Ce portrait constituera un tableau de bord et permettra d'assurer un suivi des caractéristiques socioéconomiques des populations locales. Il sera alors beaucoup plus aisé de comprendre les incidences de l'industrie des gaz de schiste sur ces dernières. C'est pour cela que nous avons décidé de modifier le titre de l'étude pour « État des lieux des communautés d'accueil : tableau de bord pour le suivi des incidences du changement. »

## Table des matières

Mandat.....	iii
Table des matières.....	4
Liste des tableaux.....	6
Liste des figures.....	10
1. Introduction.....	11
2. Méthodologie.....	13
3. Portrait des régions.....	22
3.1. Environnement.....	22
3.1.1. Montérégie.....	22
3.1.1.1. Milieu agricole.....	22
3.1.1.2. Milieu forestier.....	24
3.1.1.3. Milieu urbain.....	25
3.1.1.4. Hydrographie.....	28
3.1.2. Centre-du-Québec.....	30
3.1.2.1. Milieu agricole.....	30
3.1.2.2. Milieu forestier.....	32
3.1.2.3. Milieu urbain.....	34
3.1.2.4. Hydrographie.....	36
3.1.3. Chaudière-Appalaches.....	38
3.1.3.1. Milieu agricole.....	38
3.1.3.2. Milieu forestier.....	40
3.1.3.3. Milieu urbain.....	41
3.1.3.4. Hydrographie.....	43
3.1.4. Enjeux environnementaux.....	45
3.2. Social.....	48
3.2.1. Montérégie.....	48
3.2.1.1. Démographie.....	48
3.2.1.2. Conditions de vie.....	51
3.2.2. Centre-du-Québec.....	56
3.2.2.1. Démographie.....	56
3.2.2.2. Conditions de vie.....	58
3.2.3. Chaudière-Appalaches.....	62
3.2.3.1. Démographie.....	62
3.2.3.2. Conditions de vie.....	65
3.2.4. Enjeux sociaux.....	69
3.3. Économie.....	71
3.3.1. Montérégie.....	71
3.3.1.1. Enjeux économiques régionaux.....	74
3.3.2. Centre-du-Québec.....	76
3.3.2.1. Enjeux économiques régionaux.....	79
3.3.3. Chaudière-Appalaches.....	81

3.3.3.1. Enjeux économiques régionaux.....	84
3.3.4. Enjeux économiques globaux.....	87
3.4 Gouvernance.....	88
3.4.1 Montérégie.....	89
3.4.1.1 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent .....	89
3.4.1.2 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus de Longueuil .....	96
3.4.1.3 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est .....	104
3.4.1.4 Entités de concertation qui couvrent le territoire des trois conférences régionales des élus de la Montérégie.....	112
3.4.2 Centre-du-Québec.....	117
3.4.2.1 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec.....	117
3.4.3 Chaudière-Appalaches .....	130
3.4.2.1 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches .	130
Bibliographie.....	145
Lexique .....	156
Liste des acronymes .....	160
Annexes.....	161
Annexe 1 : Indicateurs environnementaux .....	162
Annexe 2 : Indicateurs sociaux .....	163
Annexe 3 : Indicateurs économiques.....	164
Annexe 4 : PIB régional de la Montérégie, par secteur, 2010 .....	165
Annexe 5 : PIB régional du Centre-du-Québec, par secteur, 2010 .....	167
Annexe 6 : PIB régional de la Chaudière-Appalaches, par secteur, 2010 .....	169

## Liste des tableaux

Tableau 1. Part du territoire des MRC qui couvre le shale d'Utica .....	15
Tableau 2. Portrait du milieu agricole montérégien.....	23
Tableau 3. Portrait des aires protégées montérégiennes .....	24
Tableau 4. Composition forestière de la Montérégie (en %).....	24
Tableau 5. Écosystèmes forestiers exceptionnels de la Montérégie .....	24
Tableau 6. Données sur les dix villes les plus peuplées des trois régions administratives à l'étude .....	25
Tableau 7. Population des villes de plus de 5 000 habitants de la Montérégie, par MRC.....	26
Tableau 8. Classement des municipalités montérégiennes selon leur population .....	27
Tableau 9. Débit et longueur des principales rivières de la Montérégie et superficie de leur bassin versant ..	28
Tableau 10. Superficie et vocation/utilisation des principaux lacs de la Montérégie .....	29
Tableau 11. Type et part de la superficie des milieux humides montérégiens .....	29
Tableau 12. Portrait du milieu agricole centricois .....	31
Tableau 13. Portrait des aires protégées centricoises.....	32
Tableau 14. Composition forestière du Centre-du-Québec (en %).....	33
Tableau 15. Écosystèmes forestiers exceptionnels du Centre-du-Québec.....	33
Tableau 16. Données sur les dix villes les plus peuplées des trois régions administratives à l'étude .....	34
Tableau 17. Population des villes de plus de 5 000 habitants du Centre-du-Québec, par MRC .....	34
Tableau 18. Classement des municipalités centricoises selon leur population .....	35
Tableau 19. Débit et longueur des principales rivières du Centre-du-Québec et superficie de leur bassin versant .....	36
Tableau 20. Superficie et vocation/utilisation des principaux lacs du Centre-du-Québec.....	36
Tableau 21. Type et part de la superficie des milieux humides centricois.....	37
Tableau 22. Portrait du milieu agricole de la Chaudière-Appalaches .....	39
Tableau 23. Aires protégées de la Chaudière-Appalaches .....	40
Tableau 24. Composition forestière de la Chaudière-Appalaches (en %).....	40
Tableau 25. Écosystèmes forestiers exceptionnels de la Chaudière-Appalaches .....	40
Tableau 26. Données sur les dix villes les plus peuplées des trois régions administratives à l'étude .....	41
Tableau 27. Population des villes de plus de 5 000 habitants de la Chaudière-Appalaches, par MRC.....	42

Tableau 28. Classement des municipalités de la Chaudière-Appalaches selon leur population .....	42
Tableau 29. Débit et longueur des principales rivières de la Chaudière-Appalaches et superficie de leur bassin versant.....	43
Tableau 30. Superficie et vocation/utilisation des principaux lacs de la Chaudière-Appalaches .....	43
Tableau 31. Type et part de la superficie des milieux humides de la Chaudière-Appalaches .....	44
Tableau 32. Population de la Montérégie et de ses MRC par groupe d'âge (2012).....	49
Tableau 33. Densité de population, solde migratoire et perspective démographique de la Montérégie et de ses MRC .....	49
Tableau 34. Évolution du nombre de ménages selon le scénario de référence de l'Institut de la statistique du Québec pour la Montérégie (2006-2031) .....	50
Tableau 35. Autres données démographiques de la Montérégie (2011).....	50
Tableau 36. Logement social et aide au logement en Montérégie (2006).....	52
Tableau 37. Familles monoparentales de la Montérégie, selon le type d'occupation (2006).....	52
Tableau 38. Indice de défavorisation pour la Montérégie (2006).....	53
Tableau 39. Rapport de dépendance économique (2006) et données sur l'assistance sociale (juin 2013) ....	53
Tableau 40. Niveau de scolarité en Montérégie (% de la population régionale) (2006).....	54
Tableau 41. Répartition des ménages montérégiens en fonction du revenu consacré au logement (2006) ...	54
Tableau 42. Revenu médian des travailleurs, taux de faible revenu des familles et revenu disponible des ménages, par MRC de la Montérégie.....	55
Tableau 43. Données sur la santé en Montérégie (2009).....	55
Tableau 44. Population du Centre-du-Québec et de ses MRC par groupe d'âge (2012).....	56
Tableau 45. Densité de population, solde migratoire et perspective démographique du Centre-du-Québec et de ses MRC (2012).....	57
Tableau 46. Évolution du nombre de ménages selon le scénario de référence de l'ISQ pour le Centre-du-Québec (2006-2031).....	57
Tableau 47. Autres données démographiques du Centre-du-Québec (2011).....	57
Tableau 48. Logement social et aide au logement au Centre-du-Québec (2006).....	58
Tableau 49. Familles monoparentales centricaises, selon le type d'occupation .....	59
Tableau 50. Indice de défavorisation pour le Centre-du-Québec .....	59
Tableau 51. Rapport de dépendance économique (2006) et données sur l'assistance sociale (juin 2013) ....	60
Tableau 52. Niveau de scolarité au Centre-du-Québec (% de la population régionale) (2006).....	60
Tableau 53. Répartition des ménages centricois en fonction du revenu consacré au logement (2006).....	60
Tableau 54. Revenu médian des travailleurs, taux de faible revenu des familles et revenu disponible des ménages, par MRC du Centre-du-Québec.....	61

Tableau 55. Données sur la santé au Centre-du-Québec (2009).....	61
Tableau 56. Population de la Chaudière-Appalaches et de ses MRC par groupe d'âge (2012).....	62
Tableau 57. Densité de population, solde migratoire et perspective démographique de la Chaudière-Appalaches et de ses MRC .....	63
Tableau 58. Évolution du nombre de ménages selon le scénario de référence de l'Institut de la Statistique du Québec pour la Chaudière-Appalaches (2006-2031).....	63
Tableau 59. Autres données démographiques de la Chaudière-Appalaches (2011).....	64
Tableau 60. Logement social et aide au logement en Chaudière-Appalaches .....	65
Tableau 61. Familles monoparentales en Chaudière-Appalaches, selon le type d'occupation .....	66
Tableau 62. Indice de défavorisation pour la Chaudière-Appalaches .....	66
Tableau 63. Rapport de dépendance économique (2006) et données sur l'assistance sociale (juin 2013) ....	67
Tableau 64. Niveau de scolarité en Chaudière-Appalaches (% de la population régionale) (2006) .....	67
Tableau 65. Répartition des ménages de la Chaudière-Appalaches en fonction du revenu consacré au logement (2006).....	67
Tableau 66. Revenu médian des travailleurs, taux de faible revenu des familles et revenu disponible des ménages, par MRC de la Chaudière-Appalaches.....	68
Tableau 67. Données sur la santé en Chaudière-Appalaches .....	68
Tableau 68. Nombre et taux de travailleurs de 25 à 64 ans par MRC de la Montérégie (2011) .....	72
Tableau 69. Données sur l'emploi en Montérégie.....	72
Tableau 70. Types d'investissement en absolu et en part relative en Montérégie (2012).....	72
Tableau 71. Type et taille des établissements, en Montérégie (2011) .....	73
Tableau 72. Produit intérieur brut régional par grands secteurs de la Montérégie (2011) .....	73
Tableau 73. Valeur totale des permis de bâtir (2012) et valeur foncière des maisons unifamiliales (2013), par MRC de la Montérégie .....	73
Tableau 74. Nombre et taux de travailleurs de 25 à 64 ans par MRC du Centre-du-Québec (2011) .....	76
Tableau 75. Données sur l'emploi au Centre-du-Québec.....	77
Tableau 76. Types d'investissement en absolu et en part relative dans le Centre-du-Québec (2012).....	77
Tableau 77. Type et taille des établissements dans le Centre-du-Québec (2011).....	77
Tableau 78. Produit intérieur brut régional par grands secteurs du Centre-du-Québec (2011) .....	78
Tableau 79. Valeur totale des permis de bâtir (2012) et valeur foncière des maisons unifamiliales (2013), par MRC du Centre-du-Québec.....	78
Tableau 80. Nombre et taux de travailleurs de 25 à 64 ans par MRC de la Chaudière-Appalaches (2011)....	81
Tableau 81. Données sur l'emploi en Chaudière-Appalaches.....	82



Tableau 82. Types d'investissement en absolu et en part relative en Chaudière-Appalaches (2012)..... 82

Tableau 83. Type et taille des établissements en Chaudière-Appalaches (2011)..... 82

Tableau 84. Produit intérieur brut régional par grands secteurs et indice de développement économique de la Chaudière-Appalaches, 2011 ..... 83

Tableau 85. Valeur totale des permis de bâtir (2012) et valeur foncière des maisons unifamiliales (2013), par MRC de la Chaudière-Appalaches ..... 83

## Liste des figures

Figure 1. Carte de localisation.....	14
Figure 2. Localisation des CRÉ de la Montérégie.....	20
Figure 3. Vocation du territoire et utilisation du sol (Montérégie).....	22
Figure 4. Vocation du territoire et utilisation du sol (Centre-du-Québec).....	30
Figure 5. Vocation du territoire et utilisation du sol (Chaudière-Appalaches).....	38

# 1. Introduction

L'exploration et l'exploitation des gaz de schiste n'en sont encore qu'à leurs premiers pas sur le territoire québécois. De nouveaux puits d'exploration ont vu le jour ces dernières années, et ils se trouvent principalement dans l'ensemble géographique des Basses-Terres du Saint-Laurent, répartis dans les régions administratives de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de la Chaudière-Appalaches (MRNF, 2011). Ces trois régions représentent l'écoumène québécois et une attention particulière doit y être portée (Vérificateur général du Québec, 2010). En effet, puisque cette industrie en est encore à ses débuts, il importe de comprendre quels seront les changements provoqués par celle-ci. Il va sans dire que l'analyse des changements ne peut se faire sans une bonne connaissance de départ des milieux d'accueil.

C'est donc dans cette optique qu'a été réalisée la présente étude. De nombreuses facettes doivent être considérées pour garantir une description la plus complète et fidèle possible des régions. Tout d'abord, d'un point de vue environnemental, il importe de connaître les milieux agricole, urbain et forestier, en plus du réseau hydrographique. La mise en évidence des enjeux et perspectives de chacun de ces milieux permet une meilleure planification et cohabitation entre ces derniers et l'industrie du gaz de schiste. De plus, certains enjeux environnementaux pourraient mériter une attention particulière lors de l'implantation d'infrastructures industrielles. Un encadrement plus adéquat est ainsi mis en place si l'on connaît déjà bien les écosystèmes précaires, ou à risque.

Ensuite, la dimension sociale des communautés d'accueil est aussi très importante. Les données concernant la répartition de la population selon les groupes d'âge, le nombre de familles et le nombre de ménages peut aider à arrimer la nouvelle industrie à son environnement social. De plus, une bonne connaissance des conditions de vie des habitants peut aussi moduler l'approche des compagnies gazières envers la population pour bien prendre en compte leurs préoccupations et leurs demandes. La planification des retombées à long terme en est aussi grandement facilitée.

La dimension économique du milieu d'accueil est un autre aspect considérable de cette étude. Les données sur le capital humain (nombre de travailleurs, formation professionnelle, etc.), les secteurs d'emploi et les créneaux d'excellence des régions d'accueil peuvent aider l'industrie gazière à bien s'implanter dans le milieu en faisant appel aux travailleurs et entreprises de la région. De plus, bien que cette étude ne cherche pas à chiffrer les retombées économiques de l'exploitation du gaz de schiste pour une région donnée, une bonne connaissance des milieux peut aider à planifier la gestion éventuelle de telles retombées et à soutenir les secteurs en perte de vitesse.

Pour ce qui est de la gouvernance, la compréhension des dynamiques entre les différents acteurs présents sur le territoire est une condition primordiale pour favoriser une cohabitation harmonieuse entre la nouvelle

industrie et le milieu d'accueil. De plus, il importe de connaître les pouvoirs et responsabilités de chacun pour s'assurer que tous jouent leur rôle, et que tous les points de vue sont pris en compte au moment de rendre une décision.

Ce sont donc ces quatre dimensions qui ont été décrites pour chacune des régions administratives concernées. Les portraits ainsi réalisés pourront aider à prendre de meilleures décisions en fonction des réalités de chacune. De plus, l'état des lieux des communautés d'accueil, avant toute exploitation de gaz de schiste, favorisera un suivi plus avisé des changements se produisant sur le territoire.

## 2. Méthodologie

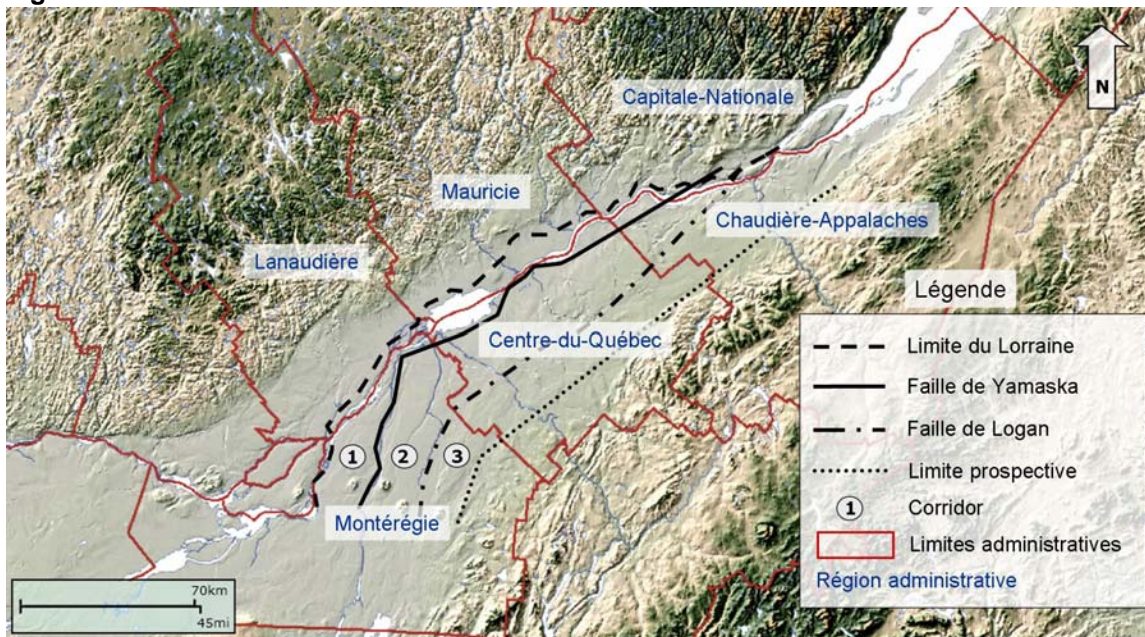
L'état des lieux des communautés d'accueil se doit de présenter toutes les facettes de celles-ci, à savoir les dimensions environnementale, sociale et économique, ainsi que la gouvernance. Ce sont ces dernières qui ont été utilisées comme catégories d'analyse. Pour ce faire, la méthode de travail a été adaptée à partir de l'élaboration de l'état des lieux des Agendas 21 locaux (Gagnon, 2007). La collecte de données et la planification de rédaction se sont donc basées sur ces étapes, proposées par M<sup>me</sup> Christiane Gagnon, professeure à l'Université du Québec à Chicoutimi. Il s'agit en fait d'un « portrait synthèse, multidimensionnel et temporel des caractéristiques d'une ou des communauté(s), selon des enjeux de développement durable viable, documentés à l'aide d'indicateur, et identifiant les forces et les faiblesses à l'œuvre sur le territoire » (Gagnon, 2007). De plus, la présente étude se veut un complément à l'inventaire territorial des régions québécoises ayant un potentiel d'exploitation des gaz de schiste (étude S2-4) réalisé par M<sup>me</sup> Christiane Gagnon. En effet, en couplant les sites d'intérêt patrimonial, l'espace urbanisé, les milieux humides, les revendications territoriales des Premières Nations, etc. à des données à caractère social, environnemental et économique ainsi qu'à la gouvernance, « les aires et les secteurs de sensibilité et l'analyse spatiale de la vulnérabilité territoriale seraient confrontés, précisés et nuancés » (Gagnon, 2013). Enfin, l'état des lieux se veut donc une synthèse régionale de données empiriques, et non une analyse rigoureuse de celles-ci. C'est pour cette raison que l'approche méthodologique est principalement descriptive.

### **Tableau de bord pour le suivi des incidences du changement**

L'état des lieux des communautés d'accueil se veut avant tout un tableau de bord afin de mesurer les changements qui surviendront en cas de développement de l'industrie gazière. En effet, le portrait d'une communauté doit lui permettre de se reconnaître et de bâtir un plan d'action. De plus, un état des lieux doit traiter des dimensions sociale, environnementale, économique et de la gouvernance. Ces dimensions peuvent par la suite être croisée pour mettre en lumière leur interactivité, leurs dynamiques et parfois même leur « conflictualité » (Gagnon, 2007). L'état des lieux sert ensuite de cadre de référence lors d'échanges avec les différents acteurs. Celui-ci est évolutif et peut être modifié selon les réalités régionales. Le portrait d'une communauté « procure une vision globale et transversale des problématiques de développement du territoire » (Gagnon, 2007). Il est alors plus aisé de structurer les échanges, de formuler des orientations futures et le devenir souhaité du développement d'une communauté. L'état des lieux est aussi utile lors du suivi : « il sert de point de départ (état initial) afin d'évaluer, de mesurer et d'apprécier les changements survenus, tant quantitatifs que qualitatifs, sur le plan de la qualité de vie et du DDV [développement durable viable], entre deux périodes de temps données » (Gagnon, 2007). C'est donc dans cette optique que l'étude a été réalisée. L'état des lieux est considéré comme un tableau de bord qui servira à mesurer les incidences du changement (avant, pendant, après) dans les communautés qui connaîtront un éventuel développement de l'industrie du gaz de schiste sur leur territoire, ou à proximité de celui-ci. Il s'agit donc de prendre une « photo » d'une communauté, à un moment précis, et d'en faire la description.

## Localisation de la zone d'étude et choix de l'échelle d'analyse

Figure 1. Carte de localisation



Source<sup>1</sup> : Réalisée avec SAGO, Mathieu Leclerc-Pelletier, 2013

Les études concernant le shale d'Utica déterminent habituellement trois corridors selon différents critères géologiques (Duchaine et coll., 2012; MRNF, 2011). Ces trois corridors se trouvent au centre des Basses-Terres du Saint-Laurent. Une partie du corridor 1 se trouve sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent dans les régions administratives de Lanau dière, de la Mauricie et de la Capitale-Nationale, où seulement quelques municipalités se trouvent dans le territoire du shale d'Utica. La majorité du territoire de l'Utica se trouve sous les régions administratives de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de la Chaudière-Appalaches.

Dans le but de dresser un portrait le plus juste possible des communautés d'accueil, le choix méthodologique implique de prendre en compte seulement les régions administratives dont le territoire couvre la part la plus importante du shale d'Utica. Ainsi, le territoire de la rive nord du fleuve a été exclu. De plus, les données statistiques sont généralement fournies pour une région administrative ou une municipalité régionale de comté (MRC), et très peu sont disponibles pour les municipalités. Cela dit incidemment, il faudrait alors inclure la totalité des régions se trouvant sur la rive nord dans le portrait de la présente étude. Ces régions administratives auraient alors un poids démesuré quant à la superficie qu'elles occupent dans le shale d'Utica.

<sup>1</sup> Le tracé des limites des corridors est approximatif.

Tableau 1. Part du territoire des MRC qui couvre le shale d'Utica

	Totalement	Partiellement	Aucunement
<b>Montérégie</b>			
Acton		■	
Beauharnois-Salaberry	■		
Brome-Missisquoi		■	
La Haute-Yamaska		■	
La Vallée-du-Richelieu	■		
Le Haut-Richelieu	■		
Le Haut-Saint-Laurent			■
Les Jardins-de-Napierville		■	
Les Maskoutains	■		
Marguerite-D'Youville	■		
Pierre-De Saurel	■		
Roussillon		■	
Rouville	■		
Vaudreuil-Soulanges			■
Ville de Longueuil	■		
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>2</b>
<b>Centre-du-Québec</b>			
Arthabaska		■	
Bécancour	■		
Drummond	■		
L'Érable		■	
Nicolet-Yamaska	■		
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
<b>Chaudière-Appalaches</b>			
Beauce-Sartigan			■
Bellechasse		■	
Les Appalaches			■
Les Etchemins			■
L'Islet			■
Lotbinière		■	
Montmagny		■	
La Nouvelle-Beauce		■	
Robert-Cliche			■
Ville de Lévis	■		
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>7</b>

Source : Adaptée de Gagnon, 2013

Les communautés d'accueil considérées pour cette étude sont donc celles des régions administratives de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de la Chaudière-Appalaches. Par contre, ce n'est pas l'entièreté du territoire de ces trois régions administratives qui est touchée par le shale d'Utica. C'est le cas d'ailleurs pour une grande part du territoire montérégien ainsi que pour la partie appalachienne du Centre-du-Québec et de la Chaudière-Appalaches (tableau 1). Certaines parties de ces MRC pourraient connaître des impacts

beaucoup plus marqués, alors que d'autres MRC n'auraient pas à accueillir l'industrie gazière sur leur territoire. Les données statistiques de ces MRC ont tout de même été comptabilisées. En effet, elles pourraient connaître certaines transformations dues à l'exploitation gazière dans une MRC voisine. Il devient donc pertinent de considérer celles-ci dans le portrait des communautés d'accueil.

### **Revue de littérature**

La revue de littérature a été effectuée en fonction des trois régions administratives et des vingt-huit MRC et deux agglomérations qui se trouvent sur leur territoire. De nombreuses publications gouvernementales ont été utilisées (Institut de la statistique du Québec [ISQ], Institut national de santé publique du Québec [INSPQ], ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec [MAPAQ], ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs [MDDEFP], etc.), en plus de celles fournies par les conférences régionales des élus (CRÉ), les centres locaux de développement (CLD), les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), la Société canadienne d'hypothèque et de logements (SCHL), les MRC, les municipalités, etc. De cette revue de littérature, des indicateurs ont été sélectionnés afin de dresser un état des lieux des communautés d'accueil. Enfin, afin d'offrir un portrait uniforme des régions administratives, ou des MRC, seuls les indicateurs présents pour une même échelle d'analyse (région ou MRC) ont été utilisés.

### **Portrait des communautés d'accueil par région administrative**

Le portrait des communautés d'accueil a été divisé selon les quatre dimensions (environnementale, sociale, économique, gouvernance), puis chacune a été divisée en sous-catégories. Afin d'offrir un portrait homogène des trois régions administratives touchées par le potentiel gazier, les mêmes indicateurs sont présentés pour chacune des régions. Chaque fois que cela a été possible, les données ont été ventilées à l'échelle des MRC pour un portrait beaucoup plus fin des régions administratives (voir l'annexe 1).

En ce qui concerne le volet environnement, un tableau des ressources forestières, du réseau hydrographique, du milieu urbain et du secteur agricole des régions administratives à l'étude a été dressé. Les cartes du Registre des aires protégées au Québec, mises à jour en octobre 2012, ont servi à dresser les portraits environnementaux des milieux. De plus, de nombreuses données sur le secteur forestier, en plus des enjeux et perspectives, ont été tirées de différents documents, mais principalement des plans régionaux de développement intégré des ressources naturelles et du territoire (PRDIRT). Les organismes de bassins versants (OBV) ainsi que certains autres organismes, comme Canards Illimités Canada, ont aussi fourni de précieux renseignements concernant le réseau hydrographique et ses enjeux. Pour ce qui est de l'agriculture, les profils bioalimentaires des régions (réalisés par le MAPAQ), en plus des données de l'ISQ, ont été consultés afin de mettre en perspectives les réalités de l'industrie agricole et les enjeux auxquels elle doit faire face.



Les données portant sur la dimension sociale ont quant à elles été ventilées majoritairement en fonction des MRC. Les données proviennent principalement de l'ISQ, de la Société d'habitation du Québec (SHQ), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et du ministère des Finances et de l'Économie du Québec (MFEQ). Les publications des Agences de santé et de services sociaux (ASSS) des régions administratives ont aussi été consultées pour dresser le portrait des communautés d'accueil. Les nombreuses données recueillies ont été comptabilisées dans des tableurs, permettant ainsi de faire l'analyse et le croisement des données voulues afin de présenter un portrait global des régions administratives et de leurs MRC.

Pour ce qui est de la dimension économique, les enjeux répertoriés par les CRÉ présentes sur le territoire ainsi que les profils sectoriels 2012-2014 rédigés par Services Canada ont été grandement utiles pour dresser le portrait économique des régions et bien comprendre les enjeux du territoire. Les créneaux d'excellence du projet ACCORD ont été intégrés à l'analyse et présentés dans la section sur les enjeux économiques. Des données fournies par Emploi-Québec ont aussi été utilisées pour bien représenter les aspects du capital humain et des secteurs d'emploi des régions. Il est important de noter que la région administrative de la Montérégie héberge trois CRÉ sur son territoire (Longueuil, Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, Montérégie Est), alors que le Centre-du-Québec et la Chaudière-Appalaches n'en ont qu'une seule.

En ce qui a trait à la gouvernance, la présente étude cherche à montrer la concertation entre les différents organismes à l'échelle régionale. L'information concernant les différentes tables de concertation a été répertoriée majoritairement à partir des portails électroniques des CRÉ. À partir de ces derniers, il a été possible de répertorier les différentes tables de concertation siégeant aux conseils d'administration. Ce choix méthodologique se base sur le fait que chacune des CRÉ est « l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional pour le territoire ou la communauté qu'elle représente » (MAMROT(a), 2011). Les CRÉ sont composées « d'élus municipaux qui s'adjoignent des représentants des divers secteurs socioéconomiques et des communautés autochtones pour favoriser la concertation des principaux intervenants et assumer la planification du développement régional » (MAMROT(a), 2011). C'est donc dans cette perspective qu'ont été orientés les enjeux de gouvernance selon les territoires desservis par les CRÉ.

Enfin, le choix des indicateurs et des thèmes a été fait selon les analyses des auteurs, et constitue donc un aspect subjectif de cette étude. Selon les chercheurs, le choix de ces derniers permet de décrire adéquatement les quatre dimensions énoncées dans le mandat de l'étude.

## **Gouvernance**

Il importe tout d'abord de donner une définition de ce qu'est la gouvernance. Cette définition permettra de mieux comprendre la méthodologie employée pour faire l'état de celle-ci au sein des régions administratives à l'étude. Après une revue de littérature sur le sujet, la définition retenue est la suivante :

« La gouvernance publique<sup>2</sup> est comprise comme étant l'établissement de processus, de règles et de structures partagés de gestion, autant informels que formels, facilitant la *coordination*, la *coopération* et la *complémentarité*, à caractère *continu* et *institutionnalisé*, entre les gouvernements et les organisations d'un même domaine. Selon cette perspective, une gouvernance constitue une nouvelle dynamique politique d'ensemble qui redéfinit non seulement le rôle de l'État, mais également celui du marché qui doit aujourd'hui composer avec une nouvelle légitimation des dimensions d'économie sociale et de protection de l'environnement. » (Carrière et Lequin, 2009)

Un aspect souvent traité dans le concept de gouvernance est celui des rapports de force et de pouvoirs. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) donne la définition suivante :

« La gouvernance englobe les valeurs, les règles, les institutions et les processus grâce auxquels des particuliers et des organisations tentent d'atteindre des objectifs communs, de prendre des décisions, d'instaurer l'autorité et la légitimité, et d'exercer des pouvoirs. » (ACDI, 2008)

L'auteur Guy Hermet désigne la gouvernance comme étant « l'ensemble des procédures institutionnelles, des rapports de pouvoir et des modes de gestion publics ou privés formels aussi bien qu'informels qui régissent notamment l'action politique réelle » (Hermet, 1998).

Dans les deux cas, l'on fait mention de l'exercice du pouvoir et des rapports de pouvoir. Cette dimension a toutefois été exclue de la présente étude. En effet, selon l'énoncé du mandat, il s'agit de faire l'état des lieux des communautés d'accueil en détaillant, entre autres, leur gouvernance. Il est par contre difficile, voire même impossible, de formuler l'analyse des rapports de force sans porter de jugements, sans parti pris. D'autant plus que l'analyse des jeux de pouvoir est difficilement quantifiable et que ceux-ci peuvent changer rapidement. Ce genre d'analyse deviendrait rapidement obsolète.

C'est donc en fonction des besoins méthodologiques mentionnés que sont présentées les dynamiques de gouvernance du territoire. Il importe aussi de préciser quels sont les organismes retenus et comment ils ont été sélectionnés. Tout d'abord, ce sont les conférences régionales des élus qui ont été choisies comme entité de référence. Ce choix s'explique principalement par le fait que :

« Chacune des 21 conférences régionales des élus (CRÉ) est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional pour le territoire ou la communauté qu'elle représente. La CRÉ est une instance composée d'élus municipaux qui s'adjoignent des

---

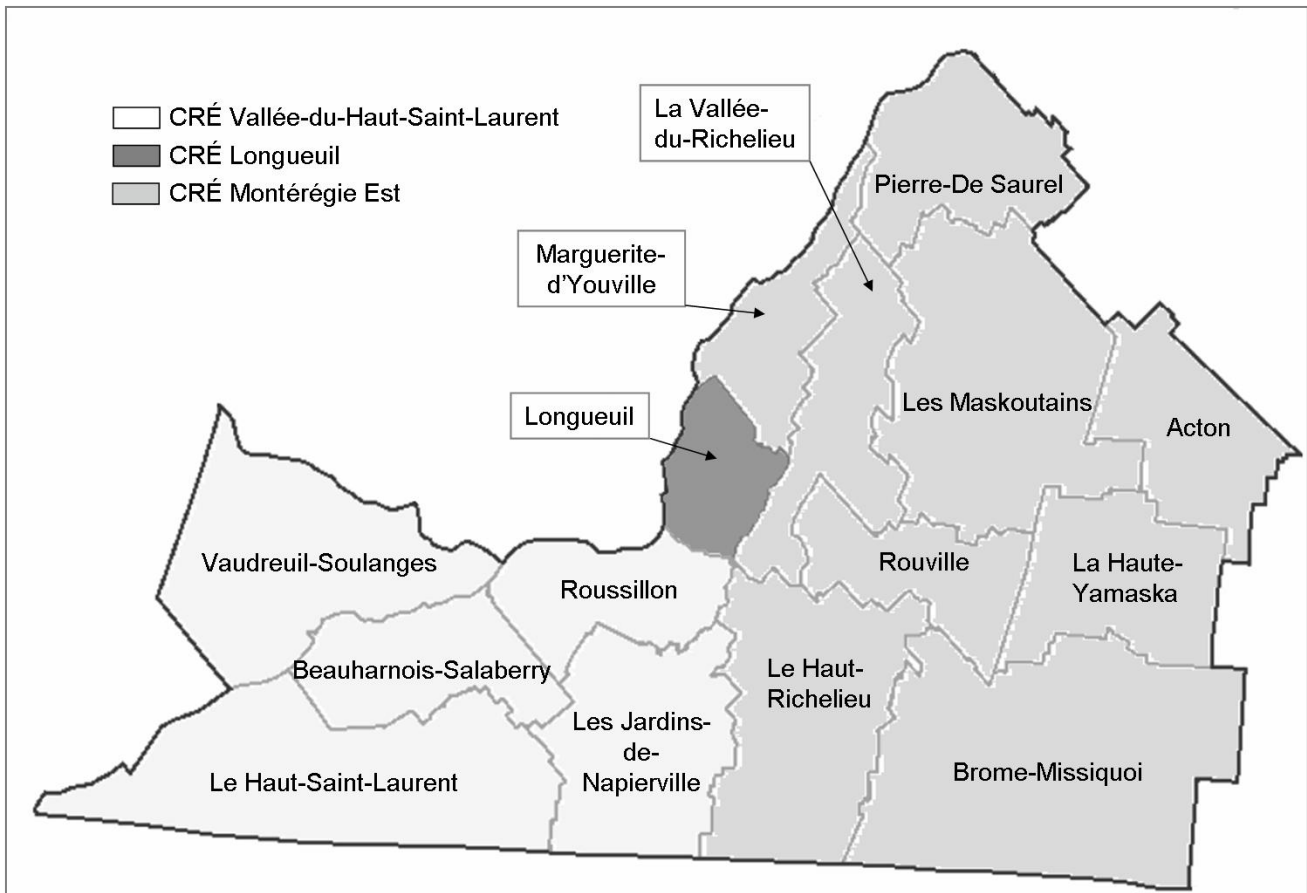
<sup>2</sup> Il est à noter ici que le concept de gouvernance publique est en opposition avec la gouvernance privée, rencontrée au sein des entreprises, entre autres.

représentants des divers secteurs socioéconomiques et des communautés autochtones pour favoriser la concertation des principaux intervenants et assumer la planification du développement régional. » (MAMROT(a), 2011)

Un conseil d'administration d'une CRÉ est composé principalement d'élus municipaux. Certains en font partie d'office. C'est le cas des préfets des MRC, des maires des municipalités locales de 5 000 habitants et plus et des maires des municipalités locales énumérées dans l'annexe B de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*. S'y joignent aussi les représentants des communautés autochtones si celles-ci se trouvent sur le territoire de la CRÉ. De plus, le gouvernement peut, par décret, et sur la demande d'une CRÉ, désigner tout représentant additionnel d'une municipalité locale ou modifier l'annexe B. Ensuite, une CRÉ peut nommer à son conseil d'administration des membres additionnels représentant divers milieux (économie, éducation, culture, science, etc.). Finalement, les députés dont les circonscriptions se trouvent sur le territoire de la CRÉ ont la possibilité de siéger en tant qu'observateur (sans droit de vote).

Il est à noter que la région administrative de la Montérégie possède une certaine particularité de gouvernance. On trouve en effet trois CRÉ sur son territoire, soit Montérégie Est, la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent et l'agglomération de Longueuil. Les trois instances seront présentées séparément. De plus, « pour la CRÉ instituée pour l'agglomération de Longueuil, le conseil d'administration de la CRÉ se compose du maire des cinq villes formant l'agglomération de Longueuil et des autres personnes que les conseils de ces cinq villes désignent parmi leurs membres » (MAMROT(a), 2011).

Figure 2. Localisation des CRÉ de la Montérégie



Source : Adaptée de SAGO, Maryse Chapdelaine, 2013

Étant les interlocuteurs privilégiés du gouvernement provincial, les CRÉ ont la responsabilité d'adapter les politiques et orientations gouvernementales aux réalités régionales. Pour ce faire, ces entités ont le mandat de concerter les forces vives de la société. C'est dans cette optique que sont réalisées des ententes spécifiques. Une entente spécifique est « une convention qui associe une CRE et un ou des ministères ou organismes gouvernementaux ou d'autres partenaires pour l'exercice des pouvoirs et des responsabilités de la CRE, notamment pour la mise en œuvre des priorités régionales et pour l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales » (MAMROT(a), 2011). Afin d'assurer un « développement souple et concret, basé sur un partenariat gouvernement-région » (MAMROT(a), 2011), des tables de concertation sectorielles sont généralement mises sur pied. Elles sont des lieux de dialogue entre les différentes échelles de gouvernement (provincial, régional, supralocal et local) et des représentants de la société civile. Dans la présente étude, ce sont principalement ces dernières qui ont été retenues afin de présenter un état de la gouvernance des trois régions administratives à l'étude. Cependant, en Montérégie, il est à noter que certaines tables de concertation sont uniquement présentes au niveau de la région administrative et ne font pas partie d'aucune CRÉ en particulier. Ces instances seront donc elles aussi présentées de manière indépendante des trois autres CRÉ.

Ensuite, pour ce qui est des tables de concertation faisant partie de l'organisation des CRÉ, elles ne se retrouvent pas de manière systématique d'une région à l'autre. Elles ont toutefois été regroupées sous des thèmes semblables (les plus souvent répertoriés au moment de la recherche). L'étude présente les groupes, ou organismes, ayant des fonctions et une prépondérance semblables au sein de leur région administrative respective. Ces tables se trouvent dans chacune des régions administratives. Les thèmes retenus sont les suivants :

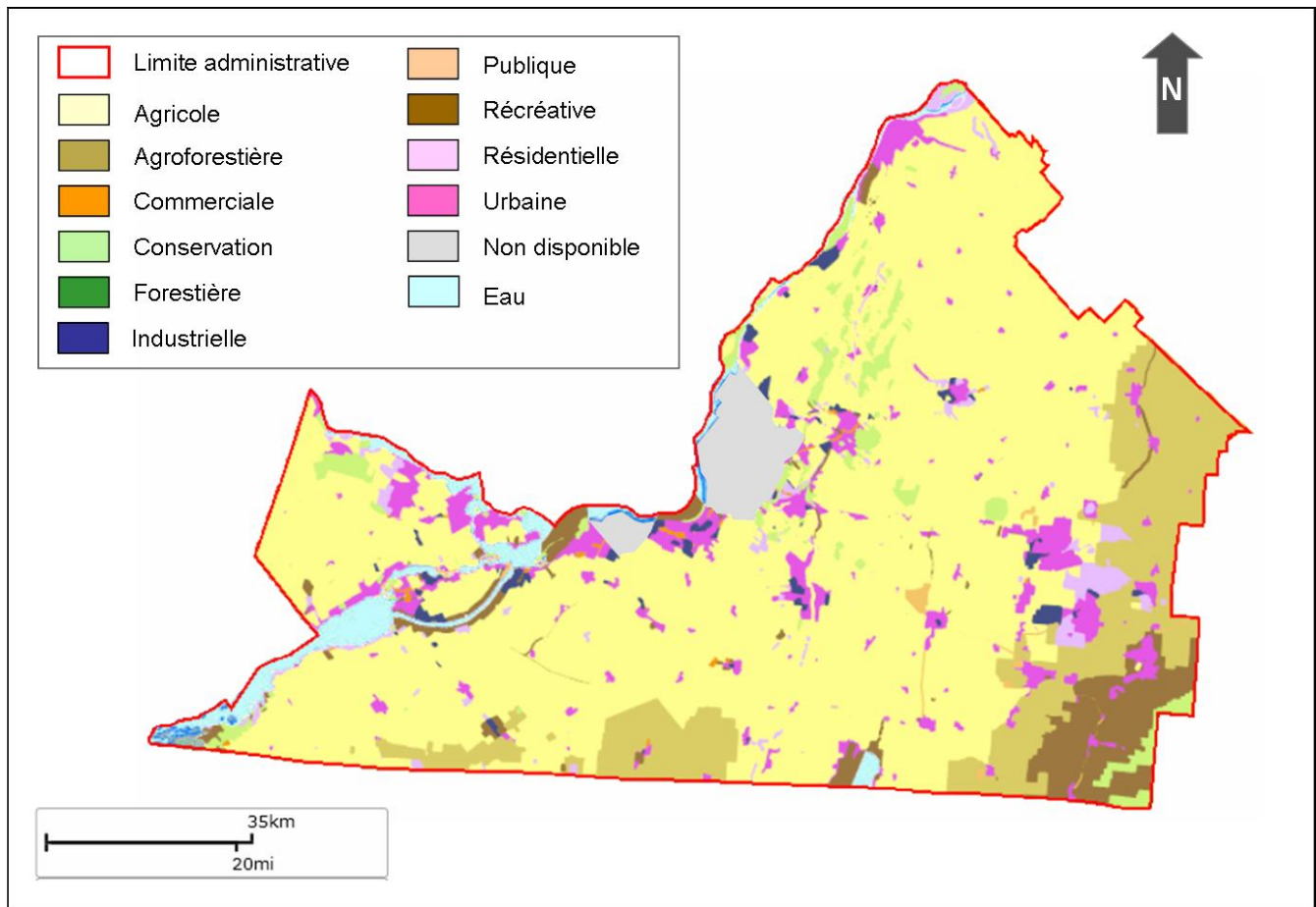
- Économie
- Développement social
- Agriculture
- Emploi
- Environnement et les ressources naturelles
- Éducation
- Jeunes
- Aînés
- Femmes

### 3. Portrait des régions

#### 3.1. Environnement

##### 3.1.1. Montérégie

Figure 3. Vocation du territoire et utilisation du sol (Montérégie)



Source : Adaptée de SAGO, Mathieu Leclerc-Pelletier, 2013

##### 3.1.1.1. Milieu agricole

Les sols montérégiens présentent de nombreuses caractéristiques propices à divers types de culture. Tout d'abord, les formations meubles laissées par la mer de Champlain constituent des terrains parmi les plus fertiles au Québec. Les sols se trouvant à proximité des Appalaches sont toutefois plus minces ou pierreux. La distribution des types d'agriculture représente bien le potentiel des sols. En effet, ceux à faible potentiel

sont principalement utilisés à des fins de sylviculture, ou pour des pâturages. Les sols sablonneux sont aussi exploités pour des cultures moins exigeantes ou nécessitant un meilleur drainage. Les grandes cultures sont quant à elles localisées presque qu'exclusivement sur les plaines argileuses. Pour ce qui est des terres noires et riches, elles sont principalement utilisées pour la culture maraîchère (CRRNT Montérégie Est, 2011). C'est d'ailleurs un des créneaux de l'agriculture montréalaise. La région produit la majorité des légumes de transformation du Québec. La Montérégie représente une des régions agricoles les plus importantes de la province. En effet, à elle seule, elle produit 32 % des recettes agricoles du Québec (MAPAQ, 2012). La culture du maïs et du soja, qui couvre la plus grande part du territoire agricole, domine le paysage montréalais. La Montérégie se trouve au deuxième rang québécois en ce qui a trait à la transformation alimentaire, tout juste derrière Montréal. Le nombre d'entreprises de production porcine diminue quelque peu, mais ce type de production reste tout de même en tête de liste pour ce qui est des revenus régionaux. La production de veaux lourds est aussi importante dans la région par rapport à l'ensemble québécois, avec 60 000 têtes (MAPAQ, 2012). Le tableau 1 montre la distribution des terres agricoles de la région. Les exploitations agricoles se concentrent surtout dans la MRC des Maskoutains. On constate aussi que la ville de Longueuil et ses environs consacrent une plus grande part de son territoire à des vocations non agricoles.

**Tableau 2. Portrait du milieu agricole montréalais**

	Superficie de la zone agricole (ha)	Nombre d'exploitations agricoles enregistrées au MAPAQ	Part de la zone agricole occupée par les exploitations (%)	Part du territoire en zone agricole (%)
<b>Montréal</b>	953 294	7 081	74	86
Acton	56 525	431	65	98
Beauharnois-Salaberry	37 089	313	89	79
Brome-Missisquoi	132 773	760	54	80
La Haute-Yamaska	49 504	423	65	78
La Vallée-du-Richelieu	50 754	375	80	86
Le Haut-Richelieu	84 970	643	86	91
Le Haut-Saint-Laurent	107 965	612	69	93
Les Jardins-de-Napierville	77 951	608	75	97
Les Maskoutains	125 726	1 220	86	96
Marguerite-D'Youville	27 922	187	67	80
Pierre-De Saurel	54 164	300	76	91
Roussillon	27 112	193	78	72
Rouville	46 456	519	85	96
Vaudreuil-Soulanges	65 238	446	75	76
Ville de Longueuil	9 145	51	52	32

Source : CPTAQ, 2012

### 3.1.1.2. Milieu forestier

Le milieu forestier montréalais couvre 30 % (11 840 km<sup>2</sup>) de la région (Agence forestière de la Montérégie, 2007). Ce dernier est à 97,5 % en tenure privée, laissant seulement 2,5 % de forêt publique (tableau 4). On compte 10 500 propriétaires de lots boisés, mais seulement 2 000 d'entre eux possèdent le statut de producteur forestier (Agence forestière de la Montérégie, 2007). La plus grande part de la forêt est peuplée de feuillus, notamment d'érables rouges à 27,4 % et d'érables à sucre à 17,5 % (Agence forestière de la Montérégie, 2007). La forêt montréalaise possède aussi le plus grand nombre d'écosystèmes forestiers exceptionnels, avec un total de 147, dont 85 sont classés comme refuges, et 45 comme rares (tableau 5). Les aires protégées les plus représentées sont les habitats fauniques et les réserves naturelles reconnues, avec respectivement 2,74 % et 0,41 % de la superficie du territoire (tableau 3).

**Tableau 3. Portrait des aires protégées montréalaises**

Aires protégées	Nombre	Superficie dans la région (km <sup>2</sup> )	Pourcentage de la superficie
Habitat d'une espèce floristique menacée ou vulnérable	8	0,75	0,01
Habitat faunique	66	324,81	2,74
Milieu naturel de conservation volontaire	58	34,63	0,29
Parc national	3	26,93	0,23
Refuge d'oiseaux migrateurs	5	25,87	0,22
Refuge faunique	2	2,87	0,02
Réserve de biodiversité projetée	1	4,87	0,04
Réserve écologique	6	3,87	0,03
Réserve nationale de faune	3	20,12	0,17
Réserve naturelle reconnue	37	48,57	0,41
<b>Total</b>	<b>189</b>	<b>451,72</b>	<b>3,81</b>

Source : MDDEFP(a), 2012

**Tableau 4. Composition forestière de la Montérégie (en %)**

Feuillus	Résineux	Mixte	En développement	Tenure privé	Tenure publique
63	6	23	8	97,5	2,5

Source : Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 2004

**Tableau 5. Écosystèmes forestiers exceptionnels de la Montérégie**

Rare	Refuge	Ancien	Total
45	85	17	147

Source : Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 2004



### 3.1.1.3. Milieu urbain

Sur le territoire à l'étude, sept des dix villes les plus peuplées se trouvent sur le territoire de la Montérégie, et trois d'entre elles dans l'agglomération de Longueuil. Cette dernière, qui comprend les villes de Brossard, Saint-Lambert, Boucherville, Saint-Bruno-de-Montarville et Longueuil, a une population de 410 314 habitants. La ville de Longueuil est celle qui montre la plus forte densité de population par rapport aux autres grandes villes des trois régions administratives à l'étude (tableau 6). La ville de 5 000 habitants et plus ayant connu la plus grande variation de population entre 2002 et 2012 est la ville de Vaudreuil-Dorion (58,8 %), suivie de près par la ville de Bromont (55,7 %). La ville de Sorel-Tracy est la seule ville de 5 000 habitants et plus à avoir connue une décroissance (-1,4 %) entre 2002 et 2012 (tableau 7). Environ 70 % des municipalités de la Montérégie ont une population de moins de 5 000 habitants (tableau 8).

**Tableau 6. Données sur les dix villes les plus peuplées des trois régions administratives à l'étude**

Ville	Région administrative	MRC	Population (2012)	Superficie terrestre (km <sup>2</sup> )	Densité h/km <sup>2</sup> (2012)	Rang (Qc)	Rang (Can)
Longueuil	Montérégie	Aggl. de Longueuil	238 296	115,59	2062	5	19
Lévis	Chaudière-Appalaches	Aggl. de Lévis	138 874	449,31	309	8	33
Saint-Jean-sur-Richelieu	Montérégie	Le Haut-Richelieu	92 710	225,78	411	11	56
Brossard	Montérégie	Aggl. de Longueuil	82 009	45,2	1814	13	69
Drummondville	Centre-du-Québec	Drummond	72 341	246,85	293	14	77
Granby	Montérégie	La Haute-Yamaska	64 150	152,72	420	16	83
Saint-Hyacinthe	Montérégie	Les Maskoutains	53 453	188,69	283	18	94
Châteauguay	Montérégie	Roussillon	46 894	35,89	1307	22	104
Victoriaville	Centre-du-Québec	Arthabaska	43 357	84,2	515	24	108
Boucherville	Montérégie	Aggl. de Longueuil	41 728	70,8	589	28	116

Source : ISQ(a), 2013; Statistique Canada(a), 2012

Tableau 7. Population des villes de plus de 5 000 habitants de la Montérégie, par MRC

	Population (2002)	Population (2012)	Variation (2012/2002)(%)
<b>MRC Acton</b>			
Acton Vale	7455	7504	0,7
<b>MRC Beauharnois-Salaberry</b>			
Sainte-Martine	3794	5011	32,1
Beauharnois	11739	12397	5,6
Salaberry-de-Valleyfield	39878	40 095	0,5
<b>MRC Brome-Missisquoi</b>			
Lac-Brome	5554	5625	1,3
Bromont	5107	7952	55,7
Cowansville	12260	12490	1,9
Farnham	7906	8215	3,9
<b>MRC La Haute-Yamaska</b>			
Granby	57131	64150	12,3
Shefford	5273	7315	38,7
<b>MRC La Vallée-du-Richelieu</b>			
Chambly	20 877	26 499	26,9
Carignan	6 106	8 161	33,7
Saint-Basile-le-Grand	13 236	16 599	25,4
McMasterville	4 155	5 569	34,0
Otterburn Park	8 203	8 460	3,1
Mont-Saint-Hilaire	14 742	17 749	20,4
Beloil	19 327	20 857	7,9
<b>MRC Le Haut-Richelieu</b>			
Saint-Jean-sur-Richelieu	82 377	92 710	12,5
<b>MRC Le Haut-Saint-Laurent</b>			
N/D	N/D	N/D	N/D
<b>MRC Les Jardins-de-Napierville</b>			
Saint-Rémi	5 958	7 356	23,5
<b>MRC Les Maskoutains</b>			
Saint-Pie	5 098	5 315	4,3
Saint-Hyacinthe	51 392	53 453	4,0
<b>MRC Marguerite-D'Youville</b>			
Sainte-Julie	27 731	29 246	5,5
Saint-Amable	7 556	11 087	46,7
Varennes	20 471	20 750	1,4
Verchères	4 891	5 589	14,3
Contrecoeur	5 336	6 654	24,7
<b>MRC Pierre-De Saurel</b>			
Sorel-Tracy	34 488	34 002	-1,4

<b>MRC Roussillon</b>			
Saint-Philippe	4 109	5 923	44,1
La Prairie	19 677	24 331	23,7
Candiac	13 553	19 891	46,8
Delson	7 149	7 672	7,3
Sainte-Catherine	16 281	17 021	4,5
Saint-Constant	23 398	25 331	8,3
Mercier	9 751	12 043	23,5
Châteauguay	41 999	46 894	11,7
Kahnawake	8 417	10 118	20,2
<b>MRC Rouville</b>			
Saint-Césaire	4 930	5 542	12,4
Marieville	7 247	9 632	32,9
Richelieu	5 129	5 257	2,5
<b>MRC Vaudreuil-Soulanges</b>			
Saint-Zotique	4 357	6 745	54,8
Coteau-du-Lac	5 854	6 865	17,3
Les Cèdres	5 419	6 220	14,8
L'Île-Perrot	9 668	10 723	10,9
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	8 992	10 519	17,0
Pincourt	10 406	13 831	32,9
Vaudreuil-Dorion	21 227	33 713	58,8
Saint-Lazare	13 981	19 260	37,8
Rigaud	6 346	7 851	23,7
<b>MRC Agglomération de Longueuil</b>			
Brossard	66 931	82 009	22,5
Saint-Lambert	21 625	22 007	1,8
Boucherville	37 283	41 728	11,9
Saint-Bruno-de-Montarville	24 345	26 274	7,9
Longueuil	230 764	238 296	3,3

Source : ISQ(a), 2013

**Tableau 8. Classement des municipalités montérégiennes selon leur population**

	<b>Montérégie</b>
<b>moins de 5 000</b>	126
<b>de 5 000 à 9 999</b>	22
<b>de 10 000 à 24 999</b>	16
<b>de 25 000 à 49 999</b>	9
<b>de 50 000 à 99 999</b>	4
<b>100 000 et plus</b>	1
<b>Total</b>	178

N.B. Le total inclut les réserves autochtones de Kahnawake et d'Akwesasne.

Source : ISQ(a) 2013

### 3.1.1.4. Hydrographie

Les principales rivières de la Montérégie sont les rivières Richelieu, Yamaska et Châteauguay (tableau 9). La rivière Yamaska est la rivière la plus polluée du Québec, en raison principalement des agents fertilisants provenant des terres agricoles de la région. La région de la Montérégie compte plusieurs lacs, dont le plus important est le lac Saint-Pierre (tableau 10). C'est principalement la portion de l'archipel de ce dernier que l'on retrouve en Montérégie. Ce territoire bénéficie d'un milieu naturel exceptionnel en tant que plus grande héronnière d'Amérique du Nord (UNESCO, 2012). Enfin, les milieux humides occupent 399 km<sup>2</sup>, ce qui représente 3,4 % de la région (Canards Illimités Canada(a), 2006). Ceux-ci sont constitués à 39 % de marécages et à 32 % de tourbières naturelles (tableau 11). Bien que l'eau souterraine revête une importance indéniable pour le territoire à l'étude, cette section ne présente pas de données à ce sujet, car les données disponibles sont fragmentaires. Cependant, depuis 2008, le Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines vise à améliorer les connaissances vis-à-vis de cette ressource (MDDEFP(a), 2013).

**Tableau 9. Débit et longueur des principales rivières de la Montérégie et superficie de leur bassin versant**

Rivière	Débit moyen (m <sup>3</sup> /s)	Débit maximal (m <sup>3</sup> /s)	Débit minimal (m <sup>3</sup> /s)	Longueur (km)	Superficie du bassin (km <sup>2</sup> )
Richelieu	341	1 260	39,9	113	3 874
Yamaska	49,5	886	0,9	154	4 784
Châteauguay	37	756	0,71	121	1 450

Source : MDDEFP(a), 2002 ; OBV Yamaska, 2012

**Tableau 10. Superficie et vocation/utilisation des principaux lacs de la Montérégie**

Lac	Superficie (km <sup>2</sup> )	Vocation/Utilisation
Saint - Pierre	362,6	Villégiature, navigation, sports nautiques, pêche, chasse à la sauvagine
Saint - François	239,83	Villégiature, navigation, baignade, sports nautiques, pêche, chasse à la sauvagine
Deux Montagnes, des	149,96	Villégiature, navigation, sports nautiques, pêche, chasse à la sauvagine
Saint - Louis	147,11	Villégiature, navigation, baignade, sports nautiques, pêche, chasse à la sauvagine
Champlain (baie Missisquoi)	39	Source d'eau potable pour les municipalités de Bedford et Saint-Armand, villégiature, navigation, baignade, sports nautiques, pêche, chasse à la sauvagine
Brome	14,53	Villégiature, baignade, sports nautiques, pêche, chasse à la sauvagine

N.B. Lacs de plus de 10 km<sup>2</sup>  
 Source : MDDEFP(a), 2002

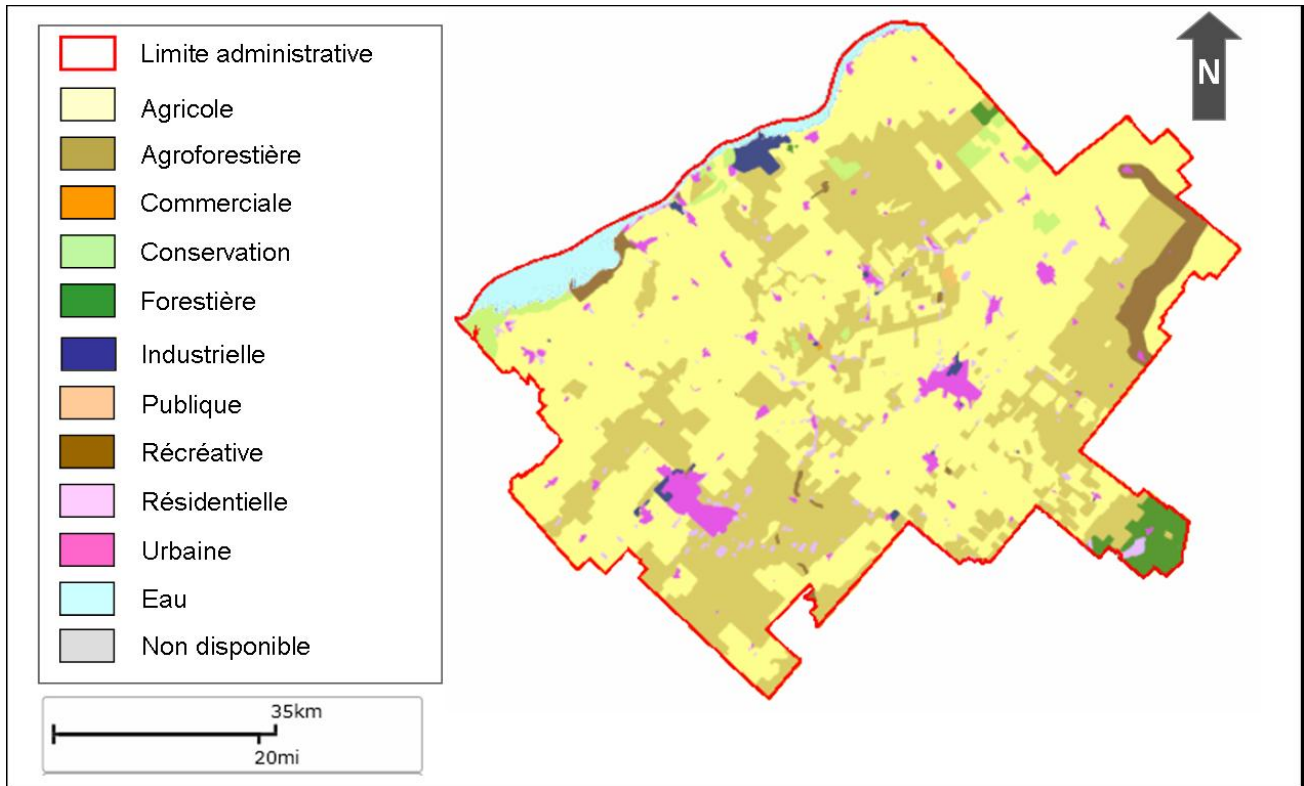
**Tableau 11. Type et part de la superficie des milieux humides montérégiens**

Type de milieu humide	Part de la superficie (%)
Tourbière naturelle	32
Tourbière exploitée	4,6
Milieux humides non-classifié	2,3
Herbier aquatique	3,5
Marais fluvial	5,5
Marais intérieur	6,1
Prairie humide	5,6
Marécage	39
Terres agricole inondées	1,4
<b>Total</b>	<b>100</b>

Source : Canards Illimités Canada (a), 2006

### 3.1.2. Centre-du-Québec

Figure 4. Vocation du territoire et utilisation du sol (Centre-du-Québec)



Source : Adaptée de SAGO, Mathieu Leclerc-Pelletier

#### 3.1.2.1. Milieu agricole

Pour le Centre-du-Québec, l'agriculture représente un secteur important. Avec 12 % des fermes québécoises, c'est 7,3% des emplois (6 500) qui sont liés à l'agriculture dans cette région, alors que pour l'ensemble du Québec, l'industrie agricole ne représente que 1,4 % de l'emploi total (Service Canada(a), 2012). Environ 70 % des recettes régionales découlent des productions animales (Service Canada(a), 2012). Les exploitations agricoles représentent 30 % des entreprises de la région (MAPAQ, 2008). Par contre, la majorité de la zone agricole est principalement utilisée à des fins forestières, seulement 37 % étant cultivée (MAPAQ, 2008). Les industries agricoles offrent toutefois un rendement impressionnant, avec 46 % du produit intérieur brut (PIB) par rapport au total de l'industrie bioalimentaire centricoise (MAPAQ, 2012). La région administrative se classe au deuxième rang québécois pour ce qui est de la production de céréales et de protéagineux (MAPAQ, 2008). Le Centre-du-Québec possède aussi 10 % des érablières exploitées au Québec (MAPAQ 2008). L'exploitation de

la canneberge est un aspect important de la production agricole de la région. En effet, le Centre-du-Québec est le principal producteur de ce fruit (80 % de la production québécoise) et 66 % de la récolte y est transformé (MAPAQ, 2012). Dans le tableau 12, on peut présumer que la faible utilisation du territoire agricole dans la MRC de Bécancour peut s'expliquer en partie par la présence d'un parc industriel important. En effet, comme celui-ci fournit de nombreux emplois, il polarise une main-d'œuvre qui, traditionnellement, aurait eu tendance à travailler dans le domaine agricole. De plus, l'agriculture est en perte de vitesse et la relève est difficile à trouver, ce qui peut expliquer le faible taux d'utilisation des zones agricoles.

**Tableau 12. Portrait du milieu agricole centricois**

	Superficie de la zone agricole (ha)	Nombre d'exploitations agricoles enregistrées au MAPAQ	Part de la zone agricole occupée par les exploitations (%)	Part du territoire en zone agricole (%)
<b>MRC Centre-du-Québec</b>	645 473	3 302	62	93
<b>Arthabaska</b>	172 727	909	61	92
<b>Bécancour</b>	108 570	424	54	95
<b>Drummond</b>	143 018	760	62	89
<b>L'Érable</b>	123 678	657	60	96
<b>Nicolet-Yamaska</b>	97 480	552	74	98

Source : CPTAQ, 2012

### 3.1.2.2. Milieu forestier

Le Centre-du-Québec est couvert à 48 % par des terrains forestiers. Tout comme la Montérégie, la forêt est majoritairement de tenure privée (95 %), alors que seulement 5 % des terres forestières sont publiques (tableau 14). La forêt centricoise appartient à 9 500 propriétaires de lots boisés, dont 2 500 ont le statut de producteur forestier (MRNFP, 2004). Le couvert forestier est majoritairement constitué de feuillus (tableau 14). Les écosystèmes forestiers exceptionnels (EFE), au nombre de 16 et dont aucun n'est classé comme ancien, couvrent un total de 419 ha de terrains (tableau 15). Le Centre-du-Québec est d'ailleurs la région administrative du territoire à l'étude qui possède le moins d'EFE. Tout comme en Montérégie, les aires protégées classées comme habitat faunique sont les plus importantes, représentant 2,35 % de la superficie (tableau 13). Ce sont les milieux naturels de conservation volontaire qui arrivent au deuxième rang en nombre absolu, avec une présence de 8 sur le territoire. Toutefois, les refuges d'oiseaux migrateurs occupent une superficie importante du territoire protégé, avec 0,41 % (tableau 13). Cela s'explique principalement par la présence d'importants sites de migration des oies dans la municipalité de Baie-du-Febvre, en bordure du lac Saint-Pierre.

**Tableau 13. Portrait des aires protégées centricoises**

Aires protégées	Nombre	Superficie dans la région (km <sup>2</sup> )	Part de la superficie régionale (%)
Habitat d'une espèce floristique menacée ou vulnérable	2	0,21	0
Habitat faunique	26	170,45	2,35
Milieu naturel de conservation volontaire	8	9,12	0,13
Refuge d'oiseaux migrateurs	1	30,09	0,41
Réserve écologique	1	4,84	0,07
Réserve naturelle reconnue	4	0,87	0,01
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>162,11</b>	<b>2,23</b>

Source : MDDEFP(b), 2012



**Tableau 14. Composition forestière du Centre-du-Québec (en %)**

Feuillus	Résineux	Mixte	En développement	Tenure privé	Tenure publique
48	16	28	8	95	5

Source : CRRNT Centre-du-Québec, 2011

**Tableau 15. Écosystèmes forestiers exceptionnels du Centre-du-Québec**

Rare	Refuge	Ancien	Total
8	8	0	16

Source : CRRNT Centre-du-Québec, 2011

### 3.1.2.3. Milieu urbain

Seulement deux des dix villes les plus peuplées du territoire à l'étude sont situées au Centre-du-Québec. La ville de Drummondville est une des moins densément peuplées de la sélection, avec seulement 293 habitants par kilomètre carré (tableau 16). C'est cette dernière qui a connu la plus forte croissance démographique pour la période 2002-2012. La ville de Nicolet a pour sa part connu une décroissance marquée pendant la même période (tableau 17). Enfin, il est à noter que la majorité (93 %) des municipalités centricois compte moins de 5 000 habitants (tableau 18).

**Tableau 16. Données sur les dix villes les plus peuplées des trois régions administratives à l'étude**

Ville	Région administrative	MRC	Population (2012)	Superficie terrestre (km <sup>2</sup> )	Densité h/km <sup>2</sup> (2012)	Rang (Qc)	Rang (Can)
Longueuil	Montérégie	Aggl. de Longueuil	238 296	115,59	2062	5	19
Lévis	Chaudière-Appalaches	Aggl. de Lévis	138 874	449,31	309	8	33
Saint-Jean-sur-Richelieu	Montérégie	Le Haut-Richelieu	92 710	225,78	411	11	56
Brossard	Montérégie	Aggl. de Longueuil	82 009	45,2	1814	13	69
Drummondville	Centre-du-Québec	Drummond	72 341	246,85	293	14	77
Granby	Montérégie	La Haute-Yamaska	64 150	152,72	420	16	83
Saint-Hyacinthe	Montérégie	Les Maskoutains	53 453	188,69	283	18	94
Châteauguay	Montérégie	Roussillon	46 894	35,89	1307	22	104
Victoriaville	Centre-du-Québec	Arthabaska	43 357	84,2	515	24	108
Boucherville	Montérégie	Aggl. de Longueuil	41 728	70,8	589	28	116

Source : ISQ(a), 2013; Statistique Canada(a), 2012

**Tableau 17. Population des villes de plus de 5 000 habitants du Centre-du-Québec, par MRC**

	Population (2002)	Population (2012)	Variation (2012/2002)(%)
<b>MRC Arthabaska</b>			
Victoriaville	39 675	43 357	9,3
<b>MRC Bécancour</b>			
Bécancour	11 165	12 180	9,1
<b>MRC Drummond</b>			
Drummondville	64 920	72 341	11,4
<b>MRC L'Érable</b>			
Princeville	5 785	5 644	-2,4
Plessisville	6 837	6 601	-3,5
<b>MRC Nicolet-Yamaska</b>			
Nicolet	7 960	7 617	-4,3

Source : ISQ(a), 2013

**Tableau 18. Classement des municipalités centricoles selon leur population**

	<b>Centre-du-Québec</b>
<b>moins de 5 000</b>	76
<b>de 5 000 à 9 999</b>	3
<b>de 10 000 à 24 999</b>	1
<b>de 25 000 à 49 999</b>	1
<b>de 50 000 à 99 999</b>	1
<b>100 000 et plus</b>	0
<b>Total</b>	82

Source : ISQ(a), 2013

### 3.1.2.4. Hydrographie

Les trois principales rivières du Centre-du-Québec sont la Saint-François, la Bécancour et la Nicolet (tableau 19). Parcourant 241 km depuis le secteur de l'Estrie (elle prend sa source dans le Grand lac Saint-François), la rivière Saint-François descend jusqu'au lac Saint-Pierre. Cette rivière a toutefois quelques problèmes liés à la pollution. Bordée par de nombreuses terres agricoles, elle recueille aussi les eaux usées de certaines usines lors de son parcours vers le fleuve. La présence de cyanobactéries et d'agents pathogènes est un des principaux défis du Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (Cogesaf, 2010). Il y a peu de lacs sur le territoire du Centre-du-Québec, et le plus important est le lac Saint-Pierre (Tableau 20), classé comme réserve mondiale de la biosphère par l'UNESCO (UNESCO, 2012). Enfin, les milieux humides occupent 528 km<sup>2</sup>, ce qui représente 7,3 % de la superficie de la région (Canards Illimités Canada(c), 2006). Ceux-ci sont principalement constitués à 66,4 % de tourbières naturelles (tableau 21). Bien que l'eau souterraine revête une importance indéniable pour le territoire à l'étude, cette section ne présente pas de données à ce sujet, car les données disponibles sont fragmentaires. Cependant, depuis 2008, le Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines vise à améliorer les connaissances vis-à-vis de cette ressource (MDDEFP(a), 2013).

**Tableau 19. Débit et longueur des principales rivières du Centre-du-Québec et superficie de leur bassin versant**

Rivière	Débit moyen (m <sup>3</sup> /s)	Débit maximal (m <sup>3</sup> /s)	Débit minimal (m <sup>3</sup> /s)	Longueur (km)	Superficie du bassin (km <sup>2</sup> )
Saint-François	192	2 420	7	241	10 230
Bécancour	54	850	1,63	171	2 616
Nicolet	34	762	0,85	129	3 398

Source : MDDEFP(a), 2002

**Tableau 20. Superficie et vocation/utilisation des principaux lacs du Centre-du-Québec**

Lac	Superficie (km <sup>2</sup> )	Vocation/Utilisation
Saint-Pierre	362,6	Villégiature, navigation, sports nautiques, pêche, chasse à la sauvagine

N.B. Lacs de plus de 10 km<sup>2</sup>  
Source : MDDEFP(a), 2002

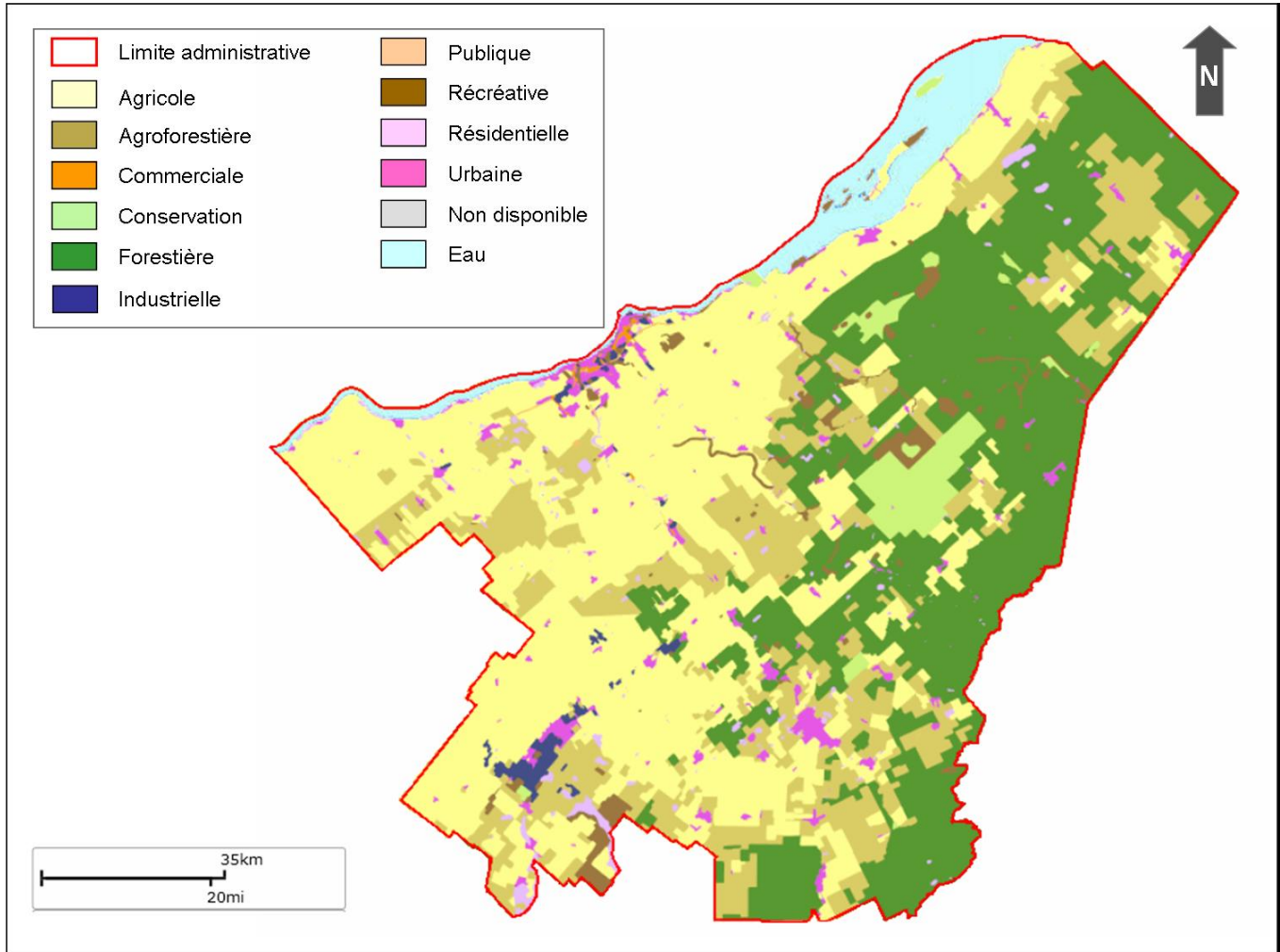
Tableau 21. Type et part de la superficie des milieux humides centricois

Type de milieu humide	Part de la superficie (%)
Tourbière naturelle	66,4
Tourbière exploitée	3,9
Milieux humides non-classifié	0,5
Herbier aquatique	1,6
Marais fluvial	2,3
Marais intérieur	2,6
Prairie humide	2
Marécage	17,8
Terres agricole inondées	2,8
<b>Total</b>	<b>100</b>

Source : Canards Illimités Canada (b), 2006

### 3.1.3. Chaudière-Appalaches

Figure 5. Vocation du territoire et utilisation du sol (Chaudière-Appalaches)



Source : Adaptée de SAGO, Mathieu Leclerc-Pelletier

#### 3.1.3.1. Milieu agricole

La région de la Chaudière-Appalaches représente un pôle majeur dans le domaine de l'agriculture. En effet, elle se positionne au deuxième rang québécois en importance dans le domaine bioalimentaire (MAPAQ, 2012). Les productions laitière et porcine sont les plus importantes, suivies des productions avicole, bovine et acéricole (MAPAQ, 2012). La Chaudière-Appalaches englobe 19 % des entreprises agricoles du Québec (MAPAQ, 2012) et compte 12 % des travailleurs agricoles de la province (Service Canada(b), 2012). La région produit 8,3 % du PIB bioalimentaire de la province (Direction générale de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches, 2010). Le secteur agricole et agroalimentaire de

la région rapporte 22 % des recettes du secteur animal québécois et les élevages porcins représentent 30 % de la production porcine provinciale (Direction régionale de la Chaudière-Appalaches, 2007). Les productions acéricoles occupent aussi une part importante de l'agriculture, 51 % des exploitations québécoises étant situées dans cette région (Service Canada(b), 2012). La part de la zone agricole occupée par des exploitations agricoles est moindre qu'en Montérégie et qu'au Centre-du-Québec. Il faut dire qu'une plus grande proportion du territoire de la région est située dans les Appalaches, expliquant ainsi le faible potentiel pour l'agriculture intensive de céréales. Une grande part des terres est donc aujourd'hui sous forme de friches. À noter que tout comme la région de la Montérégie, Chaudière-Appalaches possède un pôle urbain d'envergure, soit la ville de Lévis.

**Tableau 22. Portrait du milieu agricole de la Chaudière-Appalaches**

	Superficie de la zone agricole (ha)	Nombre d'exploitations agricoles enregistrées au MAPAQ	Part de la zone agricole occupée par les exploitations (%)	Part du territoire en zone agricole (%)
<b>Chaudière-Appalaches</b>	1 001 517	5 495	52	66
Beauce-Sartigan	122 955	612	45	63
Bellechasse	146 193	917	57	83
Les Appalaches	141 702	726	52	74
Les Etchemins	96 503	308	32	53
L'Islet	85 154	468	55	41
Lotbinière	163 503	797	52	98
Montmagny	47 796	299	76	28
La Nouvelle-Beauce	86 541	751	66	96
Robert-Cliche	78 668	480	51	94
Ville de Lévis	32 501	137	35	73

Source : CPTAQ, 2012

### 3.1.3.2. Milieu forestier

Le couvert forestier représente environ 75 % de la superficie régionale. Le territoire de la Chaudière-Appalaches est celui ayant la plus grande superficie d'aires protégées, mais il se classe au deuxième rang en nombre absolu (tableau 23). C'est aussi le territoire ayant la plus grande part de forêt publique (tableau 24). On y dénombre pas moins de 24 300 propriétaires de lots boisés, dont 80 % ont le statut de producteur forestier (CRRNT Chaudière-Appalaches, 2010). Le couvert forestier est composé principalement de forêts de résineux et de forêts mixtes (tableau 15). La région de la Chaudière-Appalaches demeure le plus grand producteur des produits de l'érable, avec 28,4 % de la production mondiale (CRRNT Chaudière-Appalaches, 2010). Toutefois, l'acidification des sols (par la plantation de résineux) et l'envahissement par le hêtre des érablières pourraient devenir problématique pour certaines productions acéricoles. Enfin, la région arrive au deuxième rang (après les Laurentides) pour les dépenses faites par des visiteurs liées aux activités d'observation de la faune (CRRNT Chaudière-Appalaches, 2010).

**Tableau 23. Aires protégées de la Chaudière-Appalaches**

Aires protégées	Nombre	Superficie dans la région (km <sup>2</sup> )	Pourcentage de la superficie
Écosystème forestier exceptionnel	4	4,8	0,03
Habitat d'une espèce floristique menacée ou vulnérable	5	1,23	0,01
Habitat faunique	101	357,54	2,22
Milieu naturel de conservation volontaire	12	5,55	0,03
Parc national	1	73,8	0,46
Refuge d'oiseaux migrateurs	8	8,99	0,06
Réserve écologique	6	14,97	0,09
Réserve naturelle reconnue	5	4,17	0,03
<b>Total</b>	<b>142</b>	<b>459,52</b>	<b>2,85</b>

Source : MDDEFP(c), 2012

**Tableau 24. Composition forestière de la Chaudière-Appalaches (en %)**

Feuillus	Résineux	Mixte	En développement	Tenure privée	Tenure publique
14	37	28	11	89	11

Source : Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 2004

**Tableau 25. Écosystèmes forestiers exceptionnels de la Chaudière-Appalaches**

Rare	Refuge	Ancien	Total
12	14	9	35

Source : Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 2004



### 3.1.3.3. Milieu urbain

Sur les dix villes les plus peuplées du territoire à l'étude, une seule (Lévis) est située en Chaudière-Appalaches. Bien qu'elle soit la deuxième ville la plus peuplée, son vaste territoire lui confère une des plus faibles densités de population de la sélection (tableau 26). Les villes à proximité de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) ont connu une croissance démographique appréciable durant la période 2002-2012, tout particulièrement Saint-Apollinaire (+27 %). À l'inverse, Montmagny, Thetford Mines et Beauceville ont connu une décroissance (tableau 27). Enfin, il est à noter que la majorité (94 %) des municipalités de la Chaudière-Appalaches compte moins de 5 000 habitants (tableau 28)

**Tableau 26. Données sur les dix villes les plus peuplées des trois régions administratives à l'étude**

Ville	Région administrative	MRC	Population (2012)	Superficie terrestre (km <sup>2</sup> )	Densité h/km <sup>2</sup> (2012)	Rang (Qc)	Rang (Can)
Longueuil	Montérégie	Aggl. de Longueuil	238 296	115,59	2062	5	19
Lévis	Chaudière-Appalaches	Aggl. de Lévis	138 874	449,31	309	8	33
Saint-Jean-sur-Richelieu	Montérégie	Le Haut-Richelieu	92 710	225,78	411	11	56
Brossard	Montérégie	Aggl. de Longueuil	82 009	45,2	1814	13	69
Drummondville	Centre-du-Québec	Drummond	72 341	246,85	293	14	77
Granby	Montérégie	La Haute-Yamaska	64150	152,72	420	16	83
Saint-Hyacinthe	Montérégie	Les Maskoutains	53 453	188,69	283	18	94
Châteauguay	Montérégie	Roussillon	46 894	35,89	1307	22	104
Victoriaville	Centre-du-Québec	Arthabaska	43 357	84,2	515	24	108
Boucherville	Montérégie	Aggl. de Longueuil	41 728	70,8	589	28	116

Source : ISQ(a), 2013; Statistique Canada(a), 2012

Tableau 27. Population des villes de plus de 5 000 habitants de la Chaudière-Appalaches, par MRC

	Population (2002)	Population (2012)	Variation (2012/2002)(%)
<b>MRC Beauce-Sartigan</b>			
Saint-Georges	28 842	31 334	8,6
<b>MRC Bellechasse</b>			
N/D	N/D	N/D	N/D
<b>MRC Les Appalaches</b>			
Thetford Mines	26 582	25 228	-5,1
<b>MRC Les Etchemins</b>			
N/D	N/D	N/D	N/D
<b>MRC L'Islet</b>			
N/D	N/D	N/D	N/D
<b>Lotbinière</b>			
Saint-Apollinaire	4 024	5 142	27,8
<b>MRC Montmagny</b>			
Montmagny	11 790	11 116	-5,7
<b>MRC La Nouvelle-Beauce</b>			
Sainte-Marie	11 570	12 293	6,2
Saint-Lambert-de-Lauzon	5 027	6 091	21,2
<b>MRC Robert-Cliche</b>			
Beauceville	6 402	6 113	-4,5
<b>MRC Agglomération de Lévis</b>			
Lévis	125 543	138 874	10,6

Source : ISQ(a), 2013

Tableau 28. Classement des municipalités de la Chaudière-Appalaches selon leur population

	Chaudière-Appalaches
<b>moins de 5 000</b>	128
<b>de 5 000 à 9 999</b>	3
<b>de 10 000 à 24 999</b>	2
<b>de 25 000 à 49 999</b>	2
<b>de 50 000 à 99 999</b>	0
<b>100 000 et plus</b>	1
<b>Total</b>	136

Source : ISQ(a), 2013

### 3.1.3.4. Hydrographie

Le réseau hydrographique de la Chaudière-Appalaches est composé d'un nombre important de rivières et de ruisseaux, alors que les lacs sont généralement peu nombreux et de petite taille. On retrouve 79 bassins hydrographiques sur le territoire, les trois plus grands étant ceux des rivières Chaudière, Etchemin et du Sud (tableau 29). Bien que l'on retrouve 627 lacs sur le territoire, ceux-ci occupent moins de 1 % de la superficie. Deux lacs seulement font plus de 4 km<sup>2</sup>, soit le lac Aylmer et le Grand lac Saint-François (tableau 30). La qualité de l'eau du réseau hydrographique est très variable. Elle est généralement bonne en milieu boisé, mais montre une détérioration en secteur agricole et urbain (CRÉ Chaudière-Appalaches, 2010). Enfin, les milieux humides, constitués à 51,9 % de tourbières (tableau 31) occupent 472 km<sup>2</sup>, ce qui représente 2,9 % de la superficie de la région (Canards Illimités Canada(c), 2006). Bien que l'eau souterraine revête une importance indéniable pour le territoire à l'étude, cette section ne présente pas de données à ce sujet, car les données disponibles sont fragmentaires. Cependant, depuis 2008, le Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines vise à améliorer les connaissances vis-à-vis de cette ressource (MDDEFP(a), 2013).

**Tableau 29. Débit et longueur des principales rivières de la Chaudière-Appalaches et superficie de leur bassin versant**

Rivière	Débit moyen (m <sup>3</sup> /s)	Débit maximal (m <sup>3</sup> /s)	Débit minimal (m <sup>3</sup> /s)	Longueur (km)	Superficie du bassin (km <sup>2</sup> )
Chaudière	115	2 140	3	209	6 682
Etchemin	27	481	0,65	98	1 466
du Sud	20,5	458	0,1	77	1 926

Source : MDDEFP(a), 2002

**Tableau 30. Superficie et vocation/utilisation des principaux lacs de la Chaudière-Appalaches**

Lac	Superficie (km <sup>2</sup> )	Vocation/Utilisation
Grand lac Saint-François	47,14	villégiature, pêche, parc
Aylmer	31,12	villégiature, pêche, prise d'eau de Beaulac

N.B. Lacs de plus de 10 km<sup>2</sup>  
Source : MDDEFP(a), 2002

**Tableau 31. Type et part de la superficie des milieux humides de la Chaudière-Appalaches**

Type de milieu humide	Part de la superficie (%)
Tourbière	51,9
Milieux humides non-classifié	16,2
Marais intertidal	10,5
Marais intérieur	1,1
Marécage	20,2
<b>Total</b>	<b>100</b>

Source : Canards Illimités Canada (c), 2006

### 3.1.4. Enjeux environnementaux

Les principaux enjeux environnementaux traités dans cette partie sont tirés des plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) fournis par les commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) de chacune des régions à l'étude<sup>3</sup>.

Les trois régions administratives à l'étude couvrent principalement le territoire des Basses-Terres du Saint-Laurent. L'utilisation des sols et la composition forestière présentent donc des attributs semblables. Les enjeux liés à l'eau sont aussi similaires sur l'ensemble du territoire, à quelques exceptions près. Les problématiques environnementales seront donc traitées de manière globale, toutes régions administratives confondues. Les particularités de chacun des territoires seront mentionnées en fonction des enjeux.

Tout d'abord, de nombreuses préoccupations sont liées à l'étalement urbain. En Montérégie et en Chaudière-Appalaches, la présence de grandes villes à proximité n'est qu'une partie de l'explication. Les travailleurs sortent des grands centres, respectivement Montréal et Québec, pour s'établir en banlieues, comme Longueuil et Lévis. Ces pôles deviennent à leur tour des centres urbains pour les municipalités de petite taille environnantes (Ascher, 2001). C'est ce que l'on nomme la métropolisation. On note un phénomène semblable, mais de moindre envergure, au Centre-du-Québec, où les travailleurs des régions plus rurales se rapprochent des noyaux urbains, comme Drummondville et Victoriaville. Par contre, ceci contribue à la perte de superficie de terres arables et des milieux humides, en plus de fragmenter le couvert forestier. Cela entraîne une perte d'habitat, et par le fait même, une perte de biodiversité, tant animale que végétale. De plus, l'urbanisation contribue à l'imperméabilisation des sols qui, jumelée à la perte des milieux humides, modifie l'écoulement des eaux de surface et accélère ainsi la réponse des cours d'eau. Il en résulte donc des inondations plus fréquentes et une fluctuation plus importante du niveau des cours d'eau. Les eaux de ruissellement issues des milieux urbains transportent aussi plus d'agents polluants, ce qui diminue la qualité des cours d'eau et des eaux souterraines.

Ensuite, les activités agricoles ont aussi des impacts considérables sur la qualité de l'environnement. Elles participent, entre autres, à la fragmentation du territoire forestier et à la perte de milieux humides par drainage pour fins d'irrigation des terres agricoles. Un des enjeux les plus importants est sans doute la pollution de l'eau. En effet, les cultures à grands interlignes (comme le maïs) subissent une érosion plus importante sous l'effet du ruissellement. Ces cultures utilisent des engrais de synthèse ou naturels (lisier), des pesticides et des herbicides. Les eaux de ruissellement deviennent alors chargées

---

<sup>3</sup> Pour consulter les sites des différentes CRRNT : <http://www.mrn.gouv.qc.ca/regions/commissions/index.jsp>

de phosphore et de nitrates, ce qui contribue à l'eutrophisation des cours d'eaux et en diminue la qualité, en plus de détruire les écosystèmes aquatiques. Les eaux souterraines peuvent aussi s'en trouver contaminées.

La pollution industrielle est aussi présente sur le territoire des régions administratives à l'étude. En plus d'être une source de pollution atmosphérique, les industries ont aussi des répercussions sur la qualité de l'eau et des sols. Bien que de nombreuses normes environnementales soient en vigueur, la présence de plusieurs industries dans le même milieu peut induire une certaine pression sur les écosystèmes. Par exemple, les rejets industriels, qui indépendamment respectent ces normes, ont un effet cumulatif sur le milieu récepteur. C'est le cas par exemple de la rivière Saint-François, dans la région du Centre-du-Québec, où trois usines de pâtes et papiers croisent son parcours. La pollution thermique est également présente. L'eau pompée qui sert de refroidisseur pour certains types d'industrie est retournée au cours d'eau à une température plus élevée. L'augmentation de la température entraîne une réduction de la quantité d'oxygène dissous dans les milieux aquatiques et concourt ainsi à l'eutrophisation des cours d'eau. La centrale nucléaire de Gentilly-II, bien qu'elle ne produise plus d'électricité de manière industrielle, a toujours besoin d'être refroidie et produit donc une certaine pollution thermique (McDuff, 2010).

Dans les milieux urbanisés du territoire à l'étude, la question de l'adaptation aux changements climatiques est centrale. En effet, depuis 1950, la majorité des villes québécoises ont emprunté un modèle d'aménagement urbain axé sur l'automobile, qui contribue à l'émission de gaz à effet de serre. À cet égard, quelques municipalités québécoises commencent à mettre en place des solutions qui visent la réduction des déplacements polluants. Mais encore, de nombreux milieux urbains sont mal nantis en espaces verts et l'abondance de surfaces bituminées génère des îlots de chaleur. Dans un autre ordre d'idée, l'étalement des banlieues résidentielles de faible densité en périphérie des principaux centres urbains représente une perte d'efficacité énergétique et une utilisation non optimale des ressources. Bien qu'elles soient encore peu nombreuses à le faire, certaines municipalités adoptent une vision qui prône la densification et la mise en place de normes pour assurer la construction de bâtiments durables. D'ailleurs, le gouvernement du Québec a proposé un guide pour un urbanisme durable qui met en lumière les enjeux, les pratiques souhaitées et les outils d'intervention afin de sensibiliser les municipalités québécoises (MAMROT, 2012).

Les régions administratives à l'étude sont toutes trois bordées par le fleuve Saint-Laurent, qui fait partie du plus grand réseau navigable au Canada. Il accueille chaque année des milliers de navires de transport de marchandises et des bateaux de plaisance. De plus, d'importantes rivières sillonnent le territoire. En Montérégie, les plus importantes sont les rivières Richelieu et Yamaska. Au Centre-du-Québec, ce sont les rivières Saint-François, Bécancour et Nicolet. En Chaudière-Appalaches, les principales rivières sont la Chaudière, du Sud et Etchemin. Ces cours d'eau ne peuvent pas recevoir de

navigation commerciale. Toutefois, les bateaux de plaisance sont présents. Sur le fleuve ou ces rivières, l'augmentation de la navigation a pourtant certaines répercussions sur le milieu aquatique. Tout d'abord, elle accélère l'érosion des berges et augmente la pollution. Ces rivières représentent d'ailleurs un type d'écosystème fragile qui tend à se détériorer sous l'impact de la navigation. De plus, la navigation commerciale internationale participe à l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, comme la moule zébrée, le gobie à taches noires et, plus récemment, le crabe vert. Ces espèces prennent position dans les niches écologiques d'autres espèces, réduisant ainsi la biodiversité marine (Environnement Canada, 2008).

La villégiature induit aussi certaines pressions sur l'environnement. Par exemple, l'artificialisation des rives de certains lacs ou rivières à l'aide de remblais pose problèmes. En effet, les berges deviennent plus propices à l'érosion, la végétation y ayant été retirée. L'utilisation de pesticides et d'engrais en bordure des cours d'eau, associée à l'érosion, amène donc ces polluants directement au plan d'eau. L'eutrophisation, la diminution de la qualité de l'eau et la destruction d'écosystèmes sont alors fréquentes. Nous avons pu le constater lors de certains étés, avec la propagation des cyanobactéries, communément appelées algues bleues (MDDEFP(b), 2002).

Finalement, l'aménagement de barrages et de digues sur les cours d'eau présente aussi certains enjeux environnementaux. Ces ouvrages participent à la fragmentation des habitats aquatiques, en plus de modifier les écosystèmes par la création de réservoirs. La Montérégie compte 303 barrages, dont 40,3 % servent à des fins de villégiature et 76,9 % sont des propriétés privées (MDDEFP(a), 2002). Au Centre-du-Québec, 89 barrages ont été érigés, dont 64 % servent à des fins de villégiature et 84,3 % sont des propriétés privées (MDDEFP(a), 2002). En Chaudière-Appalaches, on trouve 850 ouvrages de retenue d'eau qui servent principalement pour des fins récréatives (villégiature, étangs de pêche, canotage, etc.), 6 seulement étant utilisés pour la production d'hydroélectricité (Direction générale de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches, 2010). Ces barrages et digues peuvent aussi modifier la réponse des cours d'eau et augmenter les inondations en certains endroits, ou diminuer le débit de certains cours d'eau secondaires.

## **3.2. Social**

### **3.2.1. Montérégie**

#### **3.2.1.1. Démographie**

La Montérégie est la région administrative la plus peuplée du territoire à l'étude et la deuxième la plus peuplée de la province. La MRC la moins peuplée est celle d'Acton, alors que la ville la plus peuplée est bien évidemment l'agglomération de Longueuil (tableau 32). C'est ce qui explique que la plus grande part de la population (83,7 %) dans cette région administrative vit en milieu urbain (tableau 35). L'agglomération de la Ville de Longueuil est aussi la plus petite des MRC présente sur le territoire. Elle est donc la plus densément peuplée de la région (tableau 33). On pourrait toutefois se surprendre de son solde migratoire interrégional négatif (- 419) entre 2011 et 2012. En effet, bien que l'agglomération accueille chaque année de nouveaux arrivants des MRC environnantes, nombreux sont les gens qui quittent vers Montréal ou vers les deuxièmes couronnes de développement urbain. Les autres MRC ayant connu un solde migratoire interrégional négatif sont Rouville, Acton et Haut-Richelieu, qui ont sans doute perdu une certaine part de leur population au profit des centres plus près de l'agglomération de la Ville de Longueuil et l'île de Montréal. La MRC de Vaudreuil-Soulanges est celle qui connaîtra, selon les perspectives démographiques, la plus grande variation positive de sa population d'ici 2031. Cette augmentation peut s'expliquer par la proximité avec l'île de Montréal, ce qui peut représenter un attrait, en plus des agréments du milieu axés sur les activités de plein air. En général, la Montérégie devrait connaître une variation positive du nombre de ménages et de sa population (tableau 34).



Tableau 32. Population de la Montérégie et de ses MRC par groupe d'âge (2012)

	Population totale	0-14 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et +
<b>QUÉBEC</b>	8 054 756	1 252 113	1 000 850	2 145 802	2 354 605	1301386
<b>Montérégie</b>	1 470 252	239 956	190 883	369 443	439 317	230 653
Acton	15 201	2 551	1 876	3 490	4 665	2 619
Beauharnois-Salaberry	62 598	8 446	7 885	14 257	19 378	12 632
Brome-Missisquoi	55 801	8 306	6 578	11 788	18 266	10 863
La Haute-Yamaska	85 380	13 624	10 816	20 499	26 154	14 287
La Vallée-du-Richelieu	117 199	21 440	15 936	29 949	34 046	15 828
Le Haut-Richelieu	114 515	18 551	14 687	28 517	34 587	18 173
Le Haut-Saint-Laurent	24 653	3 737	3 488	4 993	7 994	4 441
Les Jardins-de-Napierville	26 202	4 475	3 476	6 782	7 729	3 740
Les Maskoutains	84 046	13 654	10 159	20 749	24 924	14 563
Marguerite-D'Youville	73 834	14 061	10 501	18 654	22 028	8 590
Pierre-De Saurel	50 150	6 150	5 310	10 621	17 021	11 048
Roussillon	176 207	32 108	25 425	46 834	49 889	21 951
Rouville	34 470	5 730	4 584	8 688	10 264	5 204
Vaudreuil-Soulanges	139 682	26 733	17 770	36 829	41 085	17 265
Agglomération de la Ville de Longueuil	410 314	60 390	52 392	106 796	121 287	69 449

Source : ISQ(b), 2013

Tableau 33. Densité de population, solde migratoire et perspective démographique de la Montérégie et de ses MRC

	Superficie (terre ferme) (2011) km <sup>2</sup>	Densité de pop. (2012) h/km <sup>2</sup>	Solde migratoire interrégionale (2011-2012) hab.	Perspective démographique (variation 2031/2006) %
<b>QUÉBEC</b>	1 312 126	6,1	N/A	15,8
<b>Montérégie</b>	11 111	132,3	5 337	21,5
Acton	579	26,3	-15	9,5
Beauharnois-Salaberry	468,6	133,6	227	17,5
Brome-Missisquoi	1651,1	33,8	579	28,7
La Haute-Yamaska	635,4	134,4	381	22,4
La Vallée-du-Richelieu	586,6	199,8	930	30,1
Le Haut-Richelieu	935,7	122,4	-197	26,3
Le Haut-Saint-Laurent	1 167,50	21,1	10	6,3
Les Jardins-de-Napierville	802,2	32,7	181	27,9
Les Maskoutains	1 302,80	64,5	239	15,4
Marguerite-D'Youville	347,5	212,5	369	17,2
Pierre-De Saurel	594,3	84,4	39	7,4
Roussillon	421,6	418	1 156	22,1
Rouville	482,2	71,5	-10	29,5
Vaudreuil-Soulanges	853,9	163,6	1 867	52,5
Agglomération de la Ville de Longueuil	282,4	1452,9	-419	11,4

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 34. Évolution du nombre de ménages selon le scénario de référence de l'Institut de la statistique du Québec pour la Montérégie (2006-2031)**

Nombre de ménages en 2006	552 175
Nombre de ménages en 2031	737 484
Accroissement net 2006-2031	185 309
Variation du nombre de ménages 2006-2031 (%)	34

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 35. Autres données démographiques de la Montérégie (2011)**

Population urbaine (%)	83,7
Population rurale (%)	16,3
Rapport de dépendance démographique	62,1
Indice de remplacement de la main d'œuvre	87,4

Source : MFEQ<sup>4</sup>, 2012

<sup>4</sup> Le rapport de dépendance démographique mesure le poids relatif des jeunes (0-19 ans) et des aînés (65 ans et plus) sur la population en âge de travailler (20-64 ans). Cet indicateur mesure le rapport entre le nombre de personnes « à charge » supposées « dépendre » des autres pour leur vie quotidienne.

L'indice de remplacement mesure le renouvellement des personnes qui approchent de l'âge de la retraite (55-64 ans) par celles qui intègrent le marché du travail (20-29 ans). Ainsi, un indice de remplacement de 100 signifie que chaque personne qui s'apprête à se retirer du marché du travail est remplacée par une personne plus jeune. Un indice de remplacement supérieur à 100 signifie qu'il y a davantage de personnes qui arrivent sur le marché du travail que de gens qui approchent de la retraite.

### **3.2.1.2 Conditions de vie**

Par rapport à l'ensemble du Québec, on constate qu'une moindre part de la population de la Montérégie bénéficie de programmes d'aide au logement (SHQ, 2011). La MRC où il y a le plus grand nombre de ménages bénéficiant du programme d'habitations à loyer modique (HLM) est celle du Pierre-De Saurel, tandis que la MRC de Rouville est celle où le programme AccèsLogis est le plus utilisé. C'est la population de la MRC de Beauharnois-Salaberry qui profite le plus du supplément au loyer. Les allocations au logement sont principalement octroyées dans la MRC de La Haute-Yamaska (tableau 36). On remarque que l'agglomération de la Ville de Longueuil présente le plus fort taux de familles monoparentales étant propriétaires, avec 9,3 % des ménages privés (tableau 37). C'est dans la MRC de Roussillon où on retrouve le plus grand nombre de familles monoparentales locataires, avec 19,8 %. L'indice de défavorisation pour la Montérégie montre que la plus grande part de la population se situe dans le premier quintile supérieur, tant pour la dimension matérielle que sociale (tableau 38). La Montérégie se classe au deuxième rang québécois pour le nombre de prestataires d'aide sociale. Le taux de prestataires de 18-64 ans est de 5,3 % par rapport à la population totale de la région (tableau 39).

Pour ce qui est du plus haut niveau de scolarité atteint, 22,5 % des gens de la région détiennent un diplôme d'études secondaires, mais une grande part des habitants possèdent aussi un baccalauréat ou plus, dans une proportion de 18,7 % (tableau 40). Nombreux sont les ménages (81 %) qui consacrent moins de 30 % de leur salaire au logement (tableau 41). Toutefois, 12,5 % des ménages de la MRC du Haut-Richelieu consacrent au logement de 30 à 49 % de leur salaire, et 8,9 % des ménages de l'agglomération de la Ville de Longueuil y consacrent 50 % et plus. Ce phénomène s'explique par plusieurs facteurs, notamment le fait que de plus en plus d'immigrants choisissent Longueuil comme ville d'accueil et que certains d'entre eux se trouvent en situation de précarité économique à leur arrivée. Mais encore, le prix élevé des logements de l'agglomération de Longueuil exerce une pression supplémentaire. De plus, les centres urbains de plus grande taille, comme Longueuil, ont tendance à accueillir davantage les populations démunies en raison de la présence de nombreux services et de possibilités d'emplois. Pourtant, ce n'est pas cette agglomération qui présente le plus haut taux de familles à faible revenu, mais bien la MRC du Haut-Saint-Laurent, avec 22,1 % des familles (tableau 42). Enfin, pour ce qui est des services de santé, en 2009, on constate que le taux d'occupation (pour les soins généraux) est de 91,5 % (tableau 43). Le taux d'occupation des CHSLD de la région est de 98,2 % et le nombre de médecins pour 100 000 habitants est de 149.

**Tableau 36. Logement social et aide au logement en Montérégie (2006)**

	<b>HLM</b> (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)	<b>AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec</b> (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)	<b>Supplément au loyer</b> (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)	<b>Allocation-logement</b> (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)
<b>Montérégie</b>	<b>14,1</b>	<b>2,9</b>	<b>3</b>	<b>34</b>
Acton	10,7	1,9	1,9	28,2
Beauharnois-Salaberry	19,9	3,6	5,2	49,1
Brome-Missisquoi	23,1	5	2,4	27,7
La Haute-Yamaska	16,9	0	1,4	50,6
La Vallé-du-Richelieu	15,2	1,7	2,1	19,8
Marguerite-D'Youville	6,2	1,8	1,9	16,3
Pierre-De Saurel	23,2	0	2	38,6
Le Haut-Richelieu	15,9	0,7	1,9	42,7
Le Haut-Saint-Laurent	16,8	0,3	0,2	17,6
Les Jardins-de-Napierville	4,9	0	0	26,4
Les Maskoutains	17,1	4,1	5,1	40
Roussillon	9	5,9	3,4	24
Rouville	10,3	11,2	0	29,5
Vaudreuil-Soulanges	6,1	1,9	2,2	18,4
Agglomération de la Ville de Longueuil	14,8	3,5	4,3	40,4

Source : SHQ, 2011

**Tableau 37. Familles monoparentales de la Montérégie, selon le type d'occupation (2006)**

	<b>Ménages privés propriétaires (%)</b>	<b>Ménages privés locataires (%)</b>
<b>Montérégie</b>	<b>8,5</b>	<b>15,3</b>
Acton	7,5	13,7
Beauharnois-Salaberry	9,2	14,6
Brome-Missisquoi	7	13,9
La Haute-Yamaska	7,5	14,2
La Vallé-du-Richelieu	8,4	18,2
Marguerite-D'Youville	8,5	16,7
Pierre-De Saurel	7,7	13,9
Le Haut-Richelieu	8,6	15,8
Le Haut-Saint-Laurent	7,2	16,4
Les Jardins-de-Napierville	8,1	12,2
Les Maskoutains	7,7	13
Roussillon	8,7	19,8
Rouville	8,2	13,9
Vaudreuil-Soulanges	7,8	17,8
Agglomération de la Ville de Longueuil	9,3	15

Source : SHQ, 2011

**Tableau 38. Indice de défavorisation pour la Montérégie (2006)**

<b>Dimension matérielle</b>	
1er quintile (supérieur)	23,8
2e quintile	23,4
3e quintile	22
4e quintile	19,7
5e quintile (inférieur)	11
<b>Dimension sociale</b>	
1er quintile (supérieur)	23,1
2e quintile	21,6
3e quintile	21,7
4e quintile	17,1
5e quintile (inférieur)	16,4

N.B. Indice de défavorisation<sup>5</sup> de Pampalon et Raymond, 2003  
 Source : Direction générale adjointe des politiques et de la prospective, 2011

**Tableau 39. Rapport de dépendance économique (2006) et données sur l'assistance sociale (juin 2013)**

Rapport de dépendance économique (\$)*	17,35 (2e)
Nombre d'adultes	49 846
Taux d'assistance sociale des 18-64 ans (%)	5,3
Nombre d'enfants	14 660
Taux d'assistance sociale des 0-17 ans (%)	5
Nombre total de prestataires	64 506
Taux d'assistance sociale des 0-64 ans (%)	5,2

\* Rapport de dépendance économique (RDE) : montant des transferts gouvernementaux pour 100 \$ de revenu d'emploi dans une région.  
 Source : MESS, 2013; Direction générale adjointe des politiques et de la prospective, 2011

<sup>5</sup> Chaque aire de diffusion au Québec, selon les concepts du recensement (unité de 400 à 700 personnes, définie par le code postal, soit un pâté de maisons dans les zones urbaines, une plus vaste étendue toutefois dans les zones rurales), peut être caractérisée à l'aide d'un rang centile pour chacune des variables retenues (limites inférieures et supérieures des diverses variables telles que le taux de personnes seules et ramenées sur une échelle de 0 à 100, etc.), dont la moyenne, pour chacune des dimensions matérielle et sociale, est ensuite associée à un quintile (20 %), correspondant à un découpage en cinq parties égales.

- Dimension matérielle : il s'agit d'un indicateur économique fondé sur la scolarité, le rapport emploi/population et le revenu moyen.
- Dimension sociale : il s'agit d'un indicateur social fondé sur l'éloignement par rapport à un réseau social en vertu d'une séparation, d'un divorce ou d'un veuvage, de la monoparentalité ou du fait d'être une personne seule.

**Tableau 40. Niveau de scolarité en Montérégie (% de la population régionale) (2006)**

Aucun diplôme	17,1
Diplôme d'études secondaires	22,5
Diplôme d'études professionnelles	18,2
Diplôme d'études collégiales	17,9
Certificat universitaire	5,5
Baccalauréat et plus	18,7

Source : Direction de la planification, du partenariat et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec, Montérégie, 2009

**Tableau 41. Répartition des ménages montérégiens en fonction du revenu consacré au logement (2006)**

	Moins de 30% (%)	De 30% à 49% (%)	50% et plus (%)
<b>Montérégie</b>	<b>81</b>	<b>11,6</b>	<b>7,4</b>
Acton	83	11,1	5,9
Beauharnois-Salaberry	78,4	13,8	7,8
Brome-Missisquoi	80,6	12	7,4
La Haute-Yamaska	80,1	12,1	7,8
La Vallé-du-Richelieu	84,3	10	5,7
Marguerite-D'Youville	86,3	8,6	5,1
Pierre-De Saurel	82,6	11,1	6,4
Le Haut-Richelieu	79,9	12,5	7,6
Le Haut-Saint-Laurent	80,7	11,3	8
Les Jardins-de-Napierville	81,9	11	7
Les Maskoutains	80,1	12,4	7,5
Roussillon	83,5	10,4	6,1
Rouville	82,2	10,5	7,3
Vaudreuil-Soulanges	82,6	11	6,4
Agglomération de la Ville de Longueuil	78,7	12,4	8,9

Source : SHQ, 2011

**Tableau 42. Revenu médian des travailleurs, taux de faible revenu des familles et revenu disponible des ménages, par MRC de la Montérégie**

	Revenu médian des travailleurs (25-64 ans) (2011)(\$)	Taux de faible revenu des familles (2009)(%)	Revenu disponible des ménages par habitant (2011)(\$)
Acton	31 231	14,2	21 834
Beauharnois-Salaberry	37 371	15,1	22 992
Brome-Missisquoi	34 231	14,9	25 322
La Haute-Yamaska	35 861	14,1	24 359
La Vallée-du-Richelieu	47 520	8,9	30 520
Le Haut-Richelieu	39 000	13,4	25 060
Le Haut-Saint-Laurent	30 925	22,1	20 205
Les Jardins-de-Napierville	32 158	21,9	25 521
Les Maskoutains	35 874	14,6	25 445
Marguerite-D'Youville	48 026	7,6	29 261
Pierre-De Saurel	38 014	15,5	24 108
Roussillon	44 604	11,7	25 694
Rouville	37 630	11,7	26 393
Vaudreuil-Soulanges	44 281	9,7	28 258
Agglomération de la Ville de Longueuil	42 620	14,1	27 649

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 43. Données sur la santé en Montérégie (2009)**

Nombre de médecins	2 122
Nombre de médecins pour 100 000 hab.	149
Nombre du personnel infirmiers	10 557
Nombre du personnel infirmiers pour 100 000 hab.	739
Nombre de lits (soins généraux)	1 856
Nombre de lits (soins généraux) pour 100 000 hab.	130
Taux d'occupation (soins généraux) (%)	91,5
Nombre d'usagers (soins généraux)	86 336
Nombre de lits (CHSLD)	5 336
Nombre de lits (CHSLD) pour 100 000 hab.	374
Taux d'occupation (CHSLD) (%)	98,2
Nombre d'usagers (CHSLD)	9 821

\*Taux d'occupation des lits dressés

Source : ISQ(a), 2012

## 3.2.2. Centre-du-Québec

### 3.2.2.1. Démographie

Le groupe d'âge le plus fortement représenté au sein de la région du Centre-du-Québec est, tout comme dans l'ensemble du Québec, celui des 45-64 ans, suivi par le groupe des 25-44 ans (tableau 44). La densité de population de la région est plutôt faible, comparativement à certaines de ses MRC, comme Drummond (tableau 45). Il s'agit d'ailleurs de la MRC qui connaît le meilleur solde migratoire et les meilleures perspectives démographiques d'ici 2031 (tableau 45). En effet, on y prévoit une croissance plus rapide que pour l'ensemble du Québec, car cette MRC est positionnée de manière optimale par rapport aux grands pôles urbains du Québec. À mi-chemin entre Montréal et Québec, non loin de Sherbrooke et des États-Unis, la MRC de Drummond a connu un essor économique important ces dernières années. Il est donc possible qu'elle attire une part des communautés avoisinantes. Les perspectives démographiques régionales montrent un accroissement des ménages de l'ordre de 23 % d'ici 2031 (tableau 46). La population du Centre-du-Québec est répartie à 63,3 % en milieu urbain, principalement dans les villes de Drummondville et Victoriaville, alors que 36,7 % vit en milieu rural (tableau 47).

**Tableau 44. Population du Centre-du-Québec et de ses MRC par groupe d'âge (2012)**

	Population totale (2012)	0-14 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et +
<b>QUÉBEC</b>	8 054 756	1 252 113	1 000 850	2 145 802	2 354 605	1 301 386
<b>Centre-du-Québec</b>	235 005	37 315	29 281	55 760	70 844	41 805
Arthabaska	70 120	11 102	8 902	16 256	21 322	12 538
Bécancour	19 710	3 048	2 373	3 996	6 473	3 820
Drummond	99 590	16 304	12 058	25 713	28 965	16 550
L'Érable	22 893	3 434	3 087	4 935	6 961	4 476
Nicolet-Yamaska	22 692	3 427	2 861	4 860	7 123	4 421

Source : ISQ(b), 2013



**Tableau 45. Densité de population, solde migratoire et perspective démographique du Centre-du-Québec et de ses MRC (2012)**

	Superficie (terre ferme) (2011) km <sup>2</sup>	Densité de pop. (2012) h/km <sup>2</sup>	Solde migratoire interrégional (2011-2012) hab.	Perspective démographique (variation 2031/2006) %
<b>QUÉBEC</b>	1 312 126	6,1	N/A	15,8
<b>Centre-du-Québec</b>	6 921	34	837	12,3
Arthabaska	1 885,30	37,2	269	12,8
Bécancour	1 143,20	17,2	94	8,1
Drummond	1 599,10	62,3	520	20,5
L'Érable	1 288,10	17,8	-52	-6,4
Nicolet-Yamaska	1 005,20	22,6	6	-0,4

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 46. Évolution du nombre de ménages selon le scénario de référence de l'ISQ pour le Centre-du-Québec (2006-2031)**

Nombre de ménages en 2006	94 010
Nombre de ménages en 2031	115 760
Accroissement net 2006-2031	21 750
Variation du nombre de ménages 2006-2031 (%)	23

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 47. Autres données démographiques du Centre-du-Québec (2011)**

Population urbaine (%)	63,3
Population rurale (%)	36,7
Rapport de dépendance démographique	61,8
Indice de remplacement de la main d'œuvre	79,1

Source : MFEQ<sup>6</sup>, 2012

<sup>6</sup> Le rapport de dépendance démographique mesure le poids relatif des jeunes (0-19 ans) et des aînés (65 ans et plus) sur la population en âge de travailler (20-64 ans). Cet indicateur mesure le rapport entre le nombre de personnes « à charge » supposées « dépendre » des autres pour leur vie quotidienne.

L'indice de remplacement mesure le renouvellement des personnes qui approchent de l'âge de la retraite (55-64 ans) par celles qui intègrent le marché du travail (20-29 ans). Ainsi, un indice de remplacement de 100 signifie que chaque personne qui s'apprête à se retirer du marché du travail est remplacée par une personne plus jeune. Un indice de remplacement supérieur à 100 signifie qu'il y a davantage de personnes qui arrivent sur le marché du travail que de gens qui approchent de la retraite.

### 3.2.2.2. Conditions de vie

Par rapport à l'ensemble du Québec, on constate qu'une proportion similaire de la population du Centre-du-Québec bénéficie de programmes d'aide au logement (SHQ, 2011). En effet, bien que le nombre de ménages soit moindre qu'en Montérégie et en Chaudière-Appalaches, une part importante des habitants utilise ce genre de programmes (tableau 48). C'est la population de la MRC de Bécancour qui fait usage, dans une plus grande part, du programme de HLM, et ce, dans un rapport deux fois plus fréquent que pour l'ensemble de la région. Ce sont toutefois les habitants de la MRC de L'Érable qui utilisent le plus le programme AccèsLogis. Le supplément au loyer est par contre beaucoup plus utilisé dans la MRC d'Arthabaska que dans toutes les autres MRC centricaises. C'est dans la MRC de Drummond où l'on retrouve le plus grand nombre de bénéficiaires du programme d'allocation-logement. Les familles monoparentales forment 7,6 % des ménages privés propriétaires, contre 14,4 % des ménages privés locataires (tableau 49). On constate que la plus grande part de la population centricaise se trouve en situation de défavorisation matérielle, le 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> quintile inférieur regroupant 32,6 % et 26,6 % de la population (tableau 50). Par contre, pour ce qui est de l'indice de défavorisation dans la dimension sociale, la population se situe principalement dans les deux premiers quintiles supérieurs. La population centricaise compte 7,7 % de prestataires d'aide sociale chez les 18 à 64 ans (tableau 51). La plus grande part de la population ne possède aucun diplôme (tableau 52). On constate que la MRC de Drummond est celle où le taux de ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement est le plus élevé (tableau 53). C'est aussi la MRC où l'on retrouve le plus haut taux de familles à faible revenu, bien que le revenu médian et le revenu moyen disponible ne soient pas les plus bas de la région (tableau 54). Il est donc possible que le taux d'effort des ménages s'explique par la valeur des logements et des résidences de la région. Quant aux services de santé, le taux d'occupation des soins généraux et des CHSLD est respectivement de 78,1 % et 96,7 % (tableau 55).

**Tableau 48. Logement social et aide au logement au Centre-du-Québec (2006)**

	HLM (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)	AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)	Supplément au loyer (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)	Allocation-logement (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)
<b>Centre-du-Québec</b>	<b>23,2</b>	<b>1,6</b>	<b>2,8</b>	<b>40,6</b>
L'Érable	14,4	4,8	2,2	26
Bécancour	41,5	0,9	0	25,8
Arthabaska	17,9	2,9	5,8	45,1
Drummond	23,4	0,4	2,1	47,5
Nicolet-Yamaska	31,3	0	0,5	25,9

Source : SHQ, 2011

Tableau 49. Familles monoparentales centricaises, selon le type d'occupation

	Ménages privés propriétaires (%)	Ménages privés locataires (%)
<b>Centre-du-Québec</b>	<b>7,6</b>	<b>14,4</b>
L'Érable	7,2	16,4
Bécancour	7,5	12,3
Arthabaska	8,4	14,4
Drummond	7	14,2
Nicolet-Yamaska	8,1	15

Source : SHQ, 2011

Tableau 50. Indice de défavorisation pour le Centre-du-Québec

Dimension matérielle	
1er quintile (supérieur)	4,9
2e quintile	13,3
3e quintile	22,7
4e quintile	32,6
5e quintile (inférieur)	26,6
Dimension sociale	
1er quintile (supérieur)	24,5
2e quintile	24,2
3e quintile	22,1
4e quintile	14,5
5e quintile (inférieur)	14,8

N.B. Indice de défavorisation<sup>7</sup> de Pampalon et Raymond, 2003

Source : Direction générale adjointe des politiques et de la prospective, 2011

<sup>7</sup> Chaque aire de diffusion au Québec, selon les concepts du recensement (unité de 400 à 700 personnes, définie par le code postal, soit un pêle de maisons dans les zones urbaines, une plus vaste étendue toutefois dans les zones rurales), peut être caractérisée à l'aide d'un rang centile pour chacune des variables retenues (limites inférieures et supérieures des diverses variables telles que le taux de personnes seules et ramenées sur une échelle de 0 à 100, etc.), dont la moyenne, pour chacune des dimensions matérielle et sociale, est ensuite associée à un quintile (20 %), correspondant à un découpage en cinq parties égales.

- Dimension matérielle : il s'agit d'un indicateur économique fondé sur la scolarité, le rapport emploi/population et le revenu moyen.
- Dimension sociale : il s'agit d'un indicateur social fondé sur l'éloignement par rapport à un réseau social en vertu d'une séparation, d'un divorce ou d'un veuvage, de la monoparentalité ou du fait d'être une personne seule.

**Tableau 51. Rapport de dépendance économique (2006) et données sur l'assistance sociale (juin 2013)**

Rapport de dépendance économique (\$)*	27,29 (14e)
Nombre d'adultes	11 323
Taux d'assistance sociale (18-64 ans) (%)	7,7
Nombre d'enfants	2 847
Taux d'assistance sociale (0-17 ans) (%)	6,2
Nombre total de prestataires	14 170
Taux d'assistance sociale (0-64 ans) (%)	7,3

\* Rapport de dépendance économique (RDE) : montant des transferts gouvernementaux pour 100 \$ de revenu d'emploi dans une région.

Source : MESS, 2013; Direction générale adjointe des politiques et de la prospective, 2011

**Tableau 52. Niveau de scolarité au Centre-du-Québec (% de la population régionale) (2006)**

Aucun diplôme	30,9
Diplôme d'études secondaires	21,7
Diplôme d'études professionnelles	19
Diplôme d'études collégiales	16,1
Certificat universitaire	N/D
Baccalauréat et plus	12,3

Source : ISQ, 2010

**Tableau 53. Répartition des ménages centricois en fonction du revenu consacré au logement (2006)**

	Moins de 30% (%)	De 30% à 49% (%)	50% et plus (%)
<b>Centre-du-Québec</b>	<b>82,1</b>	<b>11,2</b>	<b>6,8</b>
L'Érable	84,6	10,3	5,1
Bécancour	85	8,6	6,5
Arthabaska	81,9	11,3	6,7
Drummond	80,4	12,2	7,4
Nicolet-Yamaska	84,6	9,5	5,8

Source : SHQ, 2011

**Tableau 54. Revenu médian des travailleurs, taux de faible revenu des familles et revenu disponible des ménages, par MRC du Centre-du-Québec**

	Revenu médian des travailleurs (25-64 ans) (2011)(\$)	Taux de faible revenu des familles (2009)(%)	Revenu disponible des ménages par habitant (2011)(\$)
Arthabaska	33 564	14,4	23 401
Bécancour	35 398	13,6	24 918
Drummond	34 474	15,8	23 177
L'Érable	31 341	12,7	21 631
Nicolet-Yamaska	32 057	14,9	22 996

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 55. Données sur la santé au Centre-du-Québec (2009)**

Nombre de médecins	849
Nombre de médecins pour 100 000 hab.	172
Nombre du personnel infirmiers	5 443
Nombre du personnel infirmiers pour 100 000 hab.	1 105
Nombre de lits (soins généraux)	1 010
Nombre de lits (soins généraux) pour 100 000 hab.	205
Taux d'occupation (soins généraux) (%)	78,1
Nombre d'usagers (soins généraux)	42 050
Nombre de lits (CHSLD)	2 672
Nombre de lits (CHSLD) pour 100 000 hab.	543
Taux d'occupation (CHSLD) (%)	96,7
Nombre d'usagers (CHSLD)	4 627

Taux d'occupation des lits dressés

Source : ISQ(b), 2012

### 3.2.3. Chaudière-Appalaches

#### 3.2.3.1. Démographie

Le groupe des 45-64 ans est le plus représenté au sein de la population de la Chaudière-Appalaches, tout comme dans l'ensemble du Québec (tableau 56). Le deuxième groupe en importance est celui des 25-44 ans. Bien que la densité de population de la région soit plus élevée que la moyenne québécoise, la Ville de Lévis présente une certaine dissonance avec le reste de l'ensemble (tableau 57). C'est aussi cette agglomération qui connaîtra les meilleures perspectives démographiques d'ici 2031. Toutefois, la MRC de Lotbinière connaîtra une croissance semblable à celle du Québec. Cette croissance peut s'expliquer par la proximité du pôle urbain de Québec. De plus en plus de travailleurs s'installent dans cette MRC pour profiter des agréments du milieu, en plus du prix des résidences, tout en effectuant un navettage vers la capitale. La région connaîtra un accroissement de ses ménages de l'ordre de 21 % d'ici 2031, selon les prévisions démographiques (tableau 58). Pour l'instant, la population est répartie de manière presque équitable entre les zones urbaines (51,5 %) et les zones rurales (48,5 %) (tableau 59).

**Tableau 56. Population de la Chaudière-Appalaches et de ses MRC par groupe d'âge (2012)**

	Population totale	0-14 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et +
<b>QUÉBEC</b>	8 054 756	1 252 113	1 000 850	2 145 802	2 354 605	1 301 386
<b>Chaudière-Appalaches</b>	408 188	65 187	49 313	97 438	125 821	70 429
Beauce-Sartigan	51 400	8 416	6 381	12 884	15 549	8 170
Bellechasse	34 838	5 566	4 283	7 626	10 900	6 463
Les Appalaches	42 717	5 701	4 542	8 308	13 945	10 221
Les Etchemins	16 931	2 307	1 966	3 289	5 687	3 682
L'Islet	18 364	2 565	2 032	3 637	6 089	4 041
Lotbinière	29 587	5 132	3 631	6 898	9 011	4 915
Montmagny	22 810	3 128	2 477	4 685	7 375	5 145
La Nouvelle-Beauce	33 839	5 895	4 357	9 092	9 766	4 729
Robert-Cliche	18 828	3 238	2 332	4 516	5 509	3 233
Agglomération de la Ville de Lévis	138 874	23 239	17 312	36 503	41 990	19 830

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 57. Densité de population, solde migratoire et perspective démographique de la Chaudière-Appalaches et de ses MRC**

	Superficie (terre ferme) (2011) km <sup>2</sup>	Densité de pop. (2012) h/km <sup>2</sup>	Solde migratoire interrégional (2011-2012) hab.	Perspective démographique (variation 2031/2006) %
<b>QUÉBEC</b>	1 312 126	6,1	N/A	15,8
<b>Chaudière-Appalaches</b>	15 071	27,1	606	8,9
Beauce-Sartigan	1 952,80	26,3	57	6,1
Bellechasse	1 753,70	19,9	399	6,1
Les Appalaches	1 911,10	22,4	-172	-3,2
Les Etchemins	1 806	9,4	-109	-3,7
L'Islet	2 097,60	8,8	-33	-11,5
Lotbinière	1 664	17,8	315	15,7
Montmagny	1 694,90	13,5	45	-6,1
La Nouvelle-Beauce	904,7	37,4	136	19,5
Robert-Cliche	838,8	22,4	-101	-1,3
Agglomération de la Ville de Lévis	447,2	310,5	69	19,3

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 58. Évolution du nombre de ménages selon le scénario de référence de l'Institut de la Statistique du Québec pour la Chaudière-Appalaches (2006-2031)**

Nombre de ménages en 2006	161 067
Nombre de ménages en 2031	195 032
Accroissement net 2006- 2031	33 965
Variation du nombre de ménages 2006-2031 (%)	21

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 59. Autres données démographiques de la Chaudière-Appalaches (2011)**

Population urbaine (%)	51,5
Population rurale (%)	48,5
Rapport de dépendance démographique	63,4
Indice de remplacement de la main d'œuvre	77,7

Source : MFEQ<sup>8</sup>, 2012

---

<sup>8</sup> Le rapport de dépendance démographique mesure le poids relatif des jeunes (0-19 ans) et des aînés (65 ans et plus) sur la population en âge de travailler (20-64 ans). Cet indicateur mesure le rapport entre le nombre de personnes « à charge » supposées « dépendre » des autres pour leur vie quotidienne.

L'indice de remplacement mesure le renouvellement des personnes qui approchent de l'âge de la retraite (55-64 ans) par celles qui intègrent le marché du travail (20-29 ans). Ainsi, un indice de remplacement de 100 signifie que chaque personne qui s'apprête à se retirer du marché du travail est remplacée par une personne plus jeune. Un indice de remplacement supérieur à 100 signifie qu'il y a davantage de personnes qui arrivent sur le marché du travail que de gens qui approchent de la retraite.



### 3.2.3.2. Conditions de vie

Par rapport à l'ensemble du Québec, on constate qu'une moindre part de la population de la Chaudière-Appalaches bénéficie de programmes d'aide au logement (SHQ, 2011). Le programme de HLM est utilisé dans une plus grande proportion par les habitants de la MRC des Etchemins, suivi de près par la MRC de L'Islet (tableau 60). Ce sont les habitants de la MRC de Bellechasse qui utilisent le plus le programme AccèsLogis, alors que ce sont ceux de la MRC de Montmagny qui bénéficient le plus du supplément au loyer. Enfin, c'est dans la MRC de Beauce-Sartigan que l'allocation-logement bénéficie au plus grand nombre. Les familles monoparentales occupent 13,1 % des logements locatifs, et seulement 7,6 % sont propriétaires (tableau 61). Pour ce qui est de l'indice de défavorisation, selon la dimension matérielle, la plus grande part de la population se situe dans le 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> quintile (tableau 62). Par contre, la majorité de la population se trouve dans les deux premiers quintiles. Les prestataires d'aide sociale de 18-64 ans constituent 4,4 % de la population (tableau 63). Une bonne part de la population de la Chaudière-Appalaches ne détient aucun diplôme (tableau 64). Les MRC de Robert-Cliche et de L'Amiante sont celles où une plus grande part des ménages, comparativement au reste de la région, consacre de 30 % à 49 % de leur revenu au logement (tableau 65). C'est en Beauce-Sartigan où le taux de ménages consacrant plus de 50 % de leur revenu au logement est le plus élevé. À Montmagny, 14,2 % des familles sont considérées comme ayant un faible revenu, bien que le revenu médian et le revenu moyen disponible ne soient pas les plus bas de la région (tableau 66). Le taux d'occupation des lits dressés pour les soins généraux et en CHSLD est respectivement de 85,7 % et 95,7 % (tableau 67).

**Tableau 60. Logement social et aide au logement en Chaudière-Appalaches**

	HLM (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)	AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)	Supplément au loyer (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)	Allocation- logement (Nombre de ménages aidés/ 1000 habitants)
<b>Chaudière-Appalaches</b>	<b>18,7</b>	<b>6</b>	<b>3,5</b>	<b>27,1</b>
L'Islet	28,9	6,5	2,2	19,5
Montmagny	17,9	9,1	6,9	39,2
Bellechasse	22,3	9,9	5,1	21,5
Agglomération de la Ville de Lévis	18,1	6,9	4	25,7
La Nouvelle-Beauce	13,4	3,1	1,7	18,3
Robert-Cliche	21,4	5,4	2,8	37,2
Les Etchemins	29,6	5,5	3,2	28,9
Beauce-Sartigan	13,3	2,6	0,8	39,3
L'Amiante	18,1	4,7	3,2	21,6
Lotbinière	19,3	5,4	5,5	22,5

Source : SHQ, 2011

**Tableau 61. Familles monoparentales en Chaudière-Appalaches, selon le type d'occupation**

	Ménages privés propriétaires (%)	Ménages privés locataires (%)
<b>Chaudière-Appalaches</b>	<b>7,6</b>	<b>13,1</b>
L'Islet	7,7	14,1
Montmagny	7,6	13,6
Bellechasse	7,6	13,4
Agglomération de la Ville de Lévis	8,4	13,6
La Nouvelle-Beauce	6,9	11,3
Robert-Cliche	7,6	15,6
Les Etchemins	6,9	8,1
Beauce-Sartigan	7,9	13
L'Amiante	6,3	12,7
Lotbinière	7,3	12,2

Source : SHQ, 2011

**Tableau 62. Indice de défavorisation pour la Chaudière-Appalaches**

<b>Dimension matérielle</b>	
1er quintile (supérieur)	13,3
2e quintile	19,3
3e quintile	23,5
4e quintile	22
5e quintile (inférieur)	21,9
<b>Dimension sociale</b>	
1er quintile (supérieur)	30,5
2e quintile	26,8
3e quintile	20,8
4e quintile	13,8
5e quintile (inférieur)	8,1

N.B. Indice de défavorisation<sup>9</sup> de Pampalon et Raymond, 2003

Source : Direction générale adjointe des politiques et de la prospective, 2011

<sup>9</sup> Chaque aire de diffusion au Québec, selon les concepts du recensement (unité de 400 à 700 personnes, définie par le code postal, soit un pêle de maisons dans les zones urbaines, une plus vaste étendue toutefois dans les zones rurales), peut être caractérisée à l'aide d'un rang centile pour chacune des variables retenues (limites inférieures et supérieures des diverses variables telles que le taux de personnes seules et ramenées sur une échelle de 0 à 100, etc.), dont la moyenne, pour chacune des dimensions matérielle et sociale, est ensuite associée à un quintile (20 %), correspondant à un découpage en cinq parties égales.

- Dimension matérielle : il s'agit d'un indicateur économique fondé sur la scolarité, le rapport emploi/population et le revenu moyen.
- Dimension sociale : il s'agit d'un indicateur social fondé sur l'éloignement par rapport à un réseau social en vertu d'une séparation, d'un divorce ou d'un veuvage, de la monoparentalité ou du fait d'être une personne seule.

**Tableau 63. Rapport de dépendance économique (2006) et données sur l'assistance sociale (juin 2013)**

Rapport de dépendance économique (\$)*	21,91 (8e)
Nombre d'adultes	11 421
Taux d'assistance sociale (18-64 ans) (%)	4,4
Nombre d'enfants	2 045
Taux d'assistance sociale (0-17 ans) (%)	2,6
Nombre total de prestataires	13 466
Taux d'assistance sociale (0-64 ans) (%)	4

\*Rapport de dépendance économique (RDE) : montant des transferts gouvernementaux pour 100 \$ de revenu d'emploi dans une région.

Source : MESS, 2013; Direction générale adjointe des politiques et de la prospective, 2011

**Tableau 64. Niveau de scolarité en Chaudière-Appalaches (% de la population régionale) (2006)**

Aucun diplôme	27,9
Diplôme d'études secondaires	21,7
Diplôme d'études professionnelles	18,9
Diplôme d'études collégiales	17,1
Certificat universitaire	3,7
Baccalauréat et plus	10,8

Source : INRS et Emploi-Québec, 2011

**Tableau 65. Répartition des ménages de la Chaudière-Appalaches en fonction du revenu consacré au logement (2006)**

	Moins de 30% (%)	De 30% à 49% (%)	50% et plus (%)
<b>Chaudière-Appalaches</b>	<b>85,4</b>	<b>8,5</b>	<b>6,1</b>
L'Islet	86,9	7	6,1
Montmagny	83,6	9,5	7
Bellechasse	86,4	7,7	5,9
Lévis	86,2	8,4	5,4
La Nouvelle-Beauce	88	7,4	4,6
Robert-Cliche	85,2	9,6	5,2
Les Etchemins	84,9	9,5	5,5
Beauce-Sartigan	83,2	8,5	8,3
L'Amiante	83,3	9,6	7,1
Lotbinière	86,7	8	5,2

Source : SHQ, 2011

**Tableau 66. Revenu médian des travailleurs, taux de faible revenu des familles et revenu disponible des ménages, par MRC de la Chaudière-Appalaches**

	Revenu médian des travailleurs (25-64 ans) (2011)(\$)	Taux de faible revenu des familles (2009)(%)	Revenu disponible des ménages par habitant (2011)(\$)
Beauce-Sartigan	33 947	13,3	23 355
Bellechasse	35 756	8,8	24 236
Les Appalaches	32 574	13,7	20 950
Les Etchemins	31 879	12,4	19 306
L'Islet	32 785	10,7	20 805
Lotbinière	33 479	9,4	24 012
Montmagny	33 520	14,2	21 692
La Nouvelle-Beauce	36 481	8,3	25 543
Robert-Cliche	33 102	11,1	22 175

Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 67. Données sur la santé en Chaudière-Appalaches**

Nombre de médecins (2009)	676
Nombre de médecins pour 100 000 hab. (2009)	168
Nombre du personnel infirmiers (2009)	3 950
Nombre du personnel infirmiers pour 100 000 hab. (2009)	979
Nombre de lits (soins généraux) (2009)	513
Nombre de lits (soins généraux) pour 100 000 hab. (2009)	127
Taux d'occupation (soins généraux) (2009) (%)	85,7
Nombre d'usagers (soins généraux) (2009)	34 033
Nombre de lits (CHSLD) (2009)	2 096
Nombre de lits (CHSLD) pour 100 000 hab. (2009)	520
Taux d'occupation (CHSLD) (2009) (%)	95,7
Nombre d'usagers (CHSLD) (2009)	3771

Taux d'occupation des lits dressés

Source : ISQ(c), 2012

### **3.2.4. Enjeux sociaux**

Les trois régions administratives sont comparables sur de nombreux points. On considère habituellement le territoire formé par ces dernières comme étant le grenier du Québec, le premier fournisseur de produits agricoles. Outre la ressemblance de leurs secteurs économiques, ces régions sont aussi très semblables quant à la population qui les habite. Bien qu'il existe certaines particularités, les enjeux sociaux rencontrés sur le territoire sont très similaires.

Tout d'abord, la Montérégie, le Centre-du-Québec et la Chaudière-Appalaches sont des zones principalement rurales. Depuis quelques années déjà, les régions rurales du Québec font face à la problématique complexe de la dévitalisation de leur milieu. D'ailleurs, le MAMROT, à l'aide des données du recensement de 2006 de Statistique Canada, a recensé les « municipalités [qui] traversent des situations souvent difficiles sur les plans économique, social et démographique » (MAMROT, 2011). En Montérégie, il s'agit des municipalités de Massueville, Saint-Joseph-de-Sorel et Huntingdon. Au Centre-du-Québec, il s'agit des municipalités de Daveluyville, Notre-Dame-de-Ham, Lemieux, Sainte-Sophie-de-Lévrard et Villeroy. En Chaudière-Appalaches, ce sont les municipalités de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, Saint-Julien, Sainte-Sabine, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Magloire, Saint-Adalbert, Sainte-Félicité, Saint-Marcel, Saint-Omer, Tourville, Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-Paul-de-Montminy et Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues (MAMROT, 2008). Premièrement, la population se fait vieillissante. L'augmentation du nombre de personnes âgées induit une pression sur les services de santé, d'aide à domicile et autres, d'autant plus que ces services sont déjà moins présents dans les territoires ruraux. Par ailleurs, l'exode des jeunes vers les zones urbaines accélère cet effet de dévitalisation. Les régions rurales ont de la difficulté à retenir la main-d'œuvre agricole, en plus d'avoir du mal à maintenir le réseau scolaire en place. Les quelques services existants des zones rurales sont contraints de fermer en raison du manque de densité. Les personnes âgées ont alors plus de mal à obtenir des services et leur qualité de vie diminue, ce qui peut mener à une situation d'isolement et de détresse psychologique.

L'accès à des services de répit, d'accompagnement, de mobilité, tant pour les personnes handicapées que pour les gens sans moyen de transport personnel, ainsi qu'à des services de garderie mieux adaptés aux nouvelles réalités du travail (temps partiel, soir, fin de semaine) représente également un besoin de plus en plus pressant, aussi bien pour les petites municipalités que pour les grands centres urbains.

Les trois régions administratives présentent une amélioration quant à la formation de la main-d'œuvre. En effet, les diplômés postsecondaires ou universitaires sont en progression, alors que la proportion de gens n'ayant aucun diplôme est en baisse (Direction générale adjointe des politiques et de la prospective, 2011).

Bien que le territoire soit de composition principalement rurale, des centres urbains de moyenne à grande taille se retrouvent dans chacune des régions administratives à l'étude. Ces centres urbains vivent divers problèmes très différents des milieux ruraux. Par exemple, l'agglomération de Longueuil accueille chaque année des milliers de nouveaux immigrants. Certains d'entre eux peuvent éprouver des difficultés à se trouver un emploi et manquent d'accompagnement pour la reconnaissance de leurs acquis. Ils peuvent alors vivre une période de précarité économique.

Les logements abordables sont aussi un enjeu de taille pour les noyaux urbains. Les loyers à prix modique sont trop peu nombreux, et certains d'entre eux n'offrent pas un niveau de salubrité acceptable. Les personnes à faible revenu doivent donc se rabattre sur les logements conventionnels où les coûts sont beaucoup plus élevés. Certaines personnes pourront même vivre des périodes d'itinérance. Ce phénomène est d'ailleurs en hausse dans l'agglomération de Longueuil et à Lévis. Il est à noter que certains milieux ruraux vivent aussi une augmentation du coût du logement conventionnel. En effet, de petites municipalités rurales, à proximité d'un grand centre urbain, voient la valeur des habitations augmenter dû au phénomène de navettage des travailleurs. Les personnes à faible revenu installées dans ces municipalités ont de la difficulté à payer la hausse de leur compte de taxes et sont contraintes de se déplacer vers des régions plus éloignées non soumises à l'embourgeoisement.

Enfin, les inégalités sociales sont un enjeu bien présent sur le territoire, autant celles entre les hommes et les femmes que celles entre les différentes classes sociales. Le taux d'emploi et les salaires des femmes sont souvent moindres que celui des hommes. Certains territoires sont aussi touchés par la problématique du suicide. C'est particulièrement le cas en Chaudière-Appalaches.

## 3.3. Économie

### 3.3.1. Montérégie

En données absolues, c'est dans l'agglomération de la Ville de Longueuil qu'il y a le plus grand nombre de travailleurs âgés de 25 à 64 ans (tableau 68). Cependant, en nombre relatif par rapport à la population totale des 25-64 ans, c'est dans les MRC de Marguerite-D'Youville, de La Vallée-du-Richelieu, de Rouville et Les Jardins-de-Napierville qu'on observe les meilleurs taux. Dans la région, le taux d'activité (67,1 %) et le taux d'emploi (63,1 %) sont légèrement supérieurs à la moyenne québécoise de 65,4 % et 60,3 % (tableau 69). C'est dans le secteur du logement que la plus grande part des investissements (45,1 %) est effectuée (tableau 70). Le taux de chômage régional (5,9 %), pour sa part, est grandement inférieur à la moyenne provinciale (7,8 %). Cependant, chez les jeunes de 15 à 29 ans, il est plus élevé (11,6 %). Les emplois sont principalement concentrés dans le secteur tertiaire (73,1 %), où on observe aussi le plus grand nombre d'établissements (tableau 71). Ces emplois sont majoritairement (53,8 %) concentrés dans des établissements de petite taille (1 à 4 employés). L'indice de développement économique de la région est identique à celui de la province et le PIB régional représente 15,2 % du PIB du Québec (tableau 72 et annexe 4). Enfin, au niveau de la valeur des permis de bâtir et de la valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales, on observe de grandes disparités d'une MRC à l'autre. L'écart est considérable entre la MRC d'Acton, où la valeur des permis de bâtir s'établit à 8 106 \$ et la valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales s'élève à 152 655 \$, et l'agglomération de la Ville de Longueuil, où la valeur des permis de bâtir s'élève à 965 950 \$ et la valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales est de 322 009 \$ (tableau 73).

**Tableau 68. Nombre et taux de travailleurs de 25 à 64 ans par MRC de la Montérégie (2011)**

	Travailleur de 25-64 ans	Taux* de travailleur 25-64 ans (%)
Acton	6 054	73,6
Beauharnois-Salaberry	23 893	71,1
Brome-Missisquoi	21 928	72,6
La Haute-Yamaska	35 521	76,4
La Vallée-du-Richelieu	53 960	84,5
Le Haut-Richelieu	48 300	76,2
Le Haut-Saint-Laurent	7 584	65
Les Jardins-de-Napierville	11 756	81,3
Les Maskoutains	35 556	78,2
Marguerite-D'Youville	34 820	85,7
Pierre-De Saurel	19 084	68,4
Roussillon	74 065	81
Rouville	15 700	82,3
Vaudreuil-Soulanges	64 207	83
Agglomération de la Ville de Longueuil	170 166	74,7

\*Nombre de travailleurs de 25 à 64 ans par rapport à la population totale des 25 à 64 ans  
Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 69. Données sur l'emploi en Montérégie**

Nombre d'emploi (k) (avril 2013)	764,9
Taux d'activité (avril 2013) (%)	67,1
Taux d'emploi (avril 2013) (%)	63,1
Taux d'emploi (15-29 ans) (2011) (%)	66,7
Taux de chômage (avril 2013) (%)	5,9
Taux de chômage (15-29 ans) (2011) (%)	11,6
Emploi secteur primaire (2011) (%)	2,8
Emploi secteur secondaire (2011) (%)	20,6
Emploi secteur secondaire (construction) (2011)(%)	5,8
Emploi secteur secondaire (fabrication) (2011) (%)	14,8
Emploi secteur tertiaire (2011) (%)	76,6
Nombre de travailleurs indépendants (2011)	103,9
Taux de travailleurs indépendants (2011) (%)	14,2
Nombre d'emploi à temps plein (2011) (k)	585,8
Nombre d'emploi à temps partiel (2011) (k)	143,6
Part de l'emploi à temps partiel (2011) (%)	19,7

Source : ISQ(b), 2013 ; MFEQ, 2012

**Tableau 70. Types d'investissement en absolu et en part relative en Montérégie (2012)**

	Investissement (en k\$)	Part relative (%)
Biens (K\$)	1 895 568	16,1
Services (K\$)	4 570 423	38,8
Logements (K\$)	5 306 916	45,1
Total (Biens+Services+Logements)	11 772 907	100
Privé non-résidentiel (K\$)	3 415 609	29
Public	3 050 382	25,9

Source : ISQ(d), 2012



**Tableau 71. Type et taille des établissements, en Montérégie (2011)**

Établissements Secteur primaire (%)	6,2
Établissements Secteur secondaire (%)	20,7
Établissements Secteur tertiaire (%)	73,1
% d'établissement (1-4 employés)	53,8
% d'établissement (5-49 employés)	42
% d'établissement (50-199 employés)	3,7

Source : MFEQ, 2012

**Tableau 72. Produit intérieur brut régional par grands secteurs de la Montérégie (2011)**

PIB (ensemble des industries) (k\$)	45 802 687
PIB (production de biens) (k\$)	15 569 029
PIB (services) (k\$)	30 233 657
PIB (production industrielle) (k\$)	10 834 134
PIB (agriculture, foresterie, chasse et pêche) (k\$)	1 075 774
PIB (culture agricole et élevage) (k\$)	960 673
PIB (extraction minière et extraction de pétrole et de gaz) (k\$)	88 838
PIB (service publics) (k\$)	1 820 367
PIB (construction) (k\$)	3 659 121
PIB (fabrication) (k\$)	8 924 929
<b>Poid économique (2010) par rapport au Qc (%)</b>	<b>15,2</b>
<b>Indice de développement économique (2011) (Qc= 100)</b>	<b>100</b>

Source : ISQ, 2011

**Tableau 73. Valeur totale des permis de bâtir (2012) et valeur foncière des maisons unifamiliales (2013), par MRC de la Montérégie**

	Valeur totale des permis de bâtir (K\$)	Valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales (\$)
Acton	8 106	152 655
Beauharnois-Salaberry	9 101	190 292
Brome-Missisquoi	160 753	243 473
La Haute-Yamaska	148 935	211 911
La Vallée-du-Richelieu	277 199	298 716
Le Haut-Richelieu	177 537	244 536
Le Haut-Saint-Laurent	20 348	170 847
Les Jardins-de-Napierville	71 753	220 624
Les Maskoutains	192 368	214 511
Marguerite-D'Youville	134 682	279 616
Pierre-De Saurel	66 184	164 512
Roussillon	292 901	270 387
Rouville	41 957	228 607
Vaudreuil-Soulanges	422 771	283 691
Agglomération de la Ville de Longueuil	965 950	322 009

Source : ISQ(b), 2013

La prochaine section présente une synthèse des enjeux économiques de la Montérégie, divisée en secteur économique. Un bref survol de ceux-ci sera effectué pour le secteur agricole ainsi que les secteurs de la fabrication, de la construction et des services. Il s'appuie fortement sur les analyses sectorielles réalisées par l'économiste Hélène Mercille (Service Canada(c), 2012). De plus, l'information contenue dans le rapport sur les perspectives démographiques 2006-2056 produit par l'Institut de la statistique du Québec et celle du portail sur les profils régionaux des créneaux d'excellence du projet ACCORD du ministère des Finances et de l'Économie du Québec viendront compléter la synthèse (MFEQ, 2013).

### **3.3.1.1. Enjeux économiques régionaux**

Deuxième région administrative la plus peuplée après Montréal, la Montérégie devrait miser sur une croissance soutenue de sa population pour l'horizon 2031 (ISQ, 2009). Très influencée par la destinée économique de la métropole voisine, la vigueur démographique de la région fait état d'un fort potentiel de main-d'œuvre. En effet, la proximité de Montréal polarise une main-d'œuvre qualifiée et diversifiée. De plus, sa situation géographique avantageuse vis-à-vis du marché américain constitue un avantage indéniable pour l'essor d'entreprises exportatrices (CRÉ Montérégie-Est, 2013).

#### **Secteur agricole**

Le secteur primaire en Montérégie est dominé par le secteur de l'agriculture, qui représente environ 15 500 emplois et 23 % du nombre total des fermes québécoises. À l'image de la province, la région enregistre depuis plusieurs années une diminution du nombre d'exploitations agricoles, mais une augmentation des superficies par ferme et une hausse de la productivité. Enfin, les recettes générées par l'agriculture montérégienne devraient croître dans les prochaines années, mais le nombre d'emplois, lui, devrait diminuer en lien avec l'innovation technologique (Service Canada(c), 2012).

#### **Secteur de la fabrication**

Au cours des dernières années, le secteur de la fabrication en Montérégie a grandement souffert de la vigueur de la devise canadienne par rapport à la devise américaine, de la récession économique aux États-Unis, de la concurrence des pays émergents et de la hausse des prix de l'énergie. Cependant, certains sous-secteurs de la fabrication semblent promis à la prospérité. C'est le cas de ceux liés à la consommation d'aliments, de boissons et de tabac, aux produits minéraux non métalliques, aux produits en plastique et caoutchouc, aux produits métalliques, aux machines, aux produits informatiques et électroniques, aux matériaux, appareils et composants électriques et au matériel de transport. Enfin, certains sous-secteurs de la fabrication devraient continuer à décliner, tels ceux liés aux textiles et produits textiles, aux vêtements et produits en cuir, à l'impression et aux activités connexes, aux produits en bois, au papier, aux produits du pétrole et du charbon, à la première transformation des métaux et aux produits chimiques (Service Canada(c), 2012).

### **Secteur de la construction**

Depuis plusieurs années, le secteur de la construction, en Montérégie, se porte bien. La croissance démographique de la région stimule la construction du secteur résidentiel, qui représente environ 75 % de la valeur des permis de bâtir. Selon l'Institut de la statistique du Québec, la région devrait connaître une croissance démographique de 22 % pour la période 2006-2031 (ISQ, 2009). Cette évolution positive devrait continuer de supporter la croissance dans le domaine de la construction résidentielle. Du côté des infrastructures, le parachèvement de l'autoroute 35 devrait stimuler l'emploi jusqu'en 2017 (Service Canada(c), 2012).

### **Secteur des services**

À l'instar du secteur de la construction résidentielle, l'évolution du secteur des services est fortement liée aux tendances démographiques. Ainsi, dans l'ensemble, ce secteur devrait être en croissance dans les années à venir (ISQ, 2009). En Montérégie, une forte proportion des travailleurs (73 %) œuvre dans ce secteur et c'est le commerce de détail qui affiche la plus forte part de l'emploi total. D'ailleurs, il devrait continuer de connaître une croissance marquée en lien avec les nombreux projets commerciaux à venir. À titre d'exemple, le projet de complexe commercial à Châteauguay, la phase 3 du Quartier Dix-30 de Brossard et l'agrandissement des promenades Saint-Bruno vont appuyer cette vigueur. Dans le secteur des services, une distinction est généralement faite entre ceux liés à la consommation et ceux qui ont un fort potentiel de croissance, ou qui ont davantage de valeur ajoutée. Cette deuxième catégorie de services fait référence à ce qu'on appelle le « tertiaire moteur ». Dans ce secteur, la Montérégie devrait connaître une croissance dans les prochaines années. Elle sera observable autant dans les services liés à la production que dans les services gouvernementaux et parapublics. Dans la première catégorie, le commerce de gros, le transport et l'entreposage ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques connaîtront une croissance supérieure à la moyenne québécoise. Dans la deuxième catégorie, la hausse des naissances depuis 2003 devrait stimuler la croissance des services scolaires et le vieillissement de la population, celle des services du domaine de la santé (Service Canada(c), 2012).

### 3.3.2. Centre-du-Québec

En données absolues, c'est dans l'agglomération de la MRC de Drummond qu'il y a le plus grand nombre de travailleurs âgés de 25 à 64 ans. Cependant, en nombre relatif par rapport à la population totale des 25-64 ans, on observe des taux similaires dans l'ensemble des MRC (tableau 74). Dans la région, le taux d'activité (63,8 %) et le taux d'emploi (59,4 %) sont légèrement inférieurs à la moyenne québécoise de 65,4 % et 60,3 % (tableau 75). C'est dans le secteur des biens que la plus grande part des investissements (35,9 %) est effectuée (tableau 76). Le taux de chômage régional (6,9 %), pour sa part, est légèrement inférieur à la moyenne provinciale (7,8 %). Cependant, chez les jeunes de 15 à 29 ans, il est plus élevé (10 %). Les emplois sont principalement concentrés dans le secteur tertiaire (63,5 %), où on observe aussi le plus grand nombre d'établissements (tableau 77). Ces emplois sont majoritairement (52,6 %) concentrés dans des établissements de petite taille (1 à 4 employés). L'indice de développement économique de la région est inférieur à celui de la province et le PIB régional représente seulement 2,7 % du PIB du Québec (tableau 78 et annexe 5). Enfin, au niveau de la valeur des permis de bâtir les MRC de Drummond et d'Arthabaska enregistrent des valeurs des permis de bâtir grandement supérieures aux autres MRC. Cependant, sur le plan de la valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales, on observe une relative homogénéité d'une MRC à l'autre (tableau 79).

**Tableau 74. Nombre et taux de travailleurs de 25 à 64 ans par MRC du Centre-du-Québec (2011)**

	Travailleur de 25-64 ans	Taux* de travailleur 25-64 ans (%)
Arthabaska	28 223	75,2
Bécancour	7 756	74
Drummond	39 864	73,2
L'Érable	9 169	76,1
Nicolet-Yamaska	8 875	73,3

\*Nombre de travailleurs de 25 à 64 ans par rapport à la population totale de 25 à 64 ans  
Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 75. Données sur l'emploi au Centre-du-Québec**

Nombre d'emplois (k) (avril 2013)	114,5
Taux d'activité (avril 2013) (%)	63,8
Taux d'emploi (avril 2013) (%)	59,4
Taux d'emploi (15-29 ans) (2011) (%)	68,8
Taux de chômage (avril 2013) (%)	6,9
Taux de chômage (15-29 ans) (2011) (%)	10
Emploi secteur primaire (2011) (%)	7
Emploi secteur secondaire (2011) (%)	29,4
Emploi secteur secondaire (construction) (2011) (%)	5,5
Emploi secteur secondaire (fabrication) (2011) (%)	23,9
Emploi secteur tertiaire (2011) (%)	63,4
Nombre de travailleurs indépendants (2011)	15,3
Taux de travailleurs indépendants (2011) (%)	14,1
Nombre d'emploi à temps plein (2011) (k)	86,9
Nombre d'emplois à temps partiel (2011) (k)	21,7
Part de l'emploi à temps partiel (2011) (%)	20

Source : ISQ(b), 2013 ; MFEQ, 2012

**Tableau 76. Types d'investissement en absolu et en part relative dans le Centre-du-Québec (2012)**

	Investissement (en k\$)	Part relative (%)
Biens (K\$)	684 654	35,9
Services (K\$)	584 286	30,6
Logements (K\$)	640 163	33,5
Total (Biens+Services+Logements)	1 909 103	100
Privé non-résidentiel (K\$)	714 338	37,4
Public	554 601	29,1

Source : ISQ(b), 2012

**Tableau 77. Type et taille des établissements dans le Centre-du-Québec (2011)**

Établissements Secteur primaire (%)	15,6
Établissements Secteur secondaire (%)	20,9
Établissements Secteur tertiaire (%)	63,5
% d'établissement (1-4 employés)	52,6
% d'établissement (5-49 employés)	43,1
% d'établissement (50-199 employés)	3,7

Source : MFEQ, 2012

**Tableau 78. Produit intérieur brut régional par grands secteurs du Centre-du-Québec (2011)**

PIB (ensemble des industries) (k\$)	7 974 534
PIB (production de biens) (k\$)	3 565 910
PIB (services) (k\$)	4 408 624
PIB (production industrielle) (k\$)	2 587 190
PIB (agriculture, foresterie, chasse et pêche) (k\$)	385 830
PIB (culture agricole et élevage) (k\$)	356 709
PIB (extraction minière et extraction de pétrole et de gaz) (k\$)	19 643
PIB (service publics) (k\$)	584 040
PIB (construction) (k\$)	592 890
PIB (fabrication) (k\$)	1 983 507
<b>Poid économique (2010) par rapport au Qc (%)</b>	<b>2,7</b>
<b>Indice de développement économique (2011) (Qc=100)</b>	<b>93,5</b>

Source : ISQ, 2011

**Tableau 79. Valeur totale des permis de bâtir (2012) et valeur foncière des maisons unifamiliales (2013), par MRC du Centre-du-Québec**

	Valeur totale des permis de bâtir (K\$)	Valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales (\$)
Arthabaska	116 836	145 841
Bécancour	29 367	125 639
Drummond	230 762	168 272
L'Érable	29 177	125 847
Nicolet-Yamaska	24 979	127 546

Source : ISQ(b), 2013

La prochaine section présente une synthèse des enjeux économiques du Centre-du-Québec, divisée en secteur économique. Un bref survol de ceux-ci sera effectué pour le secteur agricole ainsi que les secteurs de la fabrication, de la construction et des services. Il s'appuie fortement sur les analyses sectorielles réalisées par l'économiste Jean Ruel (Service Canada(a), 2012). De plus, l'information contenue dans le rapport sur les perspectives démographiques 2006 2056 produit par l'Institut de la statistique du Québec et celle du portail sur les profils régionaux des créneaux d'excellence du projet ACCORD du ministère des Finances et de l'Économie du Québec viendront compléter la synthèse (MFEQ, 2013).

### **3.3.2.1. Enjeux économiques régionaux**

Bien que l'économie de la région administrative du Centre-du-Québec soit en mutation depuis une dizaine d'années, sa structure repose encore fortement sur le secteur de la fabrication et sur le secteur primaire. Pour sa part, le secteur des services est en croissance et représente environ 60 % du volume d'emplois. Cependant, c'est toujours considérablement inférieur à la moyenne québécoise de 79 % (Service Canada(a), 2012). En outre, dans les prochaines années, la population devrait croître, malgré une tendance à la baisse de l'accroissement naturel. Toutefois, la population centricoise se fera vieillissante : de 15 % de la population en 2006, les 65 ans et plus pourraient représenter 29 % des effectifs en 2031 (ISQ, 2009). Cette tendance démographique aura un impact certain sur l'évolution économique de la région, notamment dans le secteur des services.

#### **Secteur agricole**

L'agriculture occupe une place importante de l'économie centricoise. En effet, le secteur agricole représente 7,3 % de l'emploi total de la région (comparativement à 1,4 % pour l'ensemble du Québec). À l'instar de la Montérégie, le nombre d'exploitations agricoles diminue dans la région et la superficie des fermes augmente. À la différence de l'agriculture québécoise, la région enregistre une croissance du nombre d'emplois agricoles. D'ailleurs, ceux-ci sont de plus en plus pourvus par une main-d'œuvre saisonnière provenant de pays latino-américains. Enfin, puisque 70 % des recettes régionales dépendent de la production animale, l'évolution de ce marché à l'échelle provinciale, nationale et internationale dictera la destinée de l'agriculture du Centre-du-Québec (Service Canada(a), 2012).

#### **Secteur de la fabrication**

Jadis, la fabrication de textiles, de vêtements et de meubles incarnait la locomotive économique du Centre-du-Québec. Bien que ce secteur soit toujours un important employeur régional (11 500 emplois), plusieurs entreprises ont délocalisé leurs manufactures vers les pays émergents au cours de la dernière décennie. Malgré cette situation, quelques sous-secteurs de la fabrication devraient connaître la croissance dans un avenir rapproché. C'est le cas de celui lié à la consommation d'aliments, de boissons et de tabac. D'ailleurs, la présence de plusieurs abattoirs, de fromageries et de

centres de transformation de la canneberge consolide ce potentiel. Enfin, la production de matériel de transport offre aussi des perspectives intéressantes (Service Canada(a), 2012). D'ailleurs, la région mise sur le créneau Fournisseurs et équipementiers pour véhicules commerciaux, véhicules spéciaux et produits récréatifs du projet ACCORD. Des entreprises dynamiques telles que Soucy International, Métal Grenier, Bateaux Princecraft et Sixpro sont des chefs de file dans le domaine (MFEQ, 2013).

### **Secteur de la construction**

Dans le Centre-du-Québec, le secteur de la construction devrait être stable. Cependant, la région devrait enregistrer un recul des mises en chantier pour la construction résidentielle. C'est donc du côté de la construction non résidentielle qu'une croissance sera observée. Dans ce secteur, le renforcement de l'alimentation électrique du parc industriel de Bécancour, le prolongement du pipeline d'Ultramar, les travaux de voiries et la construction commerciale devraient croître (Service Canada(a), 2012).

### **Secteur des services**

Le secteur de commerce de détail est le principal employeur du Centre-du-Québec. Il fournit 13 000 emplois, ce qui représente 12 % du total régional. C'est un secteur qui devrait connaître une croissance dans les prochaines années, mais elle sera fortement concentrée dans les deux principaux pôles de la région que sont Drummondville et Victoriaville. Ces deux villes accaparent à elles seules environ 70 % des emplois du commerce de détail. C'est le même phénomène pour le domaine de l'hébergement. L'ajout d'un centre des congrès au complexe hôtelier Le Victorin, à Victoriaville, et la construction d'un centre de foire, à Drummondville, devrait stimuler ce secteur. Les services liés à la production, pour leur part, devraient continuer de connaître la croissance dans les prochaines années. Le commerce de gros ainsi que le transport et l'entreposage devraient contribuer le plus à la vigueur de ce secteur. Du côté des services publics, notons le projet de campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières de Drummondville qui devrait stimuler le domaine de l'enseignement. Pour ce qui est des services de la santé, une croissance devrait être observée, en lien avec le vieillissement de la population de la région (Service Canada(a), 2012).



### 3.3.3. Chaudière-Appalaches

En données absolues, c'est dans l'agglomération de la Ville de Lévis qu'il y a le plus grand nombre de travailleurs âgés de 25 à 64 ans. Cependant, en nombre relatif par rapport à la population totale des 25-64 ans, c'est dans la MRC de La Nouvelle-Beauce qu'on observe le taux le plus élevé (tableau 80). Dans la région, le taux d'activité (67,3 %) et le taux d'emploi (63,6 %) sont légèrement supérieurs à la moyenne québécoise de 65,4 % et 60,3 % (tableau 81). Les secteurs des services (34,5 %) et du logement (34,5 %) accaparent une part égale des investissements régionaux (tableau 82). Le taux de chômage régional (5,5 %), pour sa part, est grandement inférieur à la moyenne provinciale (7,8 %). Quoique plus élevé chez les jeunes de 15 à 29 ans (7,1 %), il demeure tout de même inférieur à la moyenne québécoise. Les emplois sont principalement concentrés dans le secteur tertiaire (68,1 %), où on observe aussi le plus grand nombre d'établissements (tableau 83). Ces emplois sont majoritairement (54,8 %) concentrés dans des établissements de petite taille (1 à 4 employés). L'indice de développement économique de la région est légèrement supérieur à celui de la province et le PIB régional représente 4,6 % du PIB du Québec (tableau 84 et annexe 6). Enfin, au niveau de la valeur des permis de bâtir et de la valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales, on observe de grandes disparités entre l'agglomération de la Ville de Lévis et les autres MRC (tableau 85). Par exemple, l'écart est considérable entre la MRC des Etchemins, où la valeur des permis de bâtir s'élève à 12 153 \$ et la valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales s'établit à 101 012 \$, et l'agglomération de la Ville de Lévis, où la valeur des permis de bâtir s'établit à 319 603 \$ et la valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales s'élève à 256 850 \$.

**Tableau 80. Nombre et taux de travailleurs de 25 à 64 ans par MRC de la Chaudière-Appalaches (2011)**

	Travailleur de 25-64 ans	Taux* de travailleur 25-64 ans (%)
Beauce-Sartigan	21 457	75,6
Bellechasse	14 790	80
Les Appalaches	15 599	68,9
Les Etchemins	6 280	68,8
L'Islet	7 174	72,5
Lotbinière	12 685	80,1
Montmagny	8 768	72,1
La Nouvelle-Beauce	15 754	83,8
Robert-Cliche	7 749	76,7
Ville de Lévis	64 229	81,7

\*Nombre de travailleurs de 25 à 64 ans par rapport à la population totale de 25 à 64 ans  
Source : ISQ(b), 2013

**Tableau 81. Données sur l'emploi en Chaudière-Appalaches**

Nombre d'emplois (k) (avril 2013)	214
Taux d'activité (avril 2013) (%)	67,3
Taux d'emploi (avril 2013) (%)	63,6
Taux d'emploi (15-29 ans) (2011) (%)	76,2
Taux de chômage (avril 2013) (%)	5,5
Taux de chômage (15-29 ans) (2011) (%)	7,1
Emploi secteur primaire (2011) (%)	4,8
Emploi secteur secondaire (2011) (%)	27,1
Emploi secteur secondaire (construction) (2011) (%)	7,3
Emploi secteur secondaire (fabrication) (2011) (%)	19,8
Emploi secteur tertiaire (2011) (%)	68,1
Nombre de travailleurs indépendants (2011)	29,2
Taux de travailleurs indépendants (2011) (%)	13,3
Nombre d'emplois à temps plein (2011) (k)	181,2
Nombre d'emplois à temps partiel (2011) (k)	38,6
Part de l'emploi à temps partiel (2011) (%)	17,6

Source : ISQ(b), 2013; MFEQ, 2012

**Tableau 82. Types d'investissement en absolu et en part relative en Chaudière-Appalaches (2012)**

	Investissement (en k\$)	Part relative (%)
Biens (K\$)	1 057 870	31,1
Services (K\$)	1 173 961	34,5
Logements (K\$)	1 174 489	34,5
Total (Biens+Services+Logements)	3 406 320	100
Privé non-résidentiel (K\$)	1 504 928	44,2
Public	726 902	21,3

Source : ISQ(c), 2012

**Tableau 83. Type et taille des établissements en Chaudière-Appalaches (2011)**

Établissements Secteur primaire (%)	14
Établissements Secteur secondaire (%)	21,3
Établissements Secteur tertiaire (%)	64,7
% d'établissement (1-4 employés)	54,8
% d'établissement (5-49 employés)	40,9
% d'établissement (50-199 employés)	3,6

Source : MFEQ, 2012

**Tableau 84. Produit intérieur brut régional par grands secteurs et indice de développement économique de la Chaudière-Appalaches, 2011**

PIB (ensemble des industries) (k\$)	12 836 853
PIB (production de biens) (k\$)	4 690 305
PIB (services) (k\$)	8 146 547
PIB (production industrielle) (k\$)	3 192 695
PIB (agriculture, foresterie, chasse et pêche) (k\$)	592 631
PIB (culture agricole et élevage) (k\$)	509 956
PIB (extraction minière et extraction de pétrole et de gaz) (k\$)	56 090
PIB (service publics) (k\$)	215 815
PIB (construction) (k\$)	904 979
PIB (fabrication) (k\$)	2 920 789
<b>Poid économique (2010) par rapport au Qc (%)</b>	<b>4,6</b>
<b>Indice de développement économique (2011) (QC=100)</b>	<b>100,4</b>

Source : ISQ, 2011

**Tableau 85. Valeur totale des permis de bâtir (2012) et valeur foncière des maisons unifamiliales (2013), par MRC de la Chaudière-Appalaches**

	Valeur totale des permis de bâtir (K\$)	Valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales (\$)
Beauce-Sartigan	95 294	137 595
Bellechasse	50 596	167 430
Les Appalaches	45 050	123 122
Les Etchemins	12 153	101 012
L'Islet	9 958	108 367
Lotbinière	47 462	170 585
Montmagny	29 670	133 160
La Nouvelle-Beauce	93 888	171 627
Robert-Cliche	14 138	121 358
Ville de Lévis	319 603	256 850

Source : ISQ(b), 2013

La prochaine section présente une synthèse des enjeux économiques de Chaudière-Appalaches, divisée en secteur économique. Un bref survol de ceux-ci sera effectué pour le secteur agricole ainsi que les secteurs de la fabrication, de la construction et des services. Il s'appuie fortement sur les analyses sectorielles réalisées par l'économiste Denis Gagnon (Service Canada(b), 2012). De plus, l'information contenue dans le rapport sur les perspectives démographiques 2006-2056 produit par l'Institut de la statistique du Québec et celle du portail sur les profils régionaux des créneaux d'excellence du projet ACCORD du ministère des Finances et de l'Économie du Québec viendront compléter la synthèse (MFEQ, 2013).

### **3.3.3.1. Enjeux économiques régionaux**

Statistiquement, la région de la Chaudière-Appalaches se classe en tête de peloton des régions économiques canadiennes. On y enregistre les meilleurs résultats des 17 régions administratives du Québec sur le plan du chômage, du taux d'activité et du taux d'emploi. Cependant, la vigueur économique régionale est répartie inégalement sur le territoire. Alors que l'agglomération de Lévis et la Beauce constituent de vigoureux pôles de développement économique, les communautés situées plus à l'est connaissent une décroissance marquée de leurs activités économiques. Ce phénomène devrait s'exacerber dans les prochaines années en lien avec le vieillissement de la population et l'exode des jeunes vers la Communauté métropolitaine de Québec (qui inclut le grand Lévis). En effet, il est à prévoir que les communautés éloignées des principaux centres urbains soient aux prises avec un problème de dévitalisation (SIMARD, 2006). Enfin, bien que la Beauce soit toujours un fleuron de l'entrepreneuriat québécois, la diminution des exportations, liée à la perte de vitesse de l'économie américaine, a provoqué une hécatombe dans le secteur manufacturier (Service Canada(b), 2012).

#### **Secteur agricole**

La région de la Chaudière-Appalaches est une des régions les plus rurales du Québec. En effet, elle concentre environ 12 % du nombre total des travailleurs agricoles et environ le quart des fermes de la province. À l'instar des autres régions agraires du Québec, la région connaît une diminution du nombre d'exploitations agricoles, mais une augmentation de la superficie de ces dernières. D'ailleurs, l'élevage, qui était jadis l'activité dominante, fait graduellement place à un grand nombre de cultures maraîchères. Dans les prochaines années, la rentabilité des activités agricoles de la Chaudière-Appalaches dépendra fortement de la mise en marché des produits et de la main-d'œuvre. Du côté du capital humain, le problème de la relève se pose, car les travailleurs spécialisés se font vieillissants. En 2011, la moyenne d'âge des agriculteurs était de 51 ans. De plus, la région souffre d'un manque de main-d'œuvre saisonnière. Conséquemment, les exploitants font de plus en plus appel à la main-d'œuvre étrangère (Service Canada(b), 2012).

**Secteur de la fabrication**

La région de la Chaudière-Appalaches est la troisième région manufacturière du Québec en emplois absolus et la deuxième pour la proportion liée au nombre total d'emplois dans la région. Cependant, bien que le secteur de la fabrication occupe toujours une part importante du portrait économique, il est fortement en déclin depuis une décennie. En effet, de 2002 à 2010, la région a perdu 14 000 emplois liés à la fabrication, ce qui représente 25 % du total de cette sphère d'activité. Très dépendant de l'économie américaine pour les exportations (surtout le secteur du meuble), le secteur manufacturier a souffert de la vigueur du dollar canadien et de la récession économique américaine. Mais encore, la concurrence des pays émergents dans ce domaine laisse entrevoir un avenir difficile. Cependant, dans les prochaines années, la région va miser sur la fabrication à forte valeur ajoutée pour retrouver la prospérité (MFEQ, 2013). C'est du côté des matériaux composites et du plastique, du bois pour l'habitation et des textiles techniques que l'attention sera portée. Enfin, plusieurs entrepreneurs de la région ont manifesté leur intérêt pour les projets de développement du nord du Québec. Ils espèrent pouvoir trouver la prospérité par le biais de la demande (bâtiment préfabriqué, métaux issus de la première transformation, produits métalliques et structures d'acier et machineries) induite par les projets qui pourraient voir le jour dans la partie septentrionale de la province (Service Canada(b), 2012).

**Secteur de la construction**

Depuis une dizaine d'années, le secteur de la construction connaît une croissance soutenue. C'est à la fois le secteur résidentiel et le secteur non résidentiel qui sont responsables de cette vigueur. Dans l'agglomération de Lévis, les projets sont nombreux. Les développements résidentiels tels que Le Diamantin, le quartier Miscéo, L'Allée Saint-Georges, Le Boisé du Golf, la Villa des forts et l'espace Saint-Louis vont contribuer à la création d'emplois dans les prochaines années. Dans le secteur non résidentiel, la construction d'un immeuble à bureaux de 15 étages sur le Campus Desjardins, l'implantation de l'Innoparc et le développement du quartier résidentiel et commercial de Saint-Romuald vont contribuer à la vitalité économique de la région. Non loin, la station touristique du Massif du Sud aura son village de montagne. En outre, de nombreux projets d'ajout ou de rénovation d'infrastructures seront mis en place dans les prochaines années. Mais encore, de nombreux projets dans le secteur énergétique seront réalisés. Mentionnons, entre autres, l'aménagement de deux parcs éoliens (Massif du Sud et des Moulins), la construction d'une ligne électrique entre Lévis et Saint-Agapit, la modernisation du barrage Sartigan, le prolongement du gazoduc de Gaz Métro entre Vallée-Jonction et Thetford Mines et les travaux de réfection à la raffinerie Jean-Gaulin de Saint-Romuald (Service Canada(b), 2012).

### **Secteur des services**

Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, l'économie de la Chaudière-Appalaches est en pleine mutation. D'une économie fortement dépendante des secteurs primaire et secondaire, elle connaît une transition axée davantage sur le commerce, les services aux particuliers et aux entreprises, mais surtout les services à la production. Dans cette dernière catégorie, les domaines des finances, des assurances, de l'immobilier et de la location jouent le rôle de locomotive. Il est à noter que le Mouvement Desjardins va consolider sa présence à Lévis avec le projet de la Cité Desjardins de la coopération. Du côté des services reliés au transport, la Société de Transport de Lévis devrait continuer d'accroître son offre de transport en commun et donc de hausser les investissements dans ce domaine. Pour sa part, le secteur des services d'architecture et d'ingénierie devrait profiter des nombreux chantiers qui vont émerger. Enfin, le secteur des services publics de la région devrait croître, surtout dans le domaine de la santé. En effet, l'accroissement et le vieillissement de la population vont induire une hausse de la demande pour ce type de services. Cependant, pour ce qui est des différents services fédéraux, leur poids relatif devrait décroître (Service Canada(b), 2012).

### **3.3.4. Enjeux économiques globaux**

À l'image du Québec, les régions administratives de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de la Chaudière-Appalaches sont des espaces économiques fortement influencés par la conjoncture économique nationale et internationale. Puisqu'elles sont très dépendantes de leurs exportations, le ralentissement de l'économie américaine depuis 2008 et la vigueur du dollar canadien des dernières années ont eu un impact négatif sur le rendement et la structure économique de ces régions. De plus, la mondialisation des échanges et la délocalisation d'entreprises manufacturières vers les marchés émergents ont miné le secteur manufacturier traditionnel de ce qu'on appelle « l'arc industriel québécois » (Polèse, 2009). Plus récemment, c'est la crise financière européenne qui a teinté l'économie mondiale (Nations Unies, 2012; Fonds monétaire international, 2013). Dans un contexte où les entreprises du Québec tentent de développer de nouvelles occasions d'exportation, notamment vers l'Europe, cette instabilité amène son lot de préoccupations.

Au-delà de l'environnement extérieur, le vieillissement de la population et l'exode des jeunes des régions vers les principaux centres urbains amènent des problèmes de disponibilité de main-d'œuvre dans plusieurs villes du Québec méridional. Bien que ce phénomène soit moins marqué que dans les régions périphériques de la province, plusieurs municipalités de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de la Chaudière-Appalaches sont aux prises avec un manque de main-d'œuvre qualifiée, en particulier celles qui sont éloignées de la Communauté métropolitaine de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Québec. D'ailleurs, les trois régions sont aux prises avec un problème de disponibilité de main-d'œuvre agricole.

Bien que le portrait économique des trois régions administratives ait changé au cours de la dernière décennie, les perspectives d'avenir sont encourageantes pour certains secteurs. En effet, ces régions misent sur des créneaux d'excellence du projet ACCORD du ministère des Finances et de l'Économie du Québec pour assurer le développement économique régional. Les récentes données sur le marché de l'emploi dans ces créneaux montrent des signes encourageants. Cependant, au cours de la dernière décennie, les trois régions ont aussi connu de nombreuses fermetures d'usines. Les secteurs du textile, du bois d'œuvre et des pâtes et papiers ont particulièrement été touchés (Service Canada(a,b,c), 2012).

## 3.4 Gouvernance

À la suite de la recherche, il apparaît très difficile de déterminer de manière objective des enjeux de gouvernance. En effet, la subjectivité même du concept, la complexité et la pluralité des définitions et de leurs interprétations rendent la présentation des enjeux associés à la gouvernance très problématique. Le mandat de la présente étude a comme objectif premier de produire un état des lieux des communautés d'accueil. Bien que diverses préoccupations soient mentionnées au sein même de quelques tables de concertation concernant l'environnement ou le développement social ou économique, les enjeux de gouvernance ne sont pas aussi clairs. Il est donc ardu d'en faire mention sans tendre vers une critique politique ou un jugement de valeur. Par contre, une tendance se dessine au sein des trois régions administratives à l'étude. Il semble qu'une des difficultés de la gouvernance soit la recherche de la bonne échelle de concertation. C'est ce que l'on appelle la subsidiarité. Il s'avère que la superposition de différentes entités (commissions scolaires, agences de santé et de services sociaux, régions sociosanitaires, bassins versants, MRC, municipalités, etc.), dont les territoires d'action dépassent des limites administratives, rend la gestion du territoire beaucoup plus complexe.

Par exemple, un organisme de bassin versant (OBV) peut chevaucher plus d'une région administrative. C'est donc dire qu'un OBV se voit contraint de prendre en compte les décisions d'une entité administrative même si 90 % du territoire de cette dernière se trouve à l'extérieur du territoire du bassin versant. De plus, les nombreuses décisions quant à l'urbanisation ont toutes un effet sur les bassins versants.



### 3.4.1 Montérégie

En Montérégie, il existe deux niveaux d'organisation des entités de concertation. En effet, comme elle est divisée en trois CRÉ, on dénombre des entités de concertation à la fois à l'échelle des CRÉ et à l'échelle régionale. Les CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, de la Montérégie Est et de Longueuil ont donc chacune sur leur territoire des entités de concertation.

#### 3.4.1.1 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

##### Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

**Mission :** La CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent constitue l'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional (CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(a), 2013). Elle a les mandats suivants :

- Favoriser la concertation des partenaires de son territoire d'intervention;
- Établir un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de son territoire;
- Produire des avis et mémoires et tenir des consultations pour le gouvernement sur le développement de son territoire;
- Accomplir l'ensemble des mandats confiés aux CRÉ du Québec (p. ex., la régionalisation des services gouvernementaux, l'adaptation des normes et des programmes gouvernementaux aux réalités régionales et la réalisation d'initiative de partenariat);
- Conclure des ententes spécifiques de régionalisation avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, autour de priorités consignées dans le plan quinquennal de développement, et en assurer le suivi;
- Gérer le fonds de développement régional;
- Informer les milieux régionaux sur les activités de la CRÉ en matière de développement.

## **Composition du conseil d'administration**

*(Élus municipaux)*

- MRC de Beauharnois-Salaberry
- Ville de Beauharnois
- Ville de Salaberry-de-Valleyfield
- Municipalité de Sainte-Martine
- MRC du Haut-Saint-Laurent
- Ville d'Huntingdon
- Municipalité d'Ormstown
- Ville de Saint-Rémi
- Village de Napierville
- MRC Les Jardins-de-Napierville
- MRC de Roussillon
- Ville de Candiac
- Ville de Delson
- Ville de La Prairie
- Ville de Léry
- Ville de Mercier
- Ville de Saint-Constant
- Ville de Sainte-Catherine
- Municipalité de Saint-Philippe
- MRC de Vaudreuil-Soulanges
- Ville d'Hudson
- Municipalité de Rigaud
- Municipalité Les Cèdres
- Ville de L'Île-Perrot
- Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot
- Ville de Pincourt
- Ville de Saint-Lazare
- Municipalité de Saint-Zotique
- Municipalité de Très-Saint-Rédempteur
- Ville de Vaudreuil-Dorion

*(Représentants de la société civile)*

- Commission Agroalimentaire
- Commission Culture, Communication et Patrimoine
- Commission Développement social, Égalité et Cohésion
- Commission Développement économique
- Commission Formation, Recherche et Science
- Commission Tourisme
- Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire
- Forum Jeunesse

*(Observateurs)*

- Député de Beauharnois
- Député de Châteauguay
- Député d'Huntingdon
- Député de La Prairie
- Député de Sanguinet
- Député de Soulanges
- Député de Vaudreuil

## Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT)

**Mission :** Jouer un rôle de catalyseur dans le développement régional en déterminant les potentiels de mise en valeur des ressources naturelles et du territoire. Élaborer, avec l'aide du ministère des Ressources naturelles, des plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) et participer à leur réalisation. Proposer des mesures d'application des normes et des programmes répondant à ses besoins particuliers (MRN, 2013).

### Composition

#### (Collège territorial)

- MRC de Beauharnois-Salaberry
- MRC du Haut-Saint-Laurent
- MRC Les Jardins-de-Napierville
- MRC de Roussillon
- MRC de Vaudreuil-Soulanges
- Akwesasne (vacant)
- Kahnawake (vacant)

#### (Collège sectoriel)

- **Forêt :** Agence forestière de la Montérégie
- **Faune :** Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs de Laval-Montréal-Montérégie
- **Environnement :** Les amis de la Réserve nationale de faune du Lac-Saint-François
- **Eau :** Société de conservation et d'aménagement du bassin versant de la rivière Châteauguay (SABRIC)
- **Développement économique :** Vacant
- **Recherche et développement :** Institut de recherche en biologie végétale (IRBV)
- **Formation et éducation :** Centre de formation professionnelle des Moissons
- **Propriétaires de boisés :** Syndicat des propriétaires forestiers du Sud-Ouest du Québec
- **Producteurs acéricoles :** Syndicat des producteurs acéricoles de Saint-Jean-Valleyfield
- **Producteurs agricoles :** Fédération régionale de l'UPA Saint-Jean-Valleyfield
- **Jeunes :** Forum Jeunesse

#### (Collège des élus)

- Ville de Châteauguay
- Municipalité de Saint-Anicet
- Municipalité de Saint-Louis-de-Gonzague

#### (Observateurs)

- Ministère des Ressources naturelles (3 sièges)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
- Agence forestière de la Montérégie

(CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(b), 2013)

## Commission agroalimentaire

**Mission :** La Commission agroalimentaire (CAA), instance consultative de la CRÉ, appuie le développement du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent par l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'intervention concertée. Ces stratégies misent sur l'ensemble des ressources régionales, dans une perspective d'occupation dynamique du territoire. La Commission a pour mandat de traiter des enjeux et des orientations du développement reliés au secteur afin d'alimenter la planification régionale et l'élaboration d'un plan d'action. Elle assure ainsi la concertation des différents acteurs et la bonne coordination des efforts de développement. Elle peut aussi donner des avis sur ces enjeux et orientations dans une perspective régionale (CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(c), 2013).

### Composition

#### (Collège territorial)

- CLD Beauharnois-Salaberry
- CLD Haut-Saint-Laurent
- CLD Jardins-de-Napierville
- CLD Roussillon
- CLD Vaudreuil-Soulanges
- Fédération régionale de l'UPA Saint-Jean-Valleyfield
- Akwesasne (vacant)
- Kahnawake (vacant)

#### (Collège sectoriel)

- **Relève agricole :** Association de la relève agricole de la Montérégie-Ouest (ARAMO)
- **Agricultrices :** Syndicat des agricultrices de Val-Jean
- **Production agricole :** Ferme Stevena senc.
- **Production-transformation :** Productions Horticoles Van Widen inc.; L'Hermine
- **Transformation agroalimentaire :** Les Vergers Leahy inc.; Aliments Livabec inc.
- **Distribution – détail :** vacant
- **Distribution – grossistes :** vacant
- **Restauration :** La Barigoule Bistro
- **Financement agroalimentaire :** BMO – Banque de Montréal
- **Formation agroalimentaire :** Centre des Moissons

#### (Observateurs)

- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
- Transformation Alimentaire Québec
- Ministère des Finances et de l'Économie du Québec
- Emploi-Québec
- Réseau Agriconseil

(CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(c), 2013)

## Commission Formation, Recherche et Science

**Mission :** La Commission Formation, Recherche et Science de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent a pour mandat de traiter des enjeux et des orientations de développement sous l'angle du secteur qu'elle représente afin d'alimenter la planification régionale et les actions qui en découlent. Elle favorise la concertation, le maillage et les alliances nécessaires à l'atteinte des résultats ciblés dans le secteur de l'éducation dans son sens large (CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(d), 2013).

### Composition

*(Membres avec droit de vote)*

- Commission scolaire des Trois-Lacs
- Commission scolaire Vallée-des-Tisserands
- Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
- Commission scolaire New Frontiers
- Commission scolaire Lester B. Pearson
- Collège de Valleyfield
- Municipalité de Saint-Zotique
- Municipalité de Saint-Philippe

*(Observateurs)*

- Coordonnateur du Forum Jeunesse VHSL
- Direction générale de la CRÉ VHSL

(CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(d), 2013)

## Forum Jeunesse

**Mission :** Le Forum jeunesse Vallée-du-Haut-Saint-Laurent soutient des projets jeunesse structurants et concertés à portée locale et régionale et favorise la participation des jeunes à la vie démocratique. À travers la création et la diffusion d'outils d'implication citoyenne et sa participation au sein d'instances locales et régionales, le Forum jeunesse exerce un rôle-conseil auprès des organisations sur les enjeux jeunesse de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(e), 2013).

### Composition

*(Délégués des réseaux jeunesse)*

- **MRC de Beauharnois-Salaberry** : vacant
- **MRC du Haut-Saint-Laurent** : Jeunesse rurale en forme
- **MRC Les Jardins-de-Napierville** : vacant
- **MRC de Roussillon** : Commission scolaire New Frontiers
- **MRC de Vaudreuil-Soulanges** : vacant

*(Délégués de la MRC et du CLD)*

- **MRC de Beauharnois-Salaberry** : Ville de Beauharnois
- **MRC du Haut-Saint-Laurent** : vacant
- **MRC Les Jardins-de-Napierville** : Agent de développement rural, MRC Les Jardins-de-Napierville
- **MRC de Roussillon** : Ville de Saint-Constant
- **MRC de Vaudreuil-Soulanges** : CAL Vaudreuil-Soulanges

*(Délégués sectoriels)*

- **Participation citoyenne** : un conseiller à la vie étudiante
- **Sports et loisirs** : un entrepreneur
- **Santé et bien-être** : un membre de la direction générale Gymini
- **Entrepreneuriat** : un entrepreneur
- **Droit** : un étudiant en droit / Juripop
- **Développement régional et économie** : un représentant aux ventes / journaliste
- **Représentation autochtone** : un étudiant

(CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(e), 2013).

## Commission Développement économique

**Mission :** La Commission Développement économique représente les différents secteurs d'activité économique de la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent auprès de la CRÉ et des autres organismes de la région. La commission harmonise les interventions et établit des liens continus avec les différentes instances locales et régionales en lien avec le développement économique. Elle favorise le maillage et les alliances pour renforcer l'action, un rôle central dans la mise en place de la dynamique de concertation nécessaire à l'atteinte des résultats ciblés dans la planification régionale. Elle soutient le conseil d'administration de la CRÉ dans la mise en œuvre de son plan stratégique quinquennal, alimente la réflexion et supervise les plans d'action adoptés pour son secteur en faisant l'arrimage avec la planification quinquennale de la CRÉ. Elle intéresse aussi les régions limitrophes dans le développement d'opportunités communes (CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(f), 2013).

### Composition

#### *(Collège sectoriel)*

- **Centre local de développement :** CLD Beauharnois-Salaberry, CLD Haut-Saint-Laurent, CLD Jardins-de-Napierville, CLD Roussillon, CLD Vaudreuil-Soulanges
- **Société d'aide au développement des collectivités :** SADC Suroît-Sud
- **Emploi / Immigration :** CRPMTM
- **Entrepreneuriat jeunesse :** Clinique Juridique Juripop
- **Exportation :** SEVHSL
- **Innovation :** Mécanium-CeDITT
- **Transport et logistique :** Normandin Transit
- **Secteur manufacturier :** Norampac
- **Port :** Port de Valleyfield

#### *(Collège des élus)*

- Maire de Delson
- Maire de Rigaud

#### *(Milieu des affaires)*

- **MRC de Beauharnois-Salaberry :** Pub Cité
- **MRC du Haut-Saint-Laurent :** Laverdière et Rémillard
- **MRC Les Jardins-de-Napierville :** Plombco inc.
- **MRC de Roussillon :** Groupe immobilier JFB
- **MRC de Vaudreuil-Soulanges :** Assurances S.Gosselin

#### *(Observateurs)*

- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère des Finances et de l'Économie du Québec
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec
- Ministère des Transports du Québec
- Emploi-Québec

(CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent(f), 2013)

### 3.4.1.2 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus de Longueuil

#### Conférence régionale des élus de Longueuil

**Mission :** La CRÉ de Longueuil constitue l'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional. Elle a les mandats suivants :

- Favoriser la concertation des partenaires de son territoire d'intervention;
- Établir un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de son territoire;
- Produire des avis et mémoires et tenir des consultations pour le gouvernement sur le développement de son territoire;
- Accomplir l'ensemble des mandats confiés aux CRÉ du Québec (p. ex., la régionalisation des services gouvernementaux, l'adaptation des normes et des programmes gouvernementaux aux réalités régionales et la réalisation d'initiative de partenariat);
- Conclure des ententes spécifiques de régionalisation avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, autour de priorités consignées dans le plan quinquennal de développement, et en assurer le suivi;
- Gérer le fonds de développement régional;
- Informer les milieux régionaux sur les activités de la CRÉ en matière de développement;
- Participer activement au développement de la région métropolitaine de Montréal.



### **Composition du conseil d'administration**

*(Élus municipaux)*

- Maire de Longueuil
- Conseillers municipaux de la Ville de Longueuil (13)
- Maire de Brossard
- Conseillers municipaux de Brossard (3)
- Maire de Boucherville
- Conseillers municipaux de Boucherville (2)
- Maire de Saint-Lambert
- Conseiller municipal de Saint-Lambert (1)t
- Maire de Saint-Bruno-de-Montarville
- Conseiller de Saint-Bruno-de-Montarville (1)

*(Observateurs)*

- Député de Marie-Victorin
- Député de la Pinière
- Député de Montarville
- Député de Taillon
- Député de Laporte
- Député de Vachon

(CRÉ Longueuil, 2013)

## Conseil de développement bioalimentaire de l'agglomération de Longueuil

**Mission :** Le CDBAL a pour mission de créer des liens entre tous les acteurs du milieu afin de mettre en valeur le territoire agricole et les entreprises bioalimentaires du territoire (CDBAL, 2010).

### Composition

#### (Collège sectoriel)

- **Production agricole :** Ferme Van Velzen, Syndicat de base de l'UPA, Légumes Charbonneau
- **Transformation :** Vignoble Kobloth, Les Cochonnailles, vacant
- **Distribution :** IGA Vincent, Fédération des producteurs de bovins du Québec
- **Restauration :** Méchant Loup
- **Désignation :** Élus de l'agglomération de Longueuil, ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- **Élection :** Formation / R & D

#### (Observateurs)

- Centre local de développement de Longueuil
- Conférence régionale des élus
- Développement Économique Longueuil
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère des Finances et de l'Économie du Québec
- Ville de Longueuil
- Union des producteurs agricoles (UPA)
- Direction de la santé publique Montérégie

(CDBAL, 2010)

## **Corporation de développement communautaire de Longueuil**

**Mission :** La Corporation de développement communautaire de Longueuil (CDCL) est un regroupement d'organismes communautaires multisectoriels ayant comme mission de susciter, favoriser et soutenir le développement communautaire sur le territoire de l'agglomération de Longueuil en assurant la participation active du mouvement populaire et communautaire au développement social, incluant le développement socioéconomique de son milieu (CDCL, 2013).

### **Composition**

- Abri de la Rive-Sud
- Association communautaire d'emprunt de la Rive-Sud (ACERS)
- Collectif de défense de droit de la Montérégie
- La Croisée de Longueuil
- Centre communautaire le Trait d'Union
- Services et formation aux immigrants en Montérégie
- Centre d'action bénévole de Boucherville
- Bureau de consultation jeunesse

(CDCL, 2013)

## Conseil des aînés de l'agglomération de Longueuil

**Mission :** Le Conseil des aînés de l'agglomération de Longueuil (CAAL) a pour mission de promouvoir et de contribuer au développement du territoire de l'agglomération de Longueuil. Pour cela, il favorise et soutient la pleine participation des aînés au développement économique, culturel, social et politique. De cette manière, le CAAL s'engage à participer à l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées du territoire de l'agglomération de Longueuil (CAAL, 2013).

### Composition

#### *(Villes de l'agglomération)*

- Boucherville
- Saint-Bruno-de-Montarville
- Longueuil
- Brossard
- Saint-Lambert

#### *(Collège sectoriel)*

- Association des professionnels retraités du Québec (APRQ)
- Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux
- Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (AQRP)
- Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) (2)

#### *(Organismes de services)*

- Centre de bénévolat de la Rive-Sud et Table Action concertée pour les aînés
- Loisirs thérapeutiques de Saint-Hubert
- Centre communautaire des aînés et aînées de Longueuil et Action Concertation Vieillesse Longueuil
- La Mosaïque
- Office municipal d'habitation de Longueuil (OMHL)

#### *(Postes statutaires)*

- CRÉ de l'agglomération de Longueuil
- Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

(CAAL, 2013)

## Comité Femme Égalité et Mouvement (CFEM)

**Mission** : Dans un souci constant d'égalité entre les femmes et les hommes, le CFEM de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil, en concertation avec le milieu, conseille et interpelle son conseil d'administration sur les enjeux en matière d'égalité et cible les actions à prendre pour s'assurer de la participation citoyenne des femmes au développement de l'agglomération de Longueuil (CFEM, 2013).

### Composition

- **Groupes autonomes de femmes** : Carrefour pour elle, Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (COFFRE), Inform'elle, Options non traditionnelles
- **Milieu des affaires** : Femmessor
- **Milieu culturel** : Théâtre de la ville
- **Milieu syndical** : Syndicat de la fonction publique du Québec
- **Milieu immigrant et communauté culturelle** : Centre Sino-Québec de la Rive-Sud
- **Milieu socioéconomique et communautaire** : Centre de femmes de Longueuil
- **Milieu des institutions de l'éducation** : Commission scolaire Marie-Victorin
- **Milieu des institutions de la santé et des services sociaux** : CSSS Champlain
- **Groupes aînés** : vacant
- **Groupes famille** : L'envol : programme d'aide aux jeunes mères
- **Groupes jeunesse** : vacant
- **Membre citoyen** : un citoyen

### (Observateurs)

- Conseil du statut de la femme
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie
- Membre du comité exécutif de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil
- Forum jeunesse Longueuil
- Secrétariat à la condition féminine
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

(CFEM, 2013)

## Forum jeunesse Longueuil

**Mission :** Le Forum jeunesse Longueuil est un organisme de concertation jeunesse créé POUR et PAR les jeunes. C'est un lieu où les jeunes prennent leur place en discutant d'enjeux régionaux et en suscitant l'émergence de projets jeunesse. Le Forum jeunesse Longueuil a pour mission de contribuer au développement durable de l'agglomération de Longueuil, en favorisant la participation des jeunes de 12 à 35 ans aux décisions qui les concernent (Forum jeunesse Longueuil, 2013).

### Composition

#### *(Membres territoriaux)*

- Ville de Boucherville
- Ville de Brossard
- Ville de Longueuil (3 représentants)
- Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
- Ville de Saint-Lambert

#### *(Communautés culturelles)*

- 1 représentant (non déterminé)

#### *(Société civile)*

- 3 représentants (non déterminés)

(Forum jeunesse Longueuil, 2013)

## Développement économique Longueuil

**Mission :** Sensibiliser, informer, appuyer et accompagner les entreprises dans la réalisation de leurs projets d'amélioration et de développement en vue de devenir plus compétitives; collaborer et contribuer avec les partenaires au dynamisme économique de l'agglomération de Longueuil en mettant en place des projets structurants; participer, à titre de facilitateur, au développement immobilier et touristique du territoire (DEL, 2013).

### Composition

- **Président :** Royal Bank of Canada
- **Vice-président :** Pratt & Whitney Canada Corp.
- **Secrétaire-trésorier :** Spectra Premium

*(Comité exécutif)*

- Collège Édouard-Montpetit
- Centre Financier International de Montréal
- Ville de Longueuil
- Varitron Technologies inc.

*(Administrateurs)*

- Spectra Premium
- Bombardier Transport Canada inc.
- P.E. Boisvert auto ltée
- Flextherm
- Université de Sherbrooke
- Trans-Herbe inc.
- Moderco
- KPMG
- Innergex
- Groupe Robert Inc.
- Ville de Boucherville
- Bathium Canada inc.
- Jacques Olivier Ford inc.
- Lookommunication
- Héroux-Devtek
- Ville de Longueuil
- Vins Philippe Dandurand

(DEL, 2013)

### 3.4.1.3 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est

#### Conférence régionale des élus de la Montérégie Est

**Mission :** La CRÉ de la Montérégie Est constitue l'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional. Elle a les mandats suivants :

- Favoriser la concertation des partenaires de son territoire d'intervention;
- Établir un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de son territoire;
- Produire des avis et mémoires et tenir des consultations pour le gouvernement sur le développement de son territoire;
- Accomplir l'ensemble des mandats confiés aux CRÉ du Québec (p. ex., la régionalisation des services gouvernementaux, l'adaptation des normes et des programmes gouvernementaux aux réalités régionales et la réalisation d'initiative de partenariat);
- Conclure des ententes spécifiques de régionalisation avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, autour de priorités consignées dans le plan quinquennal de développement, et en assurer le suivi;
- Gérer le fonds de développement régional;
- Informer les milieux régionaux sur les activités de la CRÉ en matière de développement.

*\*Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1); Conférence régionale des élus de la Montérégie Est, 2013*

#### **Composition du conseil d'administration**

*(Élus municipaux)*

- Maire de Saint-Pie
- Représentant de la MRC du Haut-Richelieu
- Maire de Saint-Basile-le-Grand
- Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu
- Maire d'Acton Vale
- Maire de Verchères
- Maire de Shefford
- Préfet de la MRC de Pierre-De Saurel
- Maire de Farnham
- Maire de Saint-Amable



- Maire de Chambly
- Maire de Marieville
- Représentant de la MRC de La Vallée-du-Richelieu
- Maire de Bromont
- Préfet de la MRC d'Acton
- Représentant de la MRC de La Haute-Yamaska
- Maire de Lac-Brome
- Représentant de la MRC de Marguerite-D'Youville
- Maire de Saint-Hyacinthe
- Maire de Saint-Césaire
- Maire de Contrecoeur
- Préfet de la MRC de Rouville
- Maire de Cowansville
- Maire de Mont-St-Hilaire
- Maire de Granby
- Maire de Beloeil
- Maire de Richelieu
- Maire de Carignan
- Préfet de la MRC des Maskoutains
- Maire de Sorel-Tracy
- Maire de Waterloo
- Maire d'Otterburn Park
- Maire de Varennes
- Maire de McMasterville
- Représentant de la MRC de Brome-Missisquoi
- Maire de Sainte-Julie

*(Représentants de la société civile)*

- **Tourisme** : Représentant des Offices du tourisme
- **Éducation** : Administration du Regroupement des commissions scolaires de la Montérégie
- **Immigration** : Représentant des organismes en immigration
- **Aînés** : Coprésident du Comité régional de concertation (CRC)
- **Environnement** : Administration du Conseil régional de l'environnement de la Montérégie (CREM)
- **Économie sociale** : Coprésident du Pôle en économie sociale
- **Réussite éducative** : Coprésident du Comité régional de concertation Réussite éducative
- **Ressources naturelles** : vacant
- **Loisir** : Représentant du Comité régional de concertation Loisir
- **Culture** : Administration du Conseil montérégien de la culture et des communications (CMCC)
- **Jeunesse** : Vice-président du Forum jeunesse de la Montérégie Est (FJME)
- **Marché du travail** : Administration du Conseil régional des partenaires du marché du travail
- **Économie** : Président de Montérégie Économique
- **Agricole** : Président de l'Union des producteurs agricoles (UPA)
- **Solidarité et inclusion sociale** : Coprésident du Comité régional de concertation Lutte contre la pauvreté
- **Saines habitudes de vie** : vacant
- **Femmes et développement régional** : vacant

(Observateurs)

- Député de Verchères
- Député de Johnson
- Députée d'Iberville
- Député de Brome-Missisquoi
- Député de Montarville
- Député de Saint-Jean
- Député de Huntingdon
- Député de Shefford
- Député de Borduas
- Député de Saint-Hyacinthe
- Député de Chambly
- Député de Richelieu
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministre responsable de la Montérégie

(CRÉ Montérégie Est(a), 2013)

## Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT)

**Mission :** Jouer un rôle de catalyseur dans le développement régional en déterminant les potentiels de mise en valeur des ressources naturelles et du territoire. Élaborer, avec l'aide du ministère des Ressources naturelles, des plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) et participer à leur réalisation. Proposer des mesures d'application des normes et des programmes répondant à ses besoins particuliers (MRN, 2013).

### Composition

#### (Collège territorial)

- MRC de La Haute-Yamaska
- MRC de Pierre-De Saurel
- MRC d'Acton
- MRC de Brome-Missisquoi
- MRC de Vaudreuil-Soulanges
- MRC des Maskoutains
- MRC de Rouville
- MRC de Marguerite-D'Youville
- MRC de la Vallée-du-Richelieu

#### (Collège sectoriel)

- **Forêt** : Agence forestière de la Montérégie
- **Faune** : Regroupement Québec Oiseau, Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs, Montréal-Laval-Montérégie
- **Environnement** : Conseil régional de l'environnement de la Montérégie (CREM), Nature Action Québec
- **Bassin versant** : OBV de la Yamaska
- **Récréation** : Loisir et sport Montérégie
- **Développement économique** : CLD Brome-Missisquoi
- **Propriétaires de boisés** : Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie
- **Producteurs agricoles** : Fédération de l'UPA Saint-Hyacinthe

#### (Observateurs)

- Ministère des Ressources naturelles (2 sièges)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
- Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation du Québec

(CRRNT Montérégie Est, 2013)

## Pôle régional d'économie sociale

**Mission :** Le Pôle régional d'économie sociale joue le rôle de comité consultatif auprès de la CRÉ pour toutes questions relatives à l'économie sociale en Montérégie Est (CRÉ Montérégie Est, 2013).

### Composition

#### *(Représentation locale)*

- Mobiles, média communautaire maskoutain
- Plein Air Sutton Inc.
- Centre local de développement Brome-Missisquoi
- Centre local de développement Haute-Yamaska
- Coop Autonomie chez soi
- Centre local de développement Les Maskoutains
- Centre local de développement d'Acton
- Centre local de développement au Cœur de la Montérégie
- Jardins de la Terre
- Centre local de développement de Marguerite-D'Youville
- Coop de santé de Contrecoeur
- Centre local de développement Pierre-De Saurel
- Corporative soreloise du patrimoine
- Centre local de développement de la Vallée-du-Richelieu
- Corporation gens au travail de la Vallée-du-Richelieu
- Conseil économique du Haut-Richelieu
- Coopsco du Cégep

#### *(Représentation régionale)*

- Maire de Roxton Pond
- CDC Brome-Missisquoi
- CDR Montérégie

#### *(Observateurs)*

- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Conférence régionale des élus de Montérégie Est
- Forum jeunesse Montérégie Est
- Agence de la santé et des services sociaux
- Emploi-Québec
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

#### *(Coordination)*

- Conférence régionale des élus de Montérégie Est

(CRÉ Montérégie Est(b), 2013)

## Femmes et développement régional Montérégie Est

**Mission** : Le comité poursuit une mission centrée sur l'amélioration des conditions de vie des femmes par des interventions régionales adaptées à leurs réalités et à leurs besoins spécifiques (Femmes et développement régional Montérégie Est, 2008).

### Composition

**Membre d'office provenant du conseil d'administration de la CRÉ** : Mairesse de Carignan

**Affaires / Entrepreneuriat féminin** : Centre d'aide aux entreprises de la Rive-Sud, Femmessor, Chambre de commerce et de l'industrie des Maskoutains, Centre local de développement de Pierre-De Saurel, Société d'aide au développement des collectivités

**Agriculture** : Mairesse de Saint-Valérien-de-Milton, Fédération des agricultrices du Québec

**Femmes âgées** : Table régionale des aînés de la Montérégie

**Développement durable / Environnement** : Réseau des femmes en environnement

**Économie sociale** : Coopérative de développement régional de la Montérégie, Conseil économique du Haut-Richelieu

**Éducation** : Regroupement des commissions scolaires de la Montérégie, Regroupement des collèges de la région de la Montérégie

**Emploi formation** : Réseau montérégien des organismes non traditionnels

**Jeunesse** : Forum jeunesse Montérégie Est

**Immigration** : Maison de la famille des Maskoutains, Pôle en immigration

**Loisir / Sport** : Loisir et sport Montérégie

**Politique municipale** : Réseau des élues municipales de la Montérégie Est

**Santé et services sociaux / Communautaire** : Maison Hina à Saint-Jean-sur-Richelieu, Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM), Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie (TROC-M), Table régionale des centres de femmes de la Montérégie

**Syndicat** : Comité condition féminine du Syndicat de la fonction publique du Québec, Comité condition féminine du Conseil central de la CSN

**Représentants gouvernementaux**: Emploi-Québec Montérégie, mairesse de l'Ange-Gardien, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, direction régionale de la Montérégie, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Conseil du statut de la femme (3 représentantes)

(Femmes et développement régional Montérégie Est, 2008)

## Aînés et développement régional Montérégie Est

**Mission** : Le comité Aînés et développement régional rattaché à la CRÉ Montérégie Est poursuit la mission d'améliorer les conditions de vie des collectivités vieillissantes du territoire par des interventions régionales adaptées à la réalité et aux besoins spécifiques des femmes et des hommes aînés (Aînés et développement régional Montérégie Est, 2013).

### **Composition**

- Regroupement des offices municipaux d'habitation
- Municipalité de Sainte-Julie
- CDC Pierre-De Saurel
- CSSS Richelieu-Yamaska
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- CAB Mont-Saint-Hilaire
- Mairesse de la Ville de Beloeil
- FADOQ Richelieu-Yamaska
- Municipalité de Sutton
- Santé publique ASSS Montérégie
- CRÉ de la Montérégie Est
- Femmes et développement régional

(Aînés et développement régional Montérégie Est, 2013)

## Forum jeunesse

**Mission** : Le Forum jeunesse Montérégie Est (FJME) est un organisme de concertation jeunesse qui œuvre à l'échelle régionale. Il participe au développement durable de la Montérégie Est en représentant les jeunes de 35 ans et moins au sein des instances décisionnelles de la région. Le FJME œuvre à l'amélioration des conditions économiques, sociales et culturelles des jeunes. Il vise l'intégration sociale et professionnelle de tous les jeunes du territoire et une réelle participation de ceux-ci à la vie collective et décisionnelle de leur communauté (FJME, 2013).

### **Composition**

- MRC de Rouville
- MRC de Marguerite-D'Youville
- MRC de Brome-Missisquoi
- MRC du Haut-Richelieu
- MRC de La Haute-Yamaska
- MRC de Pierre-De Saurel
- 4 représentants de la société civile

(FJME, 2013)

### 3.4.1.4 Entités de concertation qui couvrent le territoire des trois conférences régionales des élus de la Montérégie

#### Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT)

**Mission :** Définir, avec la Direction régionale d'Emploi-Québec, la problématique du marché du travail de sa région et y adapter les services auprès des individus et des entreprises, participer à l'élaboration du plan d'action régional et proposer des cibles de résultats et des critères de répartition des ressources humaines et financières (CPMT, 2013).

#### Composition

##### *(Président)*

- Président du conseil d'administration du Collège de Valleyfield

##### *(Représentants des entreprises)*

- CV thèque Réseau inc.
- Rio Tinto – Fer et Titane inc.
- Centre le Castel de Saint-Lambert
- Réfri-Ozone inc.
- Héroux-Devtek
- Groupe Lacasse inc.

##### *(Représentants de la main-d'œuvre)*

- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
- Conseil central de la Montérégie – CSN (2)
- Centrale des syndicats démocratiques
- Syndicat des Métallos
- Poste vacant

##### *(Représentants des organismes communautaires)*

- Droit à l'emploi
- Recyclo-Environnement

##### *(Représentants du milieu de la formation)*

- Cégep Édouard-Montpetit
- Syndicat de l'enseignement du Haut-Richelieu
- Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
- Conseil d'administration du Collège de Valleyfield

##### *(Observateurs)*

- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- Ministère des Finances et de l'Économie du Québec

(CRPMT Montérégie, 2013)



## Table régionale des aînés de la Montérégie (TRAM)

**Mission :** Regrouper les associations, groupes et regroupements d'aînés de la région afin de favoriser entre eux une plus grande concertation. Maintenir une qualité de vie acceptable pour les aînés de la Montérégie et améliorer toutes les dimensions de leur mieux-être. Encourager la participation active des aînés à la société et faire reconnaître leur contribution comme membres à part entière de cette société (TRAM, 2011).

### Composition

- Association de professionnels retraités du Québec (Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière, Montérégie, Estrie) (APRQ)
- Agence de santé et de services sociaux de la Montérégie
- Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)
- Table de direction des entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD)
- Association québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement retraités (AQDER)
- Centre de bénévolat de la Rive-Sud
- Fédération de l'Âge d'Or du Québec (FADOQ)
- Centre d'écoute Montérégie
- Association des Petits Frères des Pauvres
- Regroupement des organismes montérégiens d'aidants naturels (ROMAN)
- Regroupement de l'Association québécoise de défense des droits de la personne (AQDR) de la Montérégie
- Association nationale des retraités fédéraux (ARNF) Montréal
- Direction des programmes du marché du travail et de développement social de Service Canada
- Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (AQRP)

(TRAM, 2011)

## Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie

**Mission :** La Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGF-M) est un regroupement d'organismes à but non lucratif qui a pour mission principale l'amélioration des conditions de vie des femmes de la région sur les plans économique, politique et social (TCGF-M, 2013).

### Composition

- Ainsi Soit-Elle
- Avante Women's Centre
- Carrefour pour Elle
- Centre de femmes de Longueuil
- Centre de femmes du Haut-Richelieu
- Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de Châteauguay
- Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de La Vigie
- Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de Granby
- Com'Femme
- Conseil du statut de la femme
- Conseil central Montérégie – CSN
- Contact'L de Varennes
- CSSS Champlain–Charles-le-Moyne
- CSSS Pierre Boucher
- De Soi à l'Emploi
- Entr'Elles Granby
- Entre Ailes Ste-Julie
- Hébergement l'Entre-Deux
- Hébergement Maison de la Paix
- Horizon pour Elle
- L'Accueil pour Elle
- Inform'Elle
- L'Essentielle
- L'Éclaircie
- La Marg'Elle
- L'Orienthèque
- Le Réseau des élues municipales de la Montérégie (RÉMME)
- Le Centre Femmes des Cantons
- Maison Alice-Desmarais
- Maison Hina
- Maison La Source
- Option Ressource Travail
- Options non traditionnelles
- Pavillon Marguerite de Champlain
- Résidence-Elle du HSL
- Service de promotion humaine

(TCGF-M, 2013)

## Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie

**Mission :** Regrouper les organismes communautaires autonomes de la Montérégie qui interviennent dans le domaine de la santé et des services sociaux pour favoriser et faciliter la libre circulation de l'information auprès de ses membres, défendre et promouvoir les intérêts communs des organismes communautaires autonomes et des populations qu'ils desservent, favoriser et accroître leur visibilité et leur reconnaissance, favoriser la réflexion, la concertation et la prise de position sur les tenants et aboutissants de la santé et des services sociaux à l'échelle locale, régionale et nationale, représenter ses membres auprès de l'Agence, des diverses instances gouvernementales et autres interlocuteurs, à l'intérieur de son mandat et en respectant l'autonomie des secteurs, et offrir un soutien organisationnel et technique à ses membres (TROCM, 2013).

### Composition

- Macadam Sud
- CSSS Jardins-Roussillon
- Re-Nou-Vie
- CSSS Haute-Yamaska
- Collectif de défense des droits de la Montérégie
- CSSS Pierre-De Saurel
- Halte Soleil
- CSSS Richelieu-Yamaska
- Auberge du cœur Le Baluchon
- CSSS La Pommeraie
- Maison des jeunes Le Trait d'Union
- CSSS Haut-Richelieu / Rouville
- Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes – Montérégie
- CSSS Pierre-Boucher
- Bureau de Consultation Jeunesse Longueuil
- CSSS du Suroît
- D'Main de femmes

(TROCM, 2013)

## Table d'éducation interordres de la Montérégie (TEIOM)

**Mission :** La TEIOM est avant tout le lieu de concertation des principaux acteurs qui œuvrent en éducation sur le territoire (TEIOM, 2013).

### Composition

- Emploi-Québec Montérégie
- Ministère des Finances et de l'Économie du Québec
- Ministère de l'Immigration et Communautés culturelles du Québec
- Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec
- CRÉ de Longueuil
- CRÉ de la Montérégie Est
- CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent
- Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
- Commission scolaire des Hautes-Rivières
- Commission scolaire Marie-Victorin
- Commission scolaire New Frontiers
- Commission scolaire Riverside
- Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
- Commission scolaire de Sorel-Tracy
- Commission scolaire des Trois-Lacs
- Commission scolaire de Val-des-Cerfs
- Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
- Commission scolaire des Patriotes
- Cégep de Granby Haute-Yamaska
- Cégep de Saint-Hyacinthe
- Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu
- Cégep de Sorel-Tracy
- Collège Champlain de Saint-Lambert
- Collège Édouard-Montpetit
- Collège de Valleyfield
- Institut de technologie agroalimentaire du Québec – campus de Saint-Hyacinthe
- Université de Montréal
- Université du Québec à Montréal
- Université McGill
- Université de Sherbrooke
- Université du Québec à Trois-Rivières

(TEIOM, 2013)

## 3.4.2 Centre-du-Québec

### 3.4.2.1 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

#### Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

**Mission :** La CRÉ du Centre-du-Québec constitue l'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional. Elle a les mandats suivants\* :

- Favoriser la concertation des partenaires de son territoire d'intervention;
- Établir un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de son territoire;
- Produire des avis et mémoires et tenir des consultations pour le gouvernement sur le développement de son territoire;
- Accomplir l'ensemble des mandats confiés aux CRÉ du Québec (p. ex., la régionalisation des services gouvernementaux, l'adaptation des normes et des programmes gouvernementaux aux réalités régionales et la réalisation d'initiative de partenariat);
- Conclure des ententes spécifiques de régionalisation avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, autour de priorités consignées dans le plan quinquennal de développement, et en assurer le suivi;
- Gérer le fonds de développement régional;
- Informer les milieux régionaux sur les activités de la CRÉ en matière de développement.

*\*Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1); Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec, 2013*

#### **Composition du conseil d'administration**

*(Élus municipaux)*

- Ville de Drummondville (présidence)
- MRC d'Arthabaska
- MRC de Bécancour
- MRC de Drummond
- MRC de L'Érable
- Ville de Bécancour
- Ville de Warwick
- Ville de Nicolet

- Ville de Princeville
- Municipalité d'Aston-Junction
- Ville de Victoriaville (2)
- Ville de Drummondville (2)
- Conseil des Abénakis d'Odanak
- Ville de Plessisville

*(Représentants de la société civile)*

- CRECQ – Carrefour de développement social et communautaire
- CRECQ – Carrefour de développement éducation
- CRECQ – Carrefour de développement culture, loisirs, communication
- CRECQ – Carrefour de développement agroalimentaire-forêt et développement durable
- CRECQ – Carrefour de développement industriel et touristique
- CRECQ – Carrefour de développement recherche et innovation
- CRECQ – Carrefour de développement main-d'œuvre et démographie

*(Observateurs)*

- Député du comté de Nicolet-Bécancour
- Député du comté de Drummond-Bois-Francs
- Député du comté d'Arthabaska
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
- Ministère des Finances et de l'Économie du Québec
- Conseil régional des partenaires du marché du travail du Centre-du-Québec
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

(CRÉ Centre-du-Québec(a), 2013)

## Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT)

**Mission :** Jouer un rôle de catalyseur dans le développement régional en déterminant les potentiels de mise en valeur des ressources naturelles et du territoire. Élaborer, avec l'aide du ministère des Ressources naturelles, des plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) et participer à leur réalisation. Proposer des mesures d'application des normes et des programmes répondant à ses besoins particuliers (MRN, 2013).

### Composition

#### *(Collège territorial)*

- MRC d'Arthabaska
- MRC de Bécancour
- MRC de Drummond
- MRC de L'Érable
- MRC de Nicolet-Yamaska

#### *(Collège sectoriel)*

- **Forêt** : Agence forestière des Bois-Francs, Société sylvicole Arthabaska-Drummond, Vexco Inc.
- **Faune** : Table Faune du Centre-du-Québec
- **Environnement** : Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec
- **Eau** : COPERNIC
- **Agriculture** : Fédération régionale de l'UPA
- **Énergie** : vacant
- **Autochtone** : Nation Waban-Aki
- **Récréotourisme** : Loisirs et sports Centre-du-Québec

#### *(Observateurs)*

- Ministère des Ressources naturelles (3 sièges)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
- Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation du Québec
- **Aménagistes des MRC** : vacant
- Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

(CRÉ Centre-du-Québec(b), 2013)

## Développement bioalimentaire Centre-du-Québec

**Mission** : La mission de Développement bioalimentaire Centre-du-Québec est de susciter l'émergence de projets collectifs et les soutenir en regroupant les acteurs de la filière bioalimentaire afin de favoriser le développement de ce secteur au Centre-du-Québec (Développement bioalimentaire CDQ, 2013).

### Composition

- **Entreprise de transformation de 10 employés et moins** : Vignoble Les Côtes du Gavet
- **Restaurant ou traiteur** : Restaurant Les Retrouvailles
- **Circuit court de commercialisation** : Marché Godefroy
- **Fédération de l'UPA de Lotbinière-Mégantic** : Fromagerie Éco-Délices
- **Association des détaillants en alimentation** : vacant
- **Entreprises de transformation de 11 employés et plus** : vacant
- **Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec** : Ferme des Astonois

(Développement bioalimentaire CDQ, 2013)



## Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec (CRECQ)

**Mission :** Le CRECQ est un organisme de concertation regroupant des intervenants en environnement de la région du Centre-du-Québec dans le but de promouvoir la protection et l'amélioration de l'environnement dans une optique de développement durable (CRECQ, 2013).

### Composition

#### *(Groupes environnementaux)*

- Comité environnemental du lac Rose
- Bloc Vert
- COGESAF
- Nature à l'œil
- Agence forestière des Bois-Francs
- Comité environnement de l'Association des retraités de l'éducation du Québec
- COPERNIC
- Ressourcerie Transition

#### *(Corporations privées et publiques)*

- Conseil Central du Cœur du Québec – CSN
- Ensemble Folklorique Mackinaw

#### *(Représentants gouvernementaux)*

- Ville de Nicolet
- MRC de Drummond
- MRC de Nicolet-Yamaska
- MRC d'Arthabaska
- MRC de Bécancour

(CRECQ, 2013)

## Comité régional en développement social Centre-du-Québec

**Mission :** Le Comité régional en développement social Centre-du-Québec (CRDS CDQ) a pour mission d'assurer la pleine participation des personnes, des populations, des partenaires et des secteurs préoccupés par le développement social, et de soutenir la réflexion, l'action et le renouvellement des pratiques des organisations intervenant prioritairement auprès des groupes vulnérables et des territoires défavorisés désireux d'améliorer leurs conditions et leurs modes de vie (CRDS CDQ, 2013).

### Composition

#### (Axe régional)

- Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec
- Centraide Centre-du-Québec
- Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec
- Emploi-Québec
- Ministère de la Famille et des Aînés
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
- Office des personnes handicapées du Québec
- Table des préfets de la région du Centre-du-Québec
- Université du Québec à Trois-Rivières

#### (Axe sectoriel)

- **Aînés :** Table régionale de concertation des aînés
- **Communautaire :** Inter CDC (Corporations de développement communautaire)
- **Enfance famille :** Table régionale de concertation enfance famille
- **Femmes :** Table de concertation des femmes Centre-du-Québec
- **Jeunes :** Forum jeunesse Centre-du-Québec
- **Travailleurs, travailleuses :** Confédération des syndicats nationaux

#### (Axe territorial)

- MRC d'Arthabaska
- MRC de Bécancour
- MRC de Drummond
- MRC de L'Érable
- MRC de Nicolet-Yamaska

(CRDS CDQ, 2013)

## Comité régional d'économie sociale du Centre-du-Québec

**Mission :** Le Comité régional d'économie sociale du Centre-du-Québec se veut un lieu de concertation et d'harmonisation, un lieu de planification du développement régional, un lieu d'interface et d'arrimage entre le gouvernement et les milieux locaux, et ce, dans le domaine spécifique de l'économie sociale (Économie sociale Québec(a), 2010).

### Composition

#### (Direction)

- **Président :** Centre l'Assomption
- **Vice-président :** Centre Normand-Léveillé de Drummondville, CLD de la MRC de Nicolet-Yamaska
- **Secrétaire :** CLD de la MRC de Bécancour
- **Trésorière :** Corporation de développement économique des Bois-Francis

#### (Administration)

- Centre de la biodiversité de Bécancour
- Inter-CDC Centre-du-Québec
- Télévision communautaire des Bois-Francis
- Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec
- Coopérative de développement régional Centre-du-Québec–Mauricie
- Centre local de développement de L'Érable
- Grand Conseil de la Nation Waban-Aki
- Organisme de récupération anti-pauvreté de L'Érable (ORAPÉ)
- Confédération des syndicats nationaux

(Économie sociale Québec(a), 2010)

## Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec

**Mission :** La Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec (TCMFCQ) a pour mission première de travailler à l'amélioration des conditions de vie des femmes en étant un lieu de réflexion et d'action tourné vers le changement (TCMFCQ, 2013).

### Composition

- **Centres de femmes :** La Collective des femmes de Nicolet et région, Maison des femmes de Drummondville, Maison des femmes des Bois-Francs
- **Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) :** CALACS La Passerelle, Centre d'aide l'Aqua-R-Elle
- **Services d'employabilité pour femmes :** Partance, Services intégrés pour l'emploi
- **Employabilité non traditionnelle :** Femmes en parcours innovateurs
- **Entrepreneuriat féminin :** Femmessor Centre-du-Québec
- **Maisons d'hébergement :** Maison La Nacelle, Maison La Volte-Face
- **Cuisines collectives :** Cuisines collectives des Bois-Francs
- **Comité de condition féminine / syndicats :** Conseil central du Centre-du-Québec – CSN, Syndicat des enseignantes et enseignants du CÉGEP de Victoriaville, Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)
- **Autres membres réguliers :** Secteur Femme de l'Érable, Table locale des femmes de Drummond

(TCMFCQ, 2013)

## **Table régionale de concertation des personnes âgées du Centre-du-Québec**

**Mission :** La Table régionale de concertation des personnes âgées du Centre-du-Québec a pour mission d'améliorer et de protéger les conditions, la qualité et le niveau de vie des personnes âgées du Centre-du-Québec (Table régionale de concertation des personnes âgées du Centre-du-Québec, 2013).

### **Composition**

#### *(Comité exécutif)*

- Table de concertation des personnes âgées de la MRC de Bécancour
- Table de concertation des personnes âgées de Nicolet-Yamaska (2)
- Regroupement des Centres d'action bénévole
- Table de concertation des personnes âgées de la MRC de Drummond

#### *(Administration)*

- Table MRC de Drummond (3)
- Table MRC de Bécancour (2)
- Table MRC de L'Érable (2)
- Table MRC de Nicolet-Yamaska
- Table MRC d'Arthabaska
- FADOQ, Centre-du-Québec

(Table régionale de concertation des personnes âgées du Centre-du-Québec, 2013)

## Forum jeunesse Centre-du-Québec

**Mission** : Positionner les enjeux déterminés par les jeunes de la région dans le développement économique, social et culturel auprès des décideurs locaux, régionaux et nationaux (Toile jeunesse CDQ, 2013).

### Composition

*(Délégués de la MRC)*

- MRC d'Arthabaska
- MRC de Bécancour (vacant)
- MRC de L'Érable (vacant)
- MRC de Drummond
- MRC de Nicolet-Yamaska

*(Délégués sectoriels)*

- **Emploi** : MRC de Drummond
- **Culture** : MRC de Drummond
- **Éducation** : MRC de Drummond
- **Développement durable** : MRC de Drummond

*(Siège flottant)*

- MRC de Drummond

(Toile jeunesse CDQ, 2013).

## Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec

**Mission :** La Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec (TRECQ) est issue de la volonté régionale de concertation des partenaires du secteur de l'éducation. Les représentants administratifs des commissions scolaires, des institutions d'enseignement privées, des cégeps, de l'université et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport sont conviés avec les organismes de développement régional et économique à se prononcer sur les priorités de développement en matière d'éducation dans un contexte d'harmonisation et d'intégration économique (TRECQ, 2012).

### Composition

*(Commissions scolaires et établissements d'enseignement)*

- Commission scolaire de la Riveraine
- Commission scolaire des Bois-Francs
- Commission scolaire des Chênes
- Cégep de Drummondville
- Cégep de Victoriaville
- Université du Québec à Trois-Rivières

*(Représentants officiels)*

- Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec
- Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec
- Emploi-Québec du Centre-du-Québec
- Forum jeunesse Centre-du-Québec
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Centre-du-Québec
- Ministère des Finances et de l'Économie, Centre-du-Québec
- Regroupement des établissements d'enseignement privés de la Mauricie et du Centre-du-Québec (préscolaire, primaire, secondaire)

(TRECQ, 2012)

## Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT)

**Mission :** Définir, avec la Direction régionale d'Emploi-Québec, la problématique du marché du travail de sa région et y adapter les services auprès des individus et des entreprises, participer à l'élaboration du plan d'action régional et proposer des cibles de résultats et des critères de répartition des ressources humaines et financières (CPMT, 2013).

### Composition

#### *(Représentants des entreprises)*

- Direction générale, Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs et de L'Érable
- Direction générale, Chambre de commerce et d'industrie de Drummond
- Coordination du service aux entreprises, Commission scolaire des Chênes
- Direction générale, Chambre de commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec
- Direction des ressources humaines, CEPESA Chimie Bécancour inc.
- Direction des ressources humaines, Lazer Inox inc.

#### *(Représentants de la main-d'œuvre)*

- Direction, Centre d'emploi agricole du Centre-du-Québec, et Secrétariat, Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec
- Centrale des syndicats démocratiques
- Présidence, Conseil central du Cœur du Québec, Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Vice-présidence, Conseil central du Cœur du Québec, Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Présidence d'unité 7885-09, Métallos Venmar ventilation HDH (FTQ)
- Vice-présidence, SCEP, section locale 720 (FTQ)

#### *(Réseaux d'éducation / formation)*

- Direction générale, Cégep de Drummondville
- Direction, Centre de formation professionnelle Paul-Rousseau
- Conseiller en formation, École nationale du meuble et de l'ébénisterie
- Direction Services éducatifs – Éducation des adultes et formation professionnelle, Commission scolaire des Bois-Francs

#### *(Représentants des organismes communautaires)*

- Direction, Partance, centre d'emploi pour les femmes
- Direction générale, Carrefour-jeunesse emploi Arthabaska

#### *(Observateurs)*

- Direction régionale, ministère des Finances et de l'Économie du Québec
- Direction régionale, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Direction régionale, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- Direction générale et secrétaire-trésorier, Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec
- Direction régionale, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- Direction, Service de la formation continue et des centres hors campus, Université du Québec à Trois-Rivières

(CRPMT Centre-du-Québec, 2013)



## **Association régionale de développement économique du Centre-du-Québec**

**Mission :** L'Association régionale de développement économique du Centre-du-Québec (ARDECQ) est un organisme regroupant l'ensemble des centres locaux de développement de la région. L'organisme vise, entre autres, à favoriser et promouvoir le développement économique et manufacturier de la région (TCMFCQ, 2013).

### **Composition**

*(Président)*

- Directeur général de la Société de développement économique de Drummondville

*(Composition administrative)*

- Corporation de développement économique des Bois-Francs
- Centre local de développement de L'Érable
- Centre local de développement de la MRC de Bécancour inc.
- Centre local de développement de Nicolet-Yamaska
- Société de développement économique de Drummondville

(TCMFCQ, 2013)

### 3.4.3 Chaudière-Appalaches

#### 3.4.2.1 Entités de concertation de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches

##### Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches

**Mission :** La CRÉ de la Chaudière-Appalaches constitue l'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional. Elle a les mandats suivants\* :

- Favoriser la concertation des partenaires de son territoire d'intervention;
- Établir un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de son territoire;
- Produire des avis et mémoires et tenir des consultations pour le gouvernement sur le développement de son territoire;
- Accomplir l'ensemble des mandats confiés aux CRÉ du Québec (p. ex., la régionalisation des services gouvernementaux, l'adaptation des normes et des programmes gouvernementaux aux réalités régionales et la réalisation d'initiative de partenariat);
- Conclure des ententes spécifiques de régionalisation avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, autour de priorités consignées dans le plan quinquennal de développement, et en assurer le suivi;
- Gérer le fonds de développement régional;
- Informer les milieux régionaux sur les activités de la CRÉ en matière de développement.

*\*Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1); Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches, 2013*

##### **Composition du conseil d'administration**

*(Élus municipaux)*

- Maire de Saint-Lambert-de-Lauzon
- Maire de Thetford-Mines
- Maire de Saint-Henri
- Mairesse de Lévis
- Conseillers de Lévis (2)
- Maire de Montmagny
- Maire de Saint-Georges

- Maire de Sainte-Marie
- Mairesse de Saint-Apollinaire
- Maire de Beauceville
- Préfet de la MRC de Bellechasse
- Préfet de la MRC des Appalaches
- Préfet de la MRC de L'Islet
- Préfet de la MRC de La Nouvelle-Beauce
- Préfet de la MRC de Beauce-Sartigan
- Préfet de la MRC des Etchemins
- Préfet de la MRC de Lotbinière
- Préfet adjoint de la MRC de Montmagny
- Préfet de la MRC de Robert-Cliche
- Maire de Saint-Joseph-de-Beauce
- Maire de Saint-Jean-Port-Joli
- Maire de Lac-Etchemin
- Maire de Disraeli

*(Représentants de la société civile)*

- Représentant de la Commission régionale sur le développement social
- Représentant du Conseil régional des partenaires du marché du travail
- Représentant de la Table éducation Chaudière-Appalaches
- Représentant de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire
- Représentant de la Table agroalimentaire de la Chaudière-Appalaches
- Représentant du Forum des directrices et directeurs généraux du réseau de santé et des services sociaux de la Chaudière-Appalaches
- Représentant de la Commission régionale sur le développement social
- Représentant de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire
- Représentant du Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches
- Représentant du Groupe-Conseil Développement des entreprises et innovation
- Représentant de Tourisme Chaudière-Appalaches

*(Observateurs)*

- Député de Mégantic
- Député de Lévis
- Député de Beauce-Sud
- Député de Lotbinière-Frontenac
- Ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches
- Député de Côte-du-Sud
- Député des Chutes-de-la-Chaudière
- Député de Beauce-Nord
- Député de Bellechasse
- Directrice régionale du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Direction régionale de Chaudière-Appalaches

(CRÉ Chaudière-Appalaches, 2013)

## Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT)

**Mission :** Jouer un rôle de catalyseur dans le développement régional en déterminant les potentiels de mise en valeur des ressources naturelles et du territoire. Élaborer, avec l'aide du ministère des Ressources naturelles, des plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) et participer à leur réalisation. Proposer des mesures d'application des normes et des programmes répondant à ses besoins particuliers (MRN, 2013).

### Composition

#### (Collège territorial)

- Ville de Saint-Lambert-de-Lauzon

#### (Collège sectoriel)

- **Agence de mise en valeur :** Agence de mise en valeur des forêts privées des Appalaches, Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de la Chaudière
- **Aménagement du territoire :** MRC de Montmagny
- **Énergie :** vacant
- **Environnement :** Conseil régional de l'environnement de Chaudière-Appalaches
- **Faune :** Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs, Chaudière-Appalaches
- **Groupements forestiers :** Groupement forestier Beauce-Sud
- **Industriels dans la transformation du bois :** Matériaux Blanchet
- **Mandataires de gestion pour les bénéficiaires de CAAF :** Gestion Forap inc.
- **Mines :** FEMECA
- **Organismes de bassin versant :** OBV de la Côte-du-Sud
- **Syndicats des producteurs de bois :** Association des propriétaires de boisés de la Beauce
- **Tourisme :** Tourisme Chaudière-Appalaches

#### (Observateurs)

- Ministère des Ressources naturelles (3 sièges)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

(CRRNT Chaudière-Appalaches, 2013)

## Table Agroalimentaire de la Chaudière-Appalaches

**Mission :** La Table Agroalimentaire de la Chaudière-Appalaches (TACA) a pour mission de favoriser le développement bioalimentaire de la Chaudière-Appalaches par la concertation des acteurs régionaux et la coordination des actions mises en œuvre dans un cadre de pérennité de l'agriculture, d'occupation du territoire et de développement durable (TACA, 2013).

### Composition

- **Collège de la distribution alimentaire et du marché de détail :** Alimentation Laroche et fils inc.
- **Collège de la formation :** ITA, campus de La Pocatière
- **Collège des Tables agroalimentaires locales :** CLD de Lotbinière – Goûtez Lotbinière
- **Collège de la transformation agroalimentaire :** Relais des Campagnes, Détour en France, Les Ruchers D.J.F. inc. – Le miel d'Émilie
- **Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec :** Directrice régionale, conseiller régional en transformation
- **Fédérations régionales de l'Union des producteurs agricoles (UPA) :** Fédération régionale de l'UPA de la Côte-du-Sud, Fédération régionale de l'UPA de Lotbinière-Mégantic, Fédération régionale de l'UPA de la Beauce, Fédération régionale de l'UPA de Lévis-Bellechasse
- **Financière agricole du Québec :** Directeur régional
- **Conférence régionale des élus :** Préfet de la MRC de La Nouvelle-Beauce, conseiller en développement régional
- **Collège de la restauration :** Passions gourmandes
- **Collège des organismes socioéconomiques de développement :** Directeur général du CLD de Bellechasse, directrice générale de la SADC de Lotbinière
- **Emploi-Québec :** Directeur régional
- **Mouvement Desjardins :** Vice-président – Soutien au développement des affaires, Kamouraska – Chaudière-Appalaches
- **Municipalité régionale de comté :** Conférence des préfets de la Chaudière-Appalaches
- **Collège des coopératives agricoles et agroalimentaires :** vacant
- **Tourisme Chaudière-Appalaches :** Directeur régional

(TACA, 2013)

## Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches (CRECA)

**Mission :** L'équipe et les membres du CRECA travaillent activement à l'implantation d'une vision régionale du développement durable et de l'environnement avec les acteurs socioéconomiques de la région de la Chaudière-Appalaches (CRECA, 2010).

### Composition

(Direction)

**Président :** Récupération Frontenac

**Vice-président :** Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)

**Secrétaire :** Ville de Lévis

**Directeur :** Innergex

(Administrateurs)

- Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches
- Comité de bassin de la rivière Chaudière (COBARIC)
- Les Amis du parc des Chutes-de-la-Chaudière
- Groupement faunique du Triangle de Bellechasse
- Fédération de l'UPA de Lotbinière-Mégantic
- Association des propriétaires de boisés de la Beauce
- Municipalité de Saint-Henri
- Fédération québécoise de la faune, région Chaudière-Appalaches
- Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF)

(CRECA, 2010)

## Table régionale d'économie sociale de la Chaudière-Appalaches

**Mission :** La mission de la Table régionale d'économie sociale de la Chaudière-Appalaches (TRÉSCA) est de promouvoir l'économie sociale, de soutenir son développement sur le territoire et de favoriser la concertation entre les acteurs de l'économie sociale de la région afin de maximiser l'effet de leurs actions (TRÉSCA, 2012).

### Composition

#### (Administration)

- Direction générale d'Écolivres
- Direction générale de Promo Plastik, Coopérative de travailleurs
- SDÉ de Lévis
- CLD Robert-Cliche
- CLD des Etchemins
- CDC de Bellechasse
- Forum jeunesse régional (FJRCA)
- Table de concertation des aînés
- Coopérative de développement régional Québec-Appalaches (CDRQA)
- Siège coopté (35 ans et moins)

#### (Observateurs)

- Emploi-Québec
- CRÉ Chaudière-Appalaches
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

(TRÉSCA, 2012)

## Commission régionale sur le développement social (CRDS)

**Mission :** Contribuer de façon concertée et intersectorielle à la vitalité des communautés et au développement durable afin d'assurer une qualité de vie et une prospérité aux citoyennes et citoyens et aux familles de la Chaudière-Appalaches (CRDS Chaudière-Appalaches, 2013).

### Composition

#### *(Collège municipal)*

- Préfet de la MRC de Bellechasse
- Maire de Saint-Joseph-de-Beauce

#### *(Collège socioéconomique)*

- Direction générale du CSSS des Etchemins
- Direction générale de la Commission scolaire de la Côte-du-Sud
- Agent de développement rural du Centre local de développement des Etchemins
- Direction du Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches
- Organisateur communautaire du CSSS Alphonse-Desjardins

#### *(Collège sectoriel)*

- **Aînés :** Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches
- **Arts et culture :** Conseil de la culture Québec – Chaudière-Appalaches
- **Condition féminine:** Conseil d'administration du Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches
- **Condition masculine :** Conseil d'administration de Partage au masculin
- **Économie sociale :** Conseil d'administration de la Table régionale d'économie sociale de la Chaudière-Appalaches
- **Emploi :** Table des organismes communautaires œuvrant en employabilité
- **Famille :** Regroupement des CPE Québec – Chaudière-Appalaches, Regroupement des maisons de la famille de la Chaudière-Appalaches
- **Jeunes :** Association des maisons de jeunes de la Chaudière-Appalaches, Regroupement des Carrefours jeunesse-emploi Chaudière-Appalaches
- **Logement social et communautaire :** Regroupement des offices d'habitation du Québec, Fédération régionale des OBNL d'habitation de Québec et Chaudière-Appalaches, Fédération des coopératives d'habitation de Québec – Chaudière-Appalaches
- **Loisirs et vie active :** Conseil d'administration de l'Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches
- **Lutte à la pauvreté :** Rencontre du Groupe de réflexion et d'action contre la pauvreté de Chaudière-Appalaches
- **Personnes avec limitations :** Regroupement des associations de personnes handicapées – région Chaudière-Appalaches, Table régionale des organismes communautaires actifs en santé mentale
- **Communautaire :** Corporation de développement communautaire, Table régionale des organismes communautaires de la Chaudière-Appalaches
- **Transport collectif :** Conseil d'administration du Groupe co-développement en transport collectif par MRC de la Chaudière-Appalaches

#### *(Représentants gouvernementaux)*

- Forum des directrices et directeurs généraux du réseau de la santé et des services sociaux de la Chaudière-Appalaches
- Conseil du statut de la femme



- Emploi-Québec (Direction régionale de la Chaudière-Appalaches)
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (Immigration – Québec Capitale-Nationale et Est-du-Québec)
- Ministère de la Culture et des Communications (Direction régionale de la Chaudière-Appalaches)
- Ministère de la Famille (Direction régionale de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (Direction régionale de la Chaudière-Appalaches)

(CRDS Chaudière-Appalaches, 2013)

## Réseau des groupes de femmes de la Chaudière-Appalaches

**Mission :** Le Réseau a pour mission première de développer une instance régionale représentant les groupes de femmes. Il favorise la réflexion, la concertation, la circulation de l'information et l'action sur les questions mettant en jeu les intérêts et les droits des femmes. Le Réseau s'inscrit comme un interlocuteur politique régional de premier plan afin d'assurer des interventions efficaces et concertées en matière de condition féminine (Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches, 2012).

### **Composition**

- Fédération 18–Cercle des fermières
- Centre femmes de Beauce
- CALACS À Tire d'Ailes
- Centre femmes de Bellechasse
- AFEAS Québec – Chaudière-Appalaches
- La Gîtée
- Connexion Emploi Ressources femmes

(Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches, 2012)

## Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches

**Mission :** La Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches a pour mission de rechercher le mieux-être des aînés par l'échange, le partage, la concertation et le partenariat. La Table est ainsi en mesure de connaître les besoins des aînés et de dégager les enjeux relatifs aux personnes âgées (Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches, 2013).

### Composition

#### *(Tables municipales et régionales)*

- Conseil des aînés et des retraités de la MRC des Appalaches
- Table de concertation des aînés de Beauce-Sartigan
- Table de concertation des personnes âgées et leurs proches de Bellechasse
- Table de concertation des aîné(e)s des Etchemins (Nouvel Essor)
- Table de concertation des aînés de La Nouvelle-Beauce
- Table des aînés de la MRC de L'Islet
- Carrefour des personnes âgées de Lotbinière (CPAL)
- Table des aînés et des proches aidants (MRC de Montmagny)
- Table de concertation des aînés de Robert-Cliche
- Table des aînés de Lévis–St-Lambert-de-Lauzon (3 représentants)

#### *(Groupes de retraités ou d'aînés)*

- Association québécoise du personnel retraité de direction des écoles (AQPRDE)
- Association québécoise des retraité(e)s des secteurs publics et parapublics (AQRP)
- Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)
- FADOQ – Régions de Québec et de la Chaudière-Appalaches
- Regroupement interprofessionnel des intervenants retraités des services de santé (RIIRS)
- Association nationale des retraités fédéraux – Section de Québec

#### *(Organisations de services)*

- Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (Regroupement AQDR)
- Direction Santé publique (Agence de santé et services sociaux)
- Unité régionale de loisir et de sport (Sports et loisirs)
- Centre d'entraide communautaire bénévole de Montmagny-L'Islet (Centre d'action bénévole)
- Maison des aînés de Lévis (Maison des aînés)

#### *(Organisations spécialisées en services aux aînés)*

- Société Alzheimer de Chaudière-Appalaches (Alzheimer-gérontologie)
- Institut du troisième âge de Thetford Mines (Éducation-recherche)
- Coopérative de services Rive-Sud (Coop de services à domicile)

(Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches, 2013)

## Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches (FJRCA)

**Mission** : Améliorer la qualité de vie des jeunes de 35 ans et moins de la Chaudière-Appalaches (FJRCA, 2013).

### **Composition**

- MRC de Lotbinière
- MRC des Etchemins
- Ville de Lévis
- MRC de Montmagny (vacant)
- MRC de Bellechasse
- MRC de La Nouvelle-Beauce
- MRC des Appalaches
- MRC de Robert-Cliche
- MRC de Beauce-Sartigan
- MRC de L'Islet

(FJRCA, 2013)

## Table éducation Chaudière-Appalaches (TÉCA)

**Mission :** Développer une vision commune des enjeux régionaux en matière d'éducation et établir des liens étroits de concertation et de collaboration (TÉCA, 2013).

### **Composition**

*(Commissions scolaires et établissements d'enseignement)*

- Cégep de Lévis-Lauzon
- Cégep de Thetford
- Centre d'études collégiales de Montmagny
- Cégep Beauce-Appalaches
- Corporation des services universitaires en Chaudière-Appalaches
- Commission scolaire des Navigateurs
- Commission scolaire des Appalaches
- Commission scolaire de la Beauce-Échemin
- Commission scolaire de la Côte-du-Sud
- Université Laval – Direction générale de la formation continue
- Université du Québec à Rimouski, Campus de Lévis
- Centre universitaire des Appalaches
- Juvénat Notre-Dame du Saint-Laurent
- Commission scolaire Central Québec

*(Représentants officiels)*

- Emploi-Québec
- Conférence régionale des élus (directeur général)
- Conférence régionale des élus (analyste-conseil)
- Conférence régionale des élus (maire de Saint-Lambert-de-Lauzon)
- Forum Jeunesse Chaudière-Appalaches
- Agence de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches
- Direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

(TÉCA, 2013)

## Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT)

**Mission :** Définir, avec la Direction régionale d'Emploi-Québec, la problématique du marché du travail de sa région et y adapter les services auprès des individus et des entreprises, participer à l'élaboration du plan d'action régional et proposer des cibles de résultats et des critères de répartition des ressources humaines et financières (CPMT, 2013).

### Composition

#### *(Président)*

- Fédération des coopératives des services à domicile et de santé du Québec

#### *(Secrétaire du conseil)*

- Emploi-Québec

#### *(Représentants des entreprises)*

- Fédérations des coopératives des services à domicile et de santé du Québec
- Vallée de la Plasturgie
- MATISS Inc.
- Raymond, Chabot, Grant, Thornton
- TEXEL (division d'ADS Inc.)
- Centre de développement des entreprises

#### *(Représentants de la main d'œuvre)*

- SCFP 3783
- Conseil central de Québec – Chaudière-Appalaches (CSN) (2)
- Section locale 911 des TCA-Québec (FTQ)
- Centrale des syndicats démocratiques
- Fédération de l'UPA de la Beauce

#### *(Représentants des organismes communautaires et du milieu de formation)*

- Cégep Beauce-Appalaches
- Carrefour Jeunesse Emploi Beauce-Sud
- Commission scolaire des Navigateurs
- Syndicat de l'enseignement de la Côte-du-Sud (CSQ)
- Tandem international

#### *(Observateurs)*

- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- Ministère de l'Éducation, du Loisirs et du Sport
- Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches (2 représentants)
- Agence de la santé et des services sociaux

(CPMT, 2013)

## Chaudière-Appalaches Économique

**Mission** : Chaudière-Appalaches Économique (CAÉ) est une nouvelle organisation qui vise à stimuler le développement économique de la région de la Chaudière-Appalaches en soutenant la cohérence et la mise en commun des actions et des services des dix centres locaux de développement (CLD) de la région, de concert avec les organisations partenaires du développement économique et dans le respect de leurs mandats respectifs (CAÉ, 2013).

### Composition

- Conseil économique de Beauce
- CLD de la MRC de Bellechasse
- CLD des Etchemins
- Société de développement économique de Lévis
- CLD L'Islet
- CLD de Lotbinière
- CLD de la MRC de Montmagny
- CLD de La Nouvelle-Beauce
- CLD Robert-Cliche
- Société de développement économique de la région de Thetford

(CAÉ, 2013)

## Développement PME Chaudière-Appalaches

**Mission :** Développement PME Chaudière-Appalaches est une organisation qui a comme mission de favoriser l'essor économique de la région de la Chaudière-Appalaches (Développement PME Chaudière-Appalaches, 2013).

### Composition

#### (Administrateurs)

- **MRC de Bellechasse :** Produits métalliques Bussières inc.
- **MRC de La Nouvelle-Beauce :** Permafil inc.
- **Ville de Lévis :** AD Boivin Design inc.
- **MRC de Lotbinière :** AutomaTech Robotik
- **MRC de Beauce-Sartigan :** Deloupe inc.
- **MRC des Appalaches :** Prolab Technolub inc.
- **MRC de L'Islet :** Groupe Bertec inc.
- **MRC de Montmagny :** Rolland Mathurin inc.
- **MRC de Robert-Cliche :** Puroseptic inc.
- **MRC des Etchemins :** vacant

#### (Administrateur associé)

- CLD Les Etchemins

#### (Observateurs)

- Ministère des Finances et de l'Économie du Québec
- Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches
- Développement économique Canada

#### (Officier)

- Développement PME Chaudière-Appalaches

(Développement PME Chaudière-Appalaches, 2013)



## Bibliographie

### Ouvrages cités

- AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI). 2008. « Examen des programmes de gouvernance de l'ACDI – Rapport de synthèse », 69 p. En ligne : [http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Evaluations2/\\$file/Review\\_of\\_Governance\\_Programming\\_in\\_CIDA-FR.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Evaluations2/$file/Review_of_Governance_Programming_in_CIDA-FR.pdf)
- AGENCE FORESTIÈRE DE LA MONTÉRÉGIE. 2007. « La forêt naturelle de la Montérégie ». *Plantation de feuillus nobles, fiche 1*, 4 p. En ligne : [http://www.afm.qc.ca/media-acceuil-menu/Fiches\\_trousse\\_proprietaire/fiche%201.pdf](http://www.afm.qc.ca/media-acceuil-menu/Fiches_trousse_proprietaire/fiche%201.pdf)
- AÎNÉS ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL MONTÉRÉGIE EST. 2013. En ligne : <http://ainesmonteregie-est.org/>
- ASCHER, François. 2001. *Les nouveaux principes de l'urbanisme : La fin des villes n'est pas à l'ordre du jour*. Paris, Édition de l'aube.
- CANARDS ILLIMITÉS CANADA (a). 2006. « Portrait des milieux humides de la Montérégie, les milieux humides une source de vie », 102 p. En ligne : [http://www.ducks.ca/assets/2012/07a/PRCMH\\_R16\\_MONT\\_2006\\_portrait\\_cartes.pdf](http://www.ducks.ca/assets/2012/07a/PRCMH_R16_MONT_2006_portrait_cartes.pdf)
- CANARDS ILLIMITÉS CANADA (b). 2006. « Portrait des milieux humides du Centre-du-Québec, les milieux humides une source de vie », 63 p. En ligne : [http://www.ducks.ca/assets/2012/07a/PRCMH\\_R17\\_CEQC\\_2006\\_portrait\\_cartes.pdf](http://www.ducks.ca/assets/2012/07a/PRCMH_R17_CEQC_2006_portrait_cartes.pdf)
- CANARDS ILLIMITÉS CANADA (c). 2006. « Portrait des milieux humides de la Chaudière-Appalaches, les milieux humides une source de vie », 85 p. En ligne : [http://www.ducks.ca/assets/2012/07a/PRCMH\\_R12\\_CHAP\\_2006\\_portrait\\_cartes.pdf](http://www.ducks.ca/assets/2012/07a/PRCMH_R12_CHAP_2006_portrait_cartes.pdf)
- CARRIÈRE, Jean-Bernard, et Marie Lequin (2009). « Gouvernance des territoires fauniques au Québec », *Revue Gouvernance*, vol. 6, n° 1, 7 p. En ligne : [http://www.revuegouvernance.ca/images/content/Spring2007/carriere\\_final.pdf](http://www.revuegouvernance.ca/images/content/Spring2007/carriere_final.pdf)
- CHAUDIÈRE-APPALACHES ÉCONOMIQUE. En ligne : <http://caeconomique.com/>
- COGESAF. 2010. « Enjeux et orientations, objectifs et indicateurs du Plan directeur de l'eau du bassin versant de la rivière Saint-François », 10 p. En ligne : <http://www.cogesaf.qc.ca/wp-content/PDE/PDECOGESAFEnjeu.pdf>
- COMITÉ FEMMES, ÉGALITÉ ET MOUVEMENT. 2013. En ligne : <http://cfem.credelongueuil.org/>
- COMITÉ RÉGIONAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL CENTRE-DU-QUÉBEC. 2013. En ligne : <http://crds.centre-du-quebec.qc.ca/>
- COMMISSION DE DÉVELOPPEMENT BIOALIMENTAIRE DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL. 2010. En ligne : <http://cdbal.org/>
- COMMISSION D'ÉTUDE SUR LA GESTION DE LA FORÊT PUBLIQUE QUÉBÉCOISE. 2004. « Portraits forestiers régionaux. En ligne : <http://www.commission-foret.qc.ca/portrait.htm>

- COMMISSION RÉGIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2013. En ligne : <http://www.chaudiere-appalaches.qc.ca/crds>
- CONSEIL DES AÎNÉS DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL. 2013. En ligne : <http://www.aines-credelongueuil.org>
- CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LONGUEUIL. 2013. En ligne : <http://cdclongueuil.org>
- CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT CENTRE-DU-QUÉBEC. 2013. En ligne : <http://www.crecq.qc.ca>
- CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2010. En ligne : <http://www.creca.qc.ca/creca>
- COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL. 2013. En ligne : <http://www.cpmt.gouv.qc.ca>
- CPTAQ. 2012. « Données sur le territoire en zone agricole par région administrative, par MRC et par territoire équivalent au 31 mars 2012 », *Annexe statistique 2011-2012*, 4 p. En ligne : [http://www.cptaq.gouv.qc.ca/fileadmin/fr/publications/publications/rannuel/rap\\_annuel2011-2012/contenu/pdf/14\\_tableau\\_MRC.pdf](http://www.cptaq.gouv.qc.ca/fileadmin/fr/publications/publications/rannuel/rap_annuel2011-2012/contenu/pdf/14_tableau_MRC.pdf)
- CRÉ CENTRE-DU-QUÉBEC(a). 2013. En ligne : <http://www.cre.centre-du-quebec.qc.ca/index2.asp>
- CRÉ CENTRE-DU-QUÉBEC(b). 2013. « Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) du Centre-du-Québec. En ligne : <http://centre-du-quebec.qc.ca/Client/pageallfiches.asp?garb=true&clef=283&Clef2=87>
- CRÉ CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2013. En ligne : <http://www.chaudiere-appalaches.qc.ca>
- CRÉ CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2011. « Portrait socioéconomique de la Chaudière-Appalaches en matière de solidarité et d'inclusion sociale », 102 p. En ligne : [http://www.chaudiere-appalaches.qc.ca/upload/sisca/editor/Ch-App\\_SISCA-120123.pdf](http://www.chaudiere-appalaches.qc.ca/upload/sisca/editor/Ch-App_SISCA-120123.pdf)
- CRÉ LONGUEUIL. 2013. En ligne : <http://www.credelongueuil.org>
- CRÉ MONTÉRÉGIE EST(a). 2013. En ligne : <http://www.monteregie-est.org>
- CRÉ MONTÉRÉGIE EST(b). 2013. « Pôle régional d'économie sociale ». En ligne : [http://www.monteregie-est.org/?rub=9&sous\\_rub=353](http://www.monteregie-est.org/?rub=9&sous_rub=353)
- CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT(a). 2013. En ligne : <http://www.crevhsl.org>
- CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT(b). 2013. « Ressources naturelles et Territoire ». En ligne : <http://www.crevhsl.org/secteur-ressources-naturelles-territoire> <http://www.crevhsl.org/secteur-ressources-naturelles-territoire>
- CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT(c). 2013. « Commission agroalimentaire ». En ligne : <http://www.crevhsl.org/secteur-agroalimentaire>
- CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT(d). 2013. « Commission Formation, Recherche et Science ». En ligne : <http://www.crevhsl.org/secteur-formation-recherche-sciences>
- CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT(e). 2013. « Forum Jeunesse ». En ligne : <http://www.crevhsl.org/forum-jeunesse>

- CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT(f). 2013. « Développement économique ». En ligne : <http://www.crevhsl.org/secteur-developpement-economique>
- CRPMT CENTRE-DU-QUÉBEC. 2012. En ligne : <http://emploiquebec.net/regions/centre-quebec/partenaires.asp>
- CRPMT CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2013. En ligne : <http://emploiquebec.net/regions/chaudiere-appalaches/partenaires.asp>
- CRPMT MONTÉRÉGIE. 2012. En ligne : <http://emploiquebec.net/regions/monteregie/partenaires.asp>
- CRRNT CENTRE-DU-QUÉBEC. 2011. « Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire (PRDIRT) – Portrait de la forêt naturelle du Centre-du-Québec », 138 p. En ligne : <http://centre-du-quebec.qc.ca/client/uploads/317/103942213210642.pdf>
- CRRNT CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2010. « Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire (PRDIRT) – Portrait des ressources naturelles de la Chaudière-Appalaches », 252 p. En ligne : <http://www.chaudiere-appalaches.qc.ca/upload/crrnt/editor/asset/2009/Portrait%20des%20ressources%20naturelles.pdf>
- CRRNT CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2013. En ligne : <http://www.chaudiere-appalaches.qc.ca/crrnt>
- CRRNT MONTÉRÉGIE EST. 2013. « Document de présentation générale », 12 p. En ligne : [http://www.crrntmonteregie-est.org/crrnt\\_fichiers/files/Doc%20general%20de%20presentation%20CRRNT%20ME.pdf](http://www.crrntmonteregie-est.org/crrnt_fichiers/files/Doc%20general%20de%20presentation%20CRRNT%20ME.pdf)
- CRRNT MONTÉRÉGIE EST. 2011. « Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire (PRDIRT) – Portrait de la forêt naturelle de la Montérégie Est », 130 p. En ligne : [http://www.monteregie-est.org/cre\\_monteregie\\_fichiers/file/Rapport\\_Monteregie%20Est\\_final.pdf](http://www.monteregie-est.org/cre_monteregie_fichiers/file/Rapport_Monteregie%20Est_final.pdf)
- DÉVELOPPEMENT BIOALIMENTAIRE CENTRE-DU-QUÉBEC. 2013. En ligne : <http://www.bioalimentairecq.ca>
- DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LONGUEUIL. 2013. En ligne : <http://www.delagglo.ca/>
- DÉVELOPPEMENT PME CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2013. En ligne : <http://www.developpement-pme.qc.ca/>
- DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DU PARTENARIAT ET DE L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL D'EMPLOI-QUÉBEC, MONTÉRÉGIE. 2009. « Le marché du travail en Montérégie – Bilan annuel 2009 », 25 p. En ligne : [http://emploiquebec.net/publications/pdf/16\\_admin\\_bilan2009-2010.pdf](http://emploiquebec.net/publications/pdf/16_admin_bilan2009-2010.pdf)
- DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES POLITIQUES ET DE LA PROSPECTIVE. 2011. « Le Québec mobilisé contre la pauvreté : Profil statistique régional ». En ligne : [http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN\\_Profil\\_Monteregie.pdf](http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_Profil_Monteregie.pdf)  
[http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN\\_Profil\\_Centre-du-quebec.pdf](http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_Profil_Centre-du-quebec.pdf)  
[http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN\\_Profil\\_Chaudiere-Appalaches.pdf](http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_Profil_Chaudiere-Appalaches.pdf)

- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2010. « Portrait territorial : Chaudière-Appalaches ». En ligne : <http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/territoire/planification/portrait-chaudiere-appalaches.pdf>
- DIRECTION RÉGIONALE DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2007. *La fierté d'en vivre. Le plaisir de s'en nourrir : Chaudière-Appalaches*. 4 p.
- DUCHAINE, Yves, et coll. 2012. *Potentiel en gaz naturel dans le shale d'Utica, Québec*, Université Laval, 83 p.
- ÉCONOMIE SOCIALE QUÉBEC. 2010. « Comité régional d'économie sociale (CRÉS) du Centre-du-Québec ». En ligne : <http://economiesocialequebec.ca/?module=directory&division=3&subject=124&uid=3422>
- ENVIRONNEMENT CANADA. 2013. « Réserves nationales de faune ». En ligne : <http://www.ec.gc.ca/ap-pa/default.asp?lang=Fr&n=2BD71B33-1>
- ENVIRONNEMENT CANADA ET MDDEP. 2008. « Portrait global de l'état du Saint-Laurent 2008 ». En ligne : [http://planstlaurent.qc.ca/fileadmin/publications/portrait/portrait\\_global\\_2008\\_f.pdf](http://planstlaurent.qc.ca/fileadmin/publications/portrait/portrait_global_2008_f.pdf)
- FEMMES ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL MONTÉRÉGIE EST. 2008. En ligne : <http://www.egalitemonteregie-est.org>
- FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. 2013. « Études économiques et financières – Espoirs, réalités, risques », 213 p. En ligne : <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2013/01/pdf/textf.pdf>
- FORUM JEUNESSE LONGUEUIL. 2013. En ligne : <http://www.forumjeunesselongueuil.ca>
- FORUM JEUNESSE MONTÉRÉGIE EST. 2013. En ligne : <http://www.fjme.ca>
- FORUM JEUNESSE RÉGIONAL CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2013. En ligne : <http://www.fjrca.com>
- GAGNON, Christiane. 2007. « Les motifs, objectifs et orientations du guide québécois Agendas 21<sup>e</sup> siècle locaux ». Dans GAGNON, C. (Éd) et E. ARTH (en collab. avec). *Guide québécois pour des Agendas 21<sup>e</sup> siècle locaux*. En ligne : [http://www.a21.qc.ca/9546\\_fr.html](http://www.a21.qc.ca/9546_fr.html)
- GAGNON, Christiane et coll. 2013. « Inventaire territorial des régions québécoises ayant un potentiel d'exploitation des gaz de schiste », Université du Québec à Chicoutimi, 557 p. En ligne : [http://ees-gazdeschiste.gouv.qc.ca/wordpress/wp-content/uploads/2013/03/Rapport-etude-S2-4\\_UQAC.pdf](http://ees-gazdeschiste.gouv.qc.ca/wordpress/wp-content/uploads/2013/03/Rapport-etude-S2-4_UQAC.pdf)
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC. 2007. « Thésaurus de l'activité gouvernementale (TAG) – Navettage ». En ligne : <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=22528>
- HERMET, Guy (1998). *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 3<sup>e</sup> édition. Paris, Armand Colin, 114 p.
- INRS ET EMPLOI-QUÉBEC. 2011. « Portrait socioéconomique de la région de la Chaudière-Appalaches. Synthèse des territoires relevant des centres locaux d'emploi (CLE) », 38 p. En ligne : [http://emploiquebec.net/publications/Liens-indirects/12\\_imt\\_portrait\\_lislet\\_2010-2.pdf](http://emploiquebec.net/publications/Liens-indirects/12_imt_portrait_lislet_2010-2.pdf)

- ISQ. 2009. « Perspectives démographiques du Québec et des régions 2006-2056 », Édition 2009, 133 p. En ligne :  
[http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2009/perspectives2006\\_2056.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2009/perspectives2006_2056.pdf)
- ISQ. 2010. « Répartition de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, le sexe et le groupe d'âge, Centre-du-Québec, 2006 ». En ligne :  
[http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/education/etat\\_scolarisation/scol\\_pop\\_15\\_sex\\_a\\_17.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/education/etat_scolarisation/scol_pop_15_sex_a_17.htm)
- ISQ. 2011. « Produit intérieur brut régional par industrie au Québec », 245 p. En ligne :  
[http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/cptes\\_econo/pdf2012/PIBRegional2011.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/cptes_econo/pdf2012/PIBRegional2011.pdf)
- ISQ(a). 2012. « Bulletin statistique régional, Édition 2012, Montérégie », 38 p.
- ISQ(b). 2012. « Bulletin statistique régional, Édition 2012, Centre-du-Québec », 33 p.
- ISQ(c). 2012. « Bulletin statistique régional, Édition 2012, Chaudière-Appalaches », 34 p.
- ISQ(d). 2012. « Investissements privés et publics, Québec et ses régions, Perspective 2012 », 4 p. En ligne :  
[http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/investissements/pdf/IPP\\_regions\\_2012.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/investissements/pdf/IPP_regions_2012.pdf)
- ISQ(a). 2013. « Municipalités (découpage géographique au 1<sup>er</sup> janvier 2013), Population totale 1996-2012 ». En ligne :  
[http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/dons\\_regnl/regional/MUN\\_total.xls](http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/dons_regnl/regional/MUN_total.xls)
- ISQ(b). 2013. « Coup d'œil sur les régions ». En ligne :  
[http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/region\\_00/region\\_00.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/region_00/region_00.htm)
- LA TOILE JEUNESSE CENTRE-DU-QUÉBEC. 2013. « Forum jeunesse ». En ligne :  
<http://www.toilejeunesse.centre-du-quebec.qc.ca/client/pagesoussection.asp?clef2=148>
- LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ. 2010. Paris, 1812 p.
- Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (chapitre M-22.1), annexe B. En ligne :  
[http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/M\\_22\\_1/M22\\_1.html](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/M_22_1/M22_1.html)
- MAMROT. 2008. « Pour une plus grande prospérité et vitalité de nos municipalités, Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées », 60 p. En ligne :  
[http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/grands\\_dossiers/municipalites\\_devitalisees/plan\\_action\\_mun\\_devitalisees.pdf](http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/grands_dossiers/municipalites_devitalisees/plan_action_mun_devitalisees.pdf)
- MAMROT. 2011. « Municipalités dévitalisées ». En ligne :  
<http://www.mamrot.gouv.qc.ca/developpement-regional-et-rural/municipalites-devitalisees/contexte/>
- MAMROT(a). 2011. « Conférences régionales des élus », En ligne :  
<http://www.mamrot.gouv.qc.ca/developpement-regional-et-rural/conferences-regionales-des-elus/>
- MAMROT. 2012. « L'urbanisme durable. Enjeux, pratiques et outils d'intervention ». 94 p. En ligne :  
[http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/grands\\_dossiers/developpement\\_durable/guide\\_urbanisme\\_durable.pdf](http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/grands_dossiers/developpement_durable/guide_urbanisme_durable.pdf)

- MAPAQ. 2008. « Agriculture et agroalimentaire dans la région du Centre-du-Québec », 28 p.  
En ligne : <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Regional.pdf>
- MAPAQ. 2012. « Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec, Estimations pour 2011, 118 p. En ligne :  
[http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Publications/Profilregionalbioalimentaire\\_Complet.pdf](http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Publications/Profilregionalbioalimentaire_Complet.pdf)
- McDUFF, Caroll. 2010. « État de la situation de la ressource eau dans le Centre-du-Québec ». En ligne :  
<http://centre-du-quebec.qc.ca/client/uploads/317/104675587713411.pdf>
- MDDEFP(a). 2002. « Portrait régional de l'eau ». En ligne :  
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/regions/>
- MDDEFP(b). 2002. « Fleurs d'eau de cyanobactéries ». En ligne :  
[http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/eco\\_aqua/cyanobacteries/](http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/eco_aqua/cyanobacteries/)
- MDDEFP(c) (2002). « Les aires protégées au Québec ». En ligne :  
[http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/aires\\_quebec.htm#def](http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/aires_quebec.htm#def)
- MDDEFP(d). 2002. « La gestion intégrée de l'eau par bassin versant ». En ligne :  
<http://www.mddefp.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/>
- MDDEFP(e). 2002. « Conservation volontaire ». En ligne :  
<http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/prive/conservation.htm>
- MDDEFP(g). 2002. « Des habitats protégés au naturel ». En ligne :  
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/reserves/>
- MDDEFP(f). 2002. « Réserves de biodiversité / Réserves de biodiversité projetées ». En ligne :  
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/reserves-bio/>
- MDDEFP(h). 2002. « Les réserves naturelles: comment protéger les attraits naturels de votre propriété ». En ligne :  
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/prive/depliant.htm>
- MDDEFP(a). 2012. « Les aires protégées par désignation, Région de la Montérégie », 1 p.  
En ligne : [http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/registre/cartes/Carte-Ap-Rg-16-Monteregie.pdf](http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/registre/cartes/Carte-Ap-Rg-16-Monteregie.pdf)
- MDDEFP(b). 2012. « Les aires protégées par désignation, Région Centre-du-Québec », 1 p.  
En ligne : [http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/registre/cartes/Carte-Ap-Rg-17-Centre-Qc.pdf](http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/registre/cartes/Carte-Ap-Rg-17-Centre-Qc.pdf)
- MDDEFP(c). 2012. « Les aires protégées par désignation, Région de la Chaudière-Appalaches », 1 p. En ligne :  
[http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/registre/cartes/Carte-Ap-Rg-12-Chaud-Appal.pdf](http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/registre/cartes/Carte-Ap-Rg-12-Chaud-Appal.pdf)
- MDDEFP(a). 2013. « Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines ». En ligne :  
<http://www.mddefp.gouv.qc.ca/eau/souterraines/programmes/acquisition-connaissance.htm>
- MDDEFP(b). 2013. « Guide SAGO et systèmes satellites ». En ligne :  
<http://dpsc/pilotage/Guides/SAGO/!SSL!/WebHelp/Guides.htm>

- MESS. 2013. « Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale ». En ligne : <http://www.mess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/>
- MFEQ. 2012. « Portrait socioéconomique des régions du Québec, Édition 2012 », 103 p. En ligne : [http://www.economie.gouv.qc.ca/objectifs/informer/portraits-regionaux/page/etudes-et-analyses-11106/?tx\\_igaffichagepages\\_pi1%5Bmode%5D=single&tx\\_igaffichagepages\\_pi1%5BbackPid%5D=69&tx\\_igaffichagepages\\_pi1%5BcurrentCat%5D=&cHash=df02acdaee4a2b80efe445ad8de97ce](http://www.economie.gouv.qc.ca/objectifs/informer/portraits-regionaux/page/etudes-et-analyses-11106/?tx_igaffichagepages_pi1%5Bmode%5D=single&tx_igaffichagepages_pi1%5BbackPid%5D=69&tx_igaffichagepages_pi1%5BcurrentCat%5D=&cHash=df02acdaee4a2b80efe445ad8de97ce)
- MFEQ. 2013. « Projet d'action concertée de coopération régionale de développement (ACCORD) ». En ligne : <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/accord/>
- MRN (2001). Les écosystèmes forestiers exceptionnels du Québec, 16 p. En ligne : <http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/20013072.pdf>
- MRN. 2013. « Représentation cartographique du morcellement et de la tenure ». En ligne : <http://www.mrn.gouv.qc.ca/foncier/arpentage/arpentage-representation.jsp>
- MRNF. 2011. « Carte des puits forés et fracturés – Shale d'Utica ». En ligne : [http://sigpeg.mrnf.gouv.qc.ca/gpg/pdf/puits\\_shales\\_gazeiferes.pdf](http://sigpeg.mrnf.gouv.qc.ca/gpg/pdf/puits_shales_gazeiferes.pdf)
- MRNFP. 2004. « Document d'information, région du Centre-du-Québec », 20 p. En ligne : <http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/forets/portraits-forestiers/PortraitForestier17.pdf>
- MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ONTARIO. 2013. « Attribution des ressources forestières et octroi de permis (tenure forestière) ». En ligne : [http://www.mnr.gov.on.ca/fr/Business/Forests/2ColumnSubPage/STDPROD\\_092670.html](http://www.mnr.gov.on.ca/fr/Business/Forests/2ColumnSubPage/STDPROD_092670.html)
- NATIONS UNIES. 2012. « Situation et perspective de l'économie mondiale 2012 », 18 p. En ligne : [http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp\\_archive/2012wesp\\_es\\_fr.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_archive/2012wesp_es_fr.pdf)
- OBV YAMASKA. 2012. « Analyse du bassin versant », En ligne : <http://www.obv-yamaska.qc.ca/analyse-du-bassin-versant>
- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. 2013. « Officialisation – Avis terminologiques ». En ligne : <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/officialisation/terminologique/fiches/1199394.html>
- PATOINE, M. 2005. *État de l'écosystème aquatique du bassin versant de la rivière Boyer : faits saillants 2001-2003*. Québec, MDDEP, Direction du suivi de l'état de l'environnement, 10 p. En ligne : <http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/bassins/boyer/faits/FS-Boyer.pdf>
- POLÈSE, Mario. 2009. « Les nouvelles dynamiques régionales de l'économie québécoise : cinq tendances », *Recherches sociographiques*, vol. 50, n<sup>o</sup> 1, p. 11-40.
- RÉSEAU DES GROUPES DE FEMMES CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2012. En ligne : <http://www.femmesca.com>
- SERVICE CANADA(a). 2012. « Perspectives sectorielles 2012-2014, Centre-du-Québec », 32 p. En ligne : [http://www.servicecanada.gc.ca/fra/qc/perspectives\\_sectorielles/ps\\_CentreQuebec.pdf](http://www.servicecanada.gc.ca/fra/qc/perspectives_sectorielles/ps_CentreQuebec.pdf)
- SERVICE CANADA(b). 2012. « Perspectives sectorielles 2012-2014, Chaudière-Appalaches », 39 p. En ligne : [http://www.servicecanada.gc.ca/fra/qc/perspectives\\_sectorielles/ps\\_ChaudiereApp.pdf](http://www.servicecanada.gc.ca/fra/qc/perspectives_sectorielles/ps_ChaudiereApp.pdf)

- SERVICE CANADA(c). 2012. « Perspectives sectorielles 2012-2014, Montérégie », 25 p. En ligne : [http://www.servicecanada.qc.ca/fra/qc/perspectives\\_sectorielles/ps\\_MonteregiePartie2.shtml](http://www.servicecanada.qc.ca/fra/qc/perspectives_sectorielles/ps_MonteregiePartie2.shtml)
- SIMARD, Majella. 2006. « Le vieillissement de la population en milieu rural québécois : Portrait actuel et tendance évolutive », Rimouski, Centre de recherche sur le développement territorial, 163 p. En ligne : <http://www.fqrcs.gouv.qc.ca/upload/editeur/actionConcerte/BJeanRapport5.pdf>
- SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC. 2011. « Profils statistiques du Québec et ses régions – Édition 2011 ». En ligne : [http://www.habitation.gouv.qc.ca/documents\\_et\\_references/profils\\_statistiques\\_du\\_quebec\\_et\\_ses\\_regions\\_edition\\_2011.html](http://www.habitation.gouv.qc.ca/documents_et_references/profils_statistiques_du_quebec_et_ses_regions_edition_2011.html)
- STATISTIQUE CANADA(a). 2012. « Perspective géographique », *Recensement de 2011*. En ligne : <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/fogs-spg/select-Geo-Choix.cfm?Lang=Fra&GK=CSD&PR=10>
- STATISTIQUE CANADA(b), 2012. « Dictionnaire du recensement : Écoumène ». En ligne : <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/ref/dict/geo023-fra.cfm>
- STATISTIQUE CANADA(a). 2013. « Unités statistiques normalisées : Ménage ». En ligne : <http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/house-menage-fra.htm>
- STATISTIQUE CANADA(b). 2013. « Comptes économiques ». En ligne : <http://www5.statcan.gc.ca/subject-sujet/subtheme-soustheme.action?pid=3764&id=3012&lang=fra&more=0>
- TABLE AGROALIMENTAIRE DE CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2013. En ligne : <http://taca.qc.ca>
- TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2013. En ligne : <http://www.aineschaudiereappalaches.com>
- TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DE LA MONTÉRÉGIE. 2013. En ligne : <http://tcqfm.qc.ca>
- TABLE DE CONCERTATION DU MOUVEMENT DES FEMMES DU CENTRE-DU-QUÉBEC. 2013. En ligne : <http://www.femmescentreduquebec.qc.ca>
- TABLE D'ÉDUCATION DE CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2013. En ligne : <http://www.education0312.qc.ca/idsideJ/php/index.php>
- TABLE D'ÉDUCATION INTERORDRES DE LA MONTÉRÉGIE. 2013. En ligne : <http://www.teiom.org>
- TABLE RÉGIONALE DES AÎNÉS DE LA MONTÉRÉGIE. 2011. En ligne : <http://www.latram.ca/>
- TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION DES PERSONNES AÎNÉES DU CENTRE-DU-QUÉBEC. 2013. En ligne : <http://aines.centre-du-quebec.qc.ca>
- TABLE RÉGIONALE D'ÉCONOMIE SOCIALE CHAUDIÈRE-APPALACHES. 2012. En ligne : <http://tresca.ca>
- TABLE RÉGIONALE DE L'ÉDUCATION DU CENTRE-DU-QUÉBEC. 2012. En ligne : <http://www.reussiteeducative.com>
- TABLE RÉGIONALE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET BÉNÉVOLES DE LA MONTÉRÉGIE. 2013. En ligne : <http://www.trocm.org>



UNESCO. 2012. « Réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre ». En ligne : <http://www.biospherelac-st-pierre.qc.ca/content/index.html>

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. 2010. *Gestion gouvernementale de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste*, Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale 2010-2011 p. 3-8, En ligne : [http://www.vgq.qc.ca/fr/fr\\_publications/fr\\_rapport-annuel/fr\\_2010-2011-CDD/fr\\_Rapport2010-2011-CDD-Chap03.pdf](http://www.vgq.qc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_2010-2011-CDD/fr_Rapport2010-2011-CDD-Chap03.pdf)

**Ouvrages consultés**

- CANARDS ILLIMITÉS CANADA. 2012. « Atlas des milieux humides, Cartographie détaillée des milieux humides du Centre-du-Québec », 56 p. En ligne : [http://www.ducks.ca/assets/2012/07a/Atlas\\_mhs\\_CDQ\\_mars2012\\_WEB.pdf](http://www.ducks.ca/assets/2012/07a/Atlas_mhs_CDQ_mars2012_WEB.pdf)
- CANARDS ILLIMITÉS CANADA ET STRATÉGIES SAINT-LAURENT. 2004. « Inventaire des problématiques d'usages et de ressources du Saint-Laurent en lien avec les activités agricoles », 22 p. En ligne : [http://www.agrireseau.qc.ca/agroenvironnement/documents/Rapport\\_CIC\\_St-Laurent\\_2004.pdf](http://www.agrireseau.qc.ca/agroenvironnement/documents/Rapport_CIC_St-Laurent_2004.pdf)
- CSQ. 2008. « Portrait statistiques des enjeux éducatifs de la Chaudière-Appalaches. Rendez-vous CSQ de l'éducation », 24 p. En ligne : [http://cbcsq.qc.net/sites/1676/Portrait\\_Chaudi%C3%A8re\\_Appalaches.pdf](http://cbcsq.qc.net/sites/1676/Portrait_Chaudi%C3%A8re_Appalaches.pdf)
- CSQ. 2008. « Portrait statistiques des enjeux éducatifs de la Montérégie. Rendez-vous CSQ de l'éducation », 13 p. En ligne : <http://cbcsq.qc.net/sites/1676/Monteregie.pdf>
- CRRNT VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT. 2010. « Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire (PRDIRT) », 458 p. En ligne : [http://www.crevhsl.org/sites/default/files/fichiers/pages/prdirt\\_vhsl.pdf](http://www.crevhsl.org/sites/default/files/fichiers/pages/prdirt_vhsl.pdf)
- ENVIRONNEMENT QUÉBEC. 2002. « Rôles et responsabilités du ministère de l'Environnement à l'égard de la production porcine ». En ligne : <http://www.mddep.gouv.qc.ca/prodporcine/MonteregieBAPE.pdf>
- INSPQ. 2009. « Regards sur le développement social », *Développement social*, vol. 9, n° 3, 72 p. En ligne : <http://www.mediak.ca/Data/Sites/1/SharedFiles/pdf/rds93.pdf>
- ISQ. 2012. « Bulletin statistique régional, CRÉ-Longueuil », 32 p.
- ISQ. 2012. « Le vieillissement démographique : de nombreux enjeux à déchiffrer », 260 p. En ligne : [http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2012/actes\\_colloques\\_vieillessement.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2012/actes_colloques_vieillessement.pdf)
- ISQ. 2012. « Panorama des régions du Québec, Édition 2012 », 178 p. En ligne : [http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama\\_2012.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama_2012.pdf)
- ISQ. 2013. « Évolution du marché du travail dans les MRC », 12 p. En ligne : <http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/Flash-regions-2012.pdf>
- ISQ ET MAPAQ. 2013. « Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec, Édition 2012 », 131 p. En ligne : [http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/ind\\_bioalimentaire/pdf/profil\\_bio\\_2012.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/ind_bioalimentaire/pdf/profil_bio_2012.pdf)
- LACROIX, Isabelle et Pier-Olivier St-Arnaud. 2012. « La gouvernance : tenter une définition », *Cahiers de recherche en politique appliquée*, 2012, vol. 4, n° 3, page 25. En ligne : <http://www.usherbrooke.ca/politique-appliquee/fileadmin/sites/flsh/politique/documents/cahiers/Vol4-no3-article2.pdf>
- MDDEP. 2005. « Atlas de la biodiversité du Québec. Les espèces menacées ou vulnérables », 62 p. En ligne : <http://www.cdpmq.gouv.qc.ca/pdf/Atlas-biodiversite.pdf>
- MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES. 2013. « Shale d'Utica ». En ligne : <http://sigpeg.mrnf.gouv.qc.ca/gpg/classes/ActiviteShale>

MRNF. 2010. « Portrait territorial Chaudière-Appalaches », 116 p. En ligne :  
<http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/territoire/planification/portrait-chaudiere-appalaches.pdf>

QUÉBEC INTERNATIONAL. 2012. « Portrait socioéconomique Chaudière-Appalaches », 44 p.  
En ligne : [http://quebecinternational.ca/media/1299469/bilan\\_chaudiere-appalaches.pdf](http://quebecinternational.ca/media/1299469/bilan_chaudiere-appalaches.pdf)

## Lexique

**Aires protégées** : Territoire, en milieu terrestre ou aquatique, géographiquement délimitée, dont l'encadrement juridique et l'administration visent spécifiquement à assurer la protection et le maintien de la diversité biologique et des ressources naturelles et culturelles associées (MDDEFP(c), 2002).

**Bassin versant** : Appliqué aux eaux de surface, le bassin versant désigne un territoire délimité par les lignes de partage des eaux sur lequel toutes les eaux s'écoulent vers un même point appelé *exutoire*. On peut désigner un bassin versant autant pour une rivière que pour un lac ou une baie (MDDEFP(d), 2002).

**Créneaux d'excellence du projet ACCORD** : Le projet ACCORD (Action concertée de coopération régionale de développement) s'appuie sur les forces régionales et sur la recherche de l'excellence dans les secteurs clés du Québec. Il favorise le regroupement de gens d'affaires et d'entrepreneurs d'une même région qui ont une vision commune de leur secteur d'activité et qui définissent une stratégie à long terme pour le mettre en valeur (<https://www.economie.gouv.qc.ca/accord/>).

Un créneau d'excellence se définit comme un ensemble d'organisations :

- aux activités connexes et interdépendantes, qui collaborent entre elles et se concurrencent;
- regroupées sur un territoire défini;
- constituant un secteur où la région a su se démarquer grâce à des compétences et à des produits particuliers;
- employant des chercheurs et une main-d'œuvre qualifiés (<http://www.economie.gouv.qc.ca/?id=243>).

**Cultures à grands interlignes** : Cultures au couvert végétal clairsemé nécessitant de grandes quantités de fertilisants et de pesticides (Canards Illimités Canada et Stratégies Saint-Laurent, 2004). Principalement le maïs grain, le maïs fourrager, la pomme de terre, le soja et des légumes. Ces cultures présentent des risques élevés d'érosion (Patoine, 2005).

**Écosystème forestier exceptionnel** : Les écosystèmes forestiers « exceptionnels » regroupent trois catégories distinctes : les forêts rares, les forêts anciennes et les forêts refuges d'espèces menacées ou vulnérables. Les « forêts rares » sont des écosystèmes forestiers qui occupent un nombre restreint de sites et couvrent une superficie réduite. La rareté est généralement d'origine

naturelle, mais elle peut aussi résulter de l'activité humaine. Pour sa part, l'expression « forêts anciennes » désigne les peuplements qui n'ont pas été modifiés par l'Homme, qui n'ont subi aucune perturbation naturelle majeure récente et dans lesquels on retrouve de très vieux arbres. Enfin, les « forêts refuges d'espèces menacées ou vulnérables » sont des peuplements où l'on trouve une concentration significative d'espèces végétales menacées ou vulnérables (MRN, 2001).

**Écoumène** : Le terme « écoumène » est utilisé par les géographes pour désigner la surface habitée. Il s'applique généralement aux régions où des habitants ont établi leur résidence permanente ainsi qu'à toutes les zones de travail occupées ou utilisées à des fins agricoles ou pour d'autres activités économiques. Il peut donc exister différents types d'écoumènes (écoumène de population, écoumène agricole, écoumène industriel, etc.), chacun présentant des caractéristiques qui lui sont propres (Statistique Canada(b), 2012).

**Embourgeoisement** : Transformation socioéconomique d'un quartier urbain ancien engendrée par l'arrivée progressive d'une nouvelle classe de résidents qui en restaure le milieu physique et en rehausse le niveau de vie (OQLF, 2013).

**Exploitations agricoles** : Les exploitations agricoles correspondent à celles qui ont généré au cours de l'année civile précédente un revenu brut annuel égal ou supérieur à 5 000 \$ et qui se sont enregistrées auprès du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (Gagnon, 2013).

**Ménage** : Personne ou groupe de personnes (autres que des résidents étrangers) occupant un même logement et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada. Il peut se composer d'un groupe familial (famille de recensement) avec ou sans autres personnes, de deux familles ou plus partageant le même logement, d'un groupe de personnes non apparentées ou d'une personne seule. Les membres d'un ménage qui sont temporairement absents le jour du recensement (par exemple, qui résident temporairement ailleurs) sont considérés comme faisant partie de leur ménage habituel. Pour les besoins du recensement, chaque personne est membre d'un seul et unique ménage. À moins d'indications contraires, toutes les données contenues dans les rapports sur les ménages se rapportent aux ménages privés seulement. Les ménages sont classés en trois catégories : les ménages privés, les ménages collectifs et les ménages à l'extérieur du Canada (Statistique Canada(a), 2013).

**Milieus de conservation volontaire** : La conservation volontaire exprime la prise en charge de la conservation du patrimoine naturel sur une terre privée par les gens qui en sont propriétaires,

qui y habitent ou qui en profitent. Dérivée de l'expression américaine « *Private Stewardship* », la conservation volontaire est fondée, comme son nom l'indique, sur l'initiative et l'engagement d'une personne, soit d'un individu, soit d'une personne morale (MDDEFP(e), 2002).

**Navettage** : Déplacement quotidien des travailleurs, à horaire fixe, du domicile au lieu de travail et inversement (Thésaurus de l'activité gouvernementale, 2007).

**PIB régional** : Valeur totale des biens et services produits au Canada, ou dans une province ou un territoire. Désigne souvent une mesure globale de l'activité économique (Statistique Canada(b), 2013). Le PIB régional est donc le PIB d'une région administrative au Québec.

**Protéagineux** : Se dit de certaines plantes (soja, féverole, pois, lupin) cultivées pour leur richesse en protéines et en amidon qu'on utilise dans l'alimentation du bétail (Larousse, 2010).

**Réserve de biodiversité projetée** : Aire protégée constituée dans le but de favoriser le maintien de la biodiversité en milieu terrestre. Le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs a mis en réserve plusieurs territoires pour la création de futures réserves de biodiversité. De façon générale, ce statut projeté est valide pour une période de quatre ans. Certaines de ces réserves de biodiversité projetées protègent des territoires à l'étude en vue d'y créer des parcs nationaux (MDDEFP(f), 2002).

**Réserve écologique** : Dans certains cas, il s'agit d'un milieu où les sols, les dépôts de surface, les végétaux et la faune s'intègrent bien dans un ensemble représentatif des caractéristiques naturelles d'une région. Dans d'autres, le statut de réserve écologique permet de sauvegarder des espèces fauniques ou floristiques rares ou menacées, ou encore des sites exceptionnels. Dans tous les cas, on peut véritablement parler de musées naturels où la conservation, la connaissance scientifique et, quand c'est possible, l'éducation sont privilégiées (MDDEFP(g), 2002).

**Réserve nationale de faune** : Selon la *Loi sur les espèces sauvages du Canada*, les réserves nationales de faune sont créées et gérées pour assurer la conservation, la recherche et l'interprétation des espèces sauvages. Environnement Canada applique une approche écosystémique pour la gestion et la planification des réserves nationales de faune. Établies en vertu du *Règlement sur les réserves d'espèces sauvages*, les réserves nationales de faune peuvent uniquement être désignées sur des terres appartenant au gouvernement fédéral. Si les terres n'appartiennent pas au gouvernement fédéral, Environnement Canada peut conclure une entente avec le propriétaire sur l'établissement et la gestion conjoints d'une réserve de faune,

laquelle ne pourrait pas être désignée en vertu du Règlement. À ce titre, des partenariats peuvent être forgés avec les provinces, des groupes autochtones et des propriétaires de terres privées dans le cadre d'initiatives comme le Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril et le Plan conjoint des habitats (Environnement Canada, 2013).

**Réserve naturelle reconnue :** Pour être ainsi reconnue, une propriété privée doit présenter des caractéristiques qui justifient un intérêt de conservation sur le plan biologique, écologique, faunique, floristique, géologique, géomorphologique ou paysager. Cette reconnaissance est une démarche entreprise par le propriétaire. La démarche de reconnaissance permet également d'approuver une entente de conservation intervenue entre un propriétaire et un organisme de conservation à but non lucratif. Cette reconnaissance peut être perpétuelle ou pour un terme minimal de 25 ans (MDDEFP(h), 2002).

**SAGO :** Le Système d'aide à la gestion des opérations (SAGO) regroupe les données d'identification des clients (intervenants) et des lieux d'intervention pour lesquels des activités réalisées ou projetées susceptibles d'avoir un impact sur la qualité de l'environnement sont réalisées. L'Atlas-SAGO est un outil géomatique qui vise à améliorer l'intégration, la gestion, l'accessibilité et la consultation de l'information géoréférencée requise pour analyser les projets soumis au ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs et effectuer le contrôle environnemental de ceux-ci. Il permet aussi de déterminer plus facilement la cause possible d'une contamination ou d'effectuer des interventions dans des zones cibles (MDDEFP(b), 2013).

**Tenure :** Tenure forestière est l'expression généralement utilisée pour décrire l'attribution des ressources forestières et l'octroi de permis pour le bois des forêts de la Couronne. La tenure dépend des arrangements juridiques qui définissent les droits et les responsabilités attribués aux compagnies forestières et aux autres utilisateurs des ressources (MRN Ontario, 2012). De nos jours, le mot tenure s'utilise surtout pour exprimer le statut privé ou public d'un territoire. Le terme est aussi utilisé pour désigner l'information relative à ce statut (MRN, 2013).

**Zone agricole :** La zone agricole, appelée usuellement la zone agricole permanente, est une partie du territoire d'une municipalité locale décrite au plan et description technique élaborés et adoptés conformément aux articles 49 et 50 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q. Chapitre P-41.1). La zone agricole est protégée pour des fins d'activités agricoles et est soumise à des interdictions d'autres utilisations (Gagnon, 2013).

## Liste des acronymes

- ACCORD** : Action concertée de coopération régionale de développement
- ASSS** : Agence de santé et de services sociaux
- BAPE** : Bureau d'audiences publiques en environnement
- CLD** : Centre local de développement
- CLE** : Centre local d'emploi
- CMM** : Communauté métropolitaine de Montréal
- CMQ** : Communauté métropolitaine de Québec
- CPTAQ** : Commission sur la protection du territoire agricole
- CRÉ** : Conférence régionale des élus
- CRRNT** : Commission régionale des ressources naturelles et du territoire
- CSQ** : Centrale des syndicats du Québec
- CSSS** : Centre de santé et de services sociaux
- IMT** : Information sur le marché du travail
- INRS** : Institut national de recherche scientifique
- INSPQ** : Institut national de la santé publique du Québec
- ISQ** : Institut de la statistique du Québec
- MAMROT** : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- MAPAQ** : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
- MCC** : Ministère de la Culture et des Communications
- MDDEP** : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
- MDDEFP** : Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
- MDEIE** : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
- MESS** : Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale
- MFEQ** : Ministère des Finances et de l'Économie du Québec
- MRC** : Municipalité régionale de comté
- MRN** : Ministère des Ressources naturelles
- MRNF** : Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
- MRNFP** : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
- OBV** : Organisme de bassin versant
- PME** : Petite et moyenne entreprise
- PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire
- SADC** : Société d'aide au développement des collectivités
- SCHL** : Société canadienne d'hypothèques et de logement
- SHQ** : Société d'habitation du Québec
- UPA** : Union des producteurs agricoles



## **Annexes**

## Annexe 1 : Indicateurs environnementaux

Indicateurs	MRC	Région administrative	Municipalité
<b>Milieu agricole</b>			
Superficie de la zone agricole (ha)	■	■	
Nombre d'exploitations agricoles enregistrées au MAPAQ	■	■	
Part de la zone agricole occupée par les exploitations (%)	■	■	
Part du territoire en zone agricole (%)	■	■	
<b>Milieu forestier</b>			
Nombre d'aires protégées		■	
Superficie régionale des aires protégées (km <sup>2</sup> )		■	
Part de la superficie totale		■	
Composition forestière		■	
Écosystèmes forestiers exceptionnels		■	
<b>Milieu urbain</b>			
Données sur les 10 municipalités les plus peuplées			■
Données sur les municipalités de plus de 5000 habitants			■
Dénombrement des municipalités de plus de 5000 habitants			■
Population des municipalités en 2002 et en 2012			■
Évolution démographique 2002-2012 des municipalités (%)			■
Superficie terrestre			■
Densité de population			■
Rang provincial			■
Rang national			■
<b>Hydrographie</b>			
Principales rivières		■	
Débit des principales rivières		■	
Longueur des principales rivières		■	
Superficie des bassins versants		■	
Principaux lacs		■	
Superficie des lacs		■	
Vocation et utilisation des lacs		■	

## Annexe 2 : Indicateurs sociaux

Indicateurs	MRC	Région administrative	Municipalité
<b>Démographie</b>			
Population totale (0-14; 15-24; 25-44; 45;64, 65 et +)	■	■	
Superficie (terre ferme)	■	■	
Densité de population	■	■	
Solde migratoire interrégional (2011-2012)	■	■	
Perspective démographique (variation 2031/2006)	■	■	
Nombre de ménage en 2006		■	
Nombre de ménage en 2031		■	
Accroissement net 2006-2031		■	
Variation du nombre de ménage 2006-2031		■	
Population urbaine (%)		■	
Population rurale (%)		■	
Rapport de dépendance démographique		■	
Indice de remplacement de la main d'œuvre		■	
<b>Conditions de vie</b>			
HLM	■	■	
Accès Logis Québec et Logement abordable Québec	■	■	
Supplément au loyer	■	■	
Allocation au logement	■	■	
Taux de famille monoparentale selon le type d'occupation	■	■	
Indice de défavorisation matérielle		■	
Rapport de dépendance économique		■	
Données sur l'assistance sociale		■	
Niveau de scolarité		■	
Revenu consacré au logement des ménages	■	■	
Revenu médian des travailleurs	■	■	
Taux de faible revenu des familles	■	■	
Revenu disponible des ménages	■	■	
Données sur la santé		■	

## Annexe 3 : Indicateurs économiques

Indicateurs	MRC	Région administrative	Municipalité
Nombre de travailleurs de 25 à 64 ans	■		
Taux de travailleur de 25 à 64 ans	■		
Données sur l'emploi		■	
Types d'investissement		■	
Type et taille des établissements		■	
PIB régional par secteur		■	
Poids économique par rapport au Québec		■	
Indice de développement économique		■	
Valeur totale des permis de bâtir	■		
Valeur totale des maisons unifamiliales	■		

## Annexe 4 : PIB régional de la Montérégie, par secteur, 2010

Code SCIAN*	PIB (k\$)	Part du PIB régional (%)	Part du PIB QC (%)	Part du PIB sectoriel du QC (%)	PIB Québec (k\$)
<b>Ensemble des industries (T001)</b>	45 802 687	100,00	15,252	15,25	300 308 695
<b>Secteur de production de biens (T008)</b>	15 569 029	33,99	5,184	18,30	85 090 775
<b>Secteur des services (T009)</b>	30 233 657	66,01	10,068	14,05	215 217 919
<b>Production industrielle (T010)</b>	10 834 134	23,65	3,608	17,98	60 258 884
<b>Agriculture foresterie pêche et chasse (11)</b>	1 075 774	2,35	0,358	22,33	4 818 018
<b>Cultures agricoles et élevages (111-112)</b>	960 673	2,10	0,320	29,71	3 233 446
<b>Foresterie et exploitation forestière (113)</b>	42 730	0,09	0,014	3,75	1 139 218
<b>Pêche, chasse et piégeage (114)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	65 887
<b>Activité de soutien à l'agriculture et à la foresterie (115)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	379 466
<b>Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)</b>	88 838	0,19	0,030	2,72	3 268 069
<b>Services publics (22)</b>	1 820 367	3,97	0,606	14,00	13 000 728
<b>Construction (23)</b>	3 659 121	7,99	1,218	18,28	20 013 874
<b>Fabrication (31-33)</b>	8 924 929	19,49	2,972	20,29	43 990 086
<b>Fabrication d'aliments (311)</b>	1 571 801	3,43	0,523	28,55	5 504 747
<b>Fabrication de boissons et de produits du tabac (312)</b>	174 097	0,38	0,058	9,01	1 931 640
<b>Usines de textiles et de produits textiles (313-314)</b>	120 776	0,26	0,040	22,02	548 476
<b>Fabrication de vêtements (315)</b>	59 938	0,13	0,020	6,79	882 617
<b>Fabrication de produits en cuir et de produits analogues (316)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	90 160
<b>Fabrication de produits en bois (321)</b>	221 952	0,48	0,074	10,16	2 184 818
<b>Fabrication du papier (322)</b>	211 322	0,46	0,070	7,38	2 864 186
<b>Impression et activités connexes de soutien (323)</b>	283 107	0,62	0,094	18,31	1 546 252
<b>Fabrication de produits du pétrole et du charbon (324)</b>	5 137	0,01	0,002	0,67	768 904
<b>Fabrication de produits chimiques (325)</b>	827 516	1,81	0,276	23,09	3 583 589
<b>Fabrication de produits en plastiques et en caoutchouc (326)</b>	465 759	1,02	0,155	22,61	2 060 366
<b>Fabrication de produits minéraux non métalliques (327)</b>	298 052	0,65	0,099	21,11	1 412 136

\*Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)  
Source : ISQ, 2011

## Annexe 4 (suite)

Code SCIAN*	PIB (k\$)	Part du PIB régional (%)	Part du PIB QC (%)	Part du PIB sectoriel du QC (%)	PIB Québec (k\$)
Première transformation des métaux (331)	1 335 263	2,92	0,445	27,52	4 851 927
Fabrication de produits métalliques (332)	678 876	1,48	0,226	22,49	3 018 673
Fabrication de machines (333)	482 385	1,05	0,161	17,88	2 697 382
Fabrication de produits informatiques et électroniques (334)	252 521	0,55	0,084	18,18	1 389 098
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (335)	270 603	0,59	0,090	22,17	1 220 509
Fabrication de matériel de transport (336)	N/D	N/D	N/D	N/D	4 857 627
Fabrication de meubles et de produits connexes (337)	237 531	0,52	0,079	16,14	1 471 436
Activités diverses de fabrication (339)	191 426	0,42	0,064	17,32	1 105 542
Commerce de gros (41)	2 766 402	6,04	0,921	17,04	16 233 517
Commerce de détail (44-45)	3 377 124	7,37	1,125	17,33	19 485 690
Transport et entreposage (48-49)	1 690 668	3,69	0,563	13,43	12 592 513
Industrie de l'information et l'industrie culturelle (51)	723 123	1,58	0,241	6,49	11 134 959
Finances et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52-53-55)	8 586 681	18,75	2,859	16,09	53 374 899
Services professionnels scientifiques et techniques (54)	1 557 982	3,40	0,519	11,08	14 061 215
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (56)	1 129 367	2,47	0,376	14,00	8 066 771
Services d'enseignement (61)	2 287 033	4,99	0,762	14,27	16 021 544
Soins de santé et assistance sociale (62)	3 406 047	7,44	1,134	13,65	24 945 316
Arts, spectacles et loisirs (71)	449 408	0,98	0,150	14,06	3 197 452
Hébergement et services de restauration (72)	938 331	2,05	0,312	13,47	6 964 550
Autres services, sauf les administrations publiques (81)	1 362 057	2,97	0,454	16,25	8 383 779
Administration publiques (91)	1 959 435	4,28	0,652	9,44	20 755 716

Source : ISQ, 2011

## Annexe 5 : PIB régional du Centre-du-Québec, par secteur, 2010

Code SCIAN*	PIB (k\$)	Part du PIB régional (%)	Part du PIB QC (%)	Part du PIB sectoriel du QC (%)	PIB Québec (k\$)
<b>Ensemble des industries (T001)</b>	7 974 534	100,00	2,655	2,66	300 308 695
<b>Secteur de production de biens (T008)</b>	3 565 910	44,72	1,187	4,19	85 090 775
<b>Secteur des services (T009)</b>	4 408 624	55,28	1,468	2,05	215 217 919
<b>Production industrielle (T010)</b>	2 587 190	32,44	0,862	4,29	60 258 884
<b>Agriculture foresterie pêche et chasse (11)</b>	385 830	4,84	0,128	8,01	4 818 018
<b>Cultures agricoles et élevages (111-112)</b>	356 709	4,47	0,119	11,03	3 233 446
<b>Foresterie et exploitation forestière (113)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	1 139 218
<b>Pêche, chasse et piégeage (114)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	65 887
<b>Activité de soutien à l'agriculture et à la foresterie (115)</b>	15483	0,19	0,005	4,08	379 466
<b>Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)</b>	19 643	0,25	0,007	0,60	3 268 069
<b>Services publics (22)</b>	584 040	7,32	0,194	4,49	13 000 728
<b>Construction (23)</b>	592 890	7,43	0,197	2,96	20 013 874
<b>Fabrication (31-33)</b>	1 983 507	24,87	0,660	4,51	43 990 086
<b>Fabrication d'aliments (311)</b>	335 376	4,21	0,112	6,09	5 504 747
<b>Fabrication de boissons et de produits du tabac (312)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	1 931 640
<b>Usines de textiles et de produits textiles (313-314)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	548 476
<b>Fabrication de vêtements (315)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	882 617
<b>Fabrication de produits en cuir et de produits analogues (316)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	90 160
<b>Fabrication de produits en bois (321)</b>	135 748	1,70	0,045	6,21	2 184 818
<b>Fabrication du papier (322)</b>	210 385	2,64	0,070	7,35	2 864 186
<b>Impression et activités connexes de soutien (323)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	1 546 252
<b>Fabrication de produits du pétrole et du charbon (324)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	768 904
<b>Fabrication de produits chimiques (325)</b>	95 616	1,20	0,032	2,67	3 583 589
<b>Fabrication de produits en plastiques et en caoutchouc (326)</b>	47 082	0,59	0,016	2,29	2 060 366
<b>Fabrication de produits minéraux non métalliques (327)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	1 412 136

Source : ISQ, 2011

## Annexe 5 (suite)

Code SCIAN*	PIB (k\$)	Part du PIB régional (%)	Part du PIB QC (%)	Part du PIB sectoriel du QC (%)	PIB Québec (k\$)
Première transformation des métaux (331)	N/D	N/D	N/D	N/D	4 851 927
Fabrication de produits métalliques (332)	149 101	1,87	0,050	4,94	3 018 673
Fabrication de machines (333)	223 187	2,80	0,074	8,27	2 697 382
Fabrication de produits informatiques et électroniques (334)	N/D	N/D	N/D	N/D	1 389 098
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (335)	21 155	0,27	0,007	1,73	1 220 509
Fabrication de matériel de transport (336)	85011	1,07	0,028	1,75	4 857 627
Fabrication de meubles et de produits connexes (337)	94 221	1,18	0,031	6,40	1 471 436
Activités diverses de fabrication (339)	36 278	0,45	0,012	3,28	1 105 542
Commerce de gros (41)	554 440	6,95	0,185	3,42	16 233 517
Commerce de détail (44-45)	516 811	6,48	0,172	2,65	19 485 690
Transport et entreposage (48-49)	286 417	3,59	0,095	2,27	12 592 513
Industrie de l'information et l'industrie culturelle (51)	122 983	1,54	0,041	1,10	11 134 959
Finances et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52-53-55)	1 003 350	12,58	0,334	1,88	53 374 899
Services professionnels scientifiques et techniques (54)	168 074	2,11	0,056	1,20	14 061 215
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (56)	148 832	1,87	0,050	1,85	8 066 771
Services d'enseignement (61)	395 985	4,97	0,132	2,47	16 021 544
Soins de santé et assistance sociale (62)	584 412	7,33	0,195	2,34	24 945 316
Arts, spectacles et loisirs (71)	42 091	0,53	0,014	1,32	3 197 452
Hébergement et services de restauration (72)	153 322	1,92	0,051	2,20	6 964 550
Autres services, sauf les administrations publiques (81)	181 566	2,28	0,060	2,17	8 383 779
Administration publiques (91)	250 342	3,14	0,083	1,21	20 755 716

Source : ISQ, 2011



## Annexe 6 : PIB régional de la Chaudière-Appalaches, par secteur, 2010

Code SCIAN*	PIB (k\$)	Part du PIB régional (%)	Part du PIB QC (%)	Part du PIB sectoriel du QC (%)	PIB Québec (k\$)
<b>Ensemble des industries (T001)</b>	12 836 853	100,00	4,275	4,27	300 308 695
<b>Secteur de production de biens (T008)</b>	4 690 305	36,54	1,562	5,51	85 090 775
<b>Secteur des services (T009)</b>	8 146 547	63,46	2,713	3,79	215 217 919
<b>Production industrielle (T010)</b>	3 192 695	24,87	1,063	5,30	60 258 884
<b>Agriculture foresterie pêche et chasse (11)</b>	592 631	4,62	0,197	12,30	4 818 018
<b>Cultures agricoles et élevages (111-112)</b>	509 956	3,97	0,170	15,77	3 233 446
<b>Foresterie et exploitation forestière (113)</b>	49 802	0,39	0,017	4,37	1 139 218
<b>Pêche, chasse et piégeage (114)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	65 887
<b>Activité de soutien à l'agriculture et à la foresterie (115)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	379 466
<b>Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)</b>	56 090	0,44	0,019	1,72	3 268 069
<b>Services publics (22)</b>	215 815	1,68	0,072	1,66	13 000 728
<b>Construction (23)</b>	904 979	7,05	0,301	4,52	20 013 874
<b>Fabrication (31-33)</b>	2 920 789	22,75	0,973	6,64	43 990 086
<b>Fabrication d'aliments (311)</b>	557 409	4,34	0,186	10,13	5 504 747
<b>Fabrication de boissons et de produits du tabac (312)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	1 931 640
<b>Usines de textiles et de produits textiles (313-314)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	548 476
<b>Fabrication de vêtements (315)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	882 617
<b>Fabrication de produits en cuir et de produits analogues (316)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	90 160
<b>Fabrication de produits en bois (321)</b>	417 762	3,25	0,139	19,12	2 184 818
<b>Fabrication du papier (322)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	2 864 186
<b>Impression et activités connexes de soutien (323)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	1 546 252
<b>Fabrication de produits du pétrole et du charbon (324)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	768 904
<b>Fabrication de produits chimiques (325)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	3 583 589
<b>Fabrication de produits en plastiques et en caoutchouc (326)</b>	252 274	1,97	0,084	12,24	2 060 366
<b>Fabrication de produits minéraux non métalliques (327)</b>	N/D	N/D	N/D	N/D	1 412 136

Source : ISQ, 2011

## Annexe 6 (suite)

Code SCIAN*	PIB (k\$)	Part du PIB régional (%)	Part du PIB QC (%)	Part du PIB sectoriel du QC (%)	PIB Québec (k\$)
Première transformation des métaux (331)	N/D	N/D	N/D	N/D	4 851 927
Fabrication de produits métalliques (332)	326 981	2,55	0,109	10,83	3 018 673
Fabrication de machines (333)	N/D	N/D	N/D	N/D	2 697 382
Fabrication de produits informatiques et électroniques (334)	N/D	N/D	N/D	N/D	1 389 098
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (335)	N/D	N/D	N/D	N/D	1 220 509
Fabrication de matériel de transport (336)	222353	1,73	0,074	4,58	4 857 627
Fabrication de meubles et de produits connexes (337)	248 633	1,94	0,083	16,90	1 471 436
Activités diverses de fabrication (339)	N/D	N/D	N/D	N/D	1 105 542
Commerce de gros (41)	583 653	4,55	0,194	3,60	16 233 517
Commerce de détail (44-45)	930 126	7,25	0,310	4,77	19 485 690
Transport et entreposage (48-49)	529 201	4,12	0,176	4,20	12 592 513
Industrie de l'information et l'industrie culturelle (51)	192 804	1,50	0,064	1,73	11 134 959
Finances et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52-53-55)	2 576 837	20,07	0,858	4,83	53 374 899
Services professionnels scientifiques et techniques (54)	309 477	2,41	0,103	2,20	14 061 215
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (56)	196 280	1,53	0,065	2,43	8 066 771
Services d'enseignement (61)	680 079	5,30	0,226	4,24	16 021 544
Soins de santé et assistance sociale (62)	952 237	7,42	0,317	3,82	24 945 316
Arts, spectacles et loisirs (71)	62 629	0,49	0,021	1,96	3 197 452
Hébergement et services de restauration (72)	395 313	3,08	0,132	5,68	6 964 550
Autres services, sauf les administrations publiques (81)	279 794	2,18	0,093	3,34	8 383 779
Administration publiques (91)	458 119	3,57	0,153	2,21	20 755 716

Source : ISQ, 2011